

UNION INTERNATIONALE
DES HUISSIERS DE JUSTICE
ET OFFICIERS JUDICIAIRES



INTERNATIONAL
ASSOCIATION
OF JUDICIAL OFFICERS

MAGAZINE

INTERNATIONAL

Congrès de Washington :
bilan et perspectives



Washington D.C. Congress:
evaluation and perspectives



Slovénie - Slovenia

Quel avenir pour les huissiers de justice ?
What future for the judicial officers?



Tchad - Chad

Formation : séminaire UFOHJA
Training: UFOHJA seminar



Grèce - Greece

Athènes - 3e session UIHJ Euromed
Athens - 3rd UIHJ Euromed session



20

2006

SEMESTRIEL
JANVIER/JUIN

BIANNUAL
JANUARY/JUNE



La Caisse des Dépôts

Institution financière publique, la Caisse des Dépôts est en charge de missions d'intérêt général qui lui sont confiées par l'État et les collectivités territoriales.

Elle est aujourd'hui :

- > le gestionnaire de référence de l'épargne (livrets défiscalisés) et des retraites des Français (1 retraité sur 5), ainsi que de fonds privés protégés par la loi (fonds des professions juridiques...),
- > le n°1 du financement du logement social et de la politique de la ville,
- > le partenaire de long terme des collectivités territoriales
 - comme investisseur dans des projets locaux de développement insuffisamment pris en compte : équipement numérique, rénovation urbaine et immobilier, capital investissement régional et capital risque technologique, soutien à la création de très petites entreprises et à l'économie sociale,
 - à travers ses filiales : Transdev (transport de voyageurs) • Egis (infrastructures) • Compagnie des Alpes (sites de loisirs) • VVF Vacances (hébergement de loisirs) • Icade et groupe SNI (immobilier) • CDC Entreprises (capital investissement),
- > Un grand investisseur de long terme dans les entreprises
 - Au sein du groupe, la Caisse des Dépôts est le premier actionnaire de la CNP (assurances de personnes). Elle est également l'actionnaire stratégique de la Caisse nationale des caisses d'épargne et gère d'importants portefeuilles d'actions de sociétés cotées, de capital investissement et d'actifs immobiliers.

Vers un huissier de justice multidisciplinaire !

Le numéro de ce UIHJ Magazine comporte tant d'informations sur notre 19^e congrès qu'il serait superflu d'en relater plus encore son déroulement. Cependant, s'il reste, après coup, un point qui mérite d'être abordé c'est bien celui des perspectives que nous offre l'après-Washington.

Mais avant tout nous voudrions saluer la présence massive dans la capitale américaine des représentants du continent africain. Acteurs remarquables durant les travaux et chantres d'un métier, le nôtre, que d'aucuns considèrent encore comme devant rester figés aux seules activités de la signification et de l'exécution, ils ont surpris par leur clairvoyance et leur analyse progressiste.

Autres enseignements : la puissante poussée des huissiers de justice à statut libéral de l'Europe centrale et orientale présents dans de nombreuses commissions contrastant en cela avec le naufrage de nos collègues autrichiens et italiens officiellement absents de nos débats, démontrant ainsi combien, exceptés quelques rares cas, la rupture paraît inéluctable entre huissiers de justice et agents d'exécution à statut public.

Enfin, autre aspect positif : l'amorce d'initiatives prometteuses sur le territoire américain, d'abord au travers des contacts établis avec la Banque Mondiale grâce à l'intervention française, et ensuite avec le rapprochement envers différentes institutions ayant vocation à côtoyer notre corporation.

Le congrès, cela est son rôle, a tracé le programme qui va dicter, pour les prochaines années, l'action du nouveau bureau.

Toute démarche prospective devra veiller à intégrer, d'une part, les mutations substantielles qui se profilent au sein de notre profession et, d'autre part, à anticiper sur l'évolution des principes juridiques qui la gouverne, et qui restent soumis à la forte imprégnation de la mondialisation.

S'agissant des concepts juridiques, nul ne saurait contester que les grands principes civilistes d'essence romano-germaniques, qui depuis le 19^e siècle gouvernaient une grande partie de la planète, se sont estompés au profit d'un droit d'inspiration anglo-saxon privilégiant l'émergence de la nature contractuelle.

À l'évidence, aujourd'hui, les tentatives ou projets d'aménagement de structures juridiques universelles s'articulent autour d'un triple mécanisme visant à instaurer :

- un droit puisant sa substance dans la notion de contrat ;
- un système judiciaire articulé autour d'un mode alternatif de règlement des litiges, en privilégiant l'arbitrage ;
- un arsenal de dispositifs en faveur de mesures d'exécution harmonisées.

De cette architecture s'évince l'idée d'un droit substantiel qui serait dominé par les valeurs contractuelles, dont les conflits seraient réglés par le recours à l'arbitrage et la sanction appliquée en contemplation d'instruments relevant d'un droit de l'exécution harmonisé. Sur ce dernier point, objet d'une affection particulière compréhensive pour nous huissiers de justice, il est aisé de mesurer, malgré un parcours chaotique, combien les progrès sont constants. Les travaux du congrès l'ont démontré lors des propositions de synthèse en reprenant l'étude de l'ALI-Unidroit sur les « principes de procédure civile transnationale »,

La forte sensibilité affichée par ailleurs par les congressistes sur les thèmes portant sur le développement de nos activités a démontré l'importance des enjeux économiques et les préoccupations qu'ils suscitent.

Le mythe de l'huissier de justice lié au rôle réducteur d'agent d'exécution ou de signification est dépassé. D'ailleurs chacun a pu se rendre compte du déclin de ces deux pôles d'activité.

L'heure est désormais à la pluridisciplinarité. Partout l'huissier de justice esquisse un nouveau profil. En Europe, mais aussi en Afrique - voire sur le continent américain et en Thaïlande - l'huissier de justice sera un juriste de haut niveau, professionnel libéral, indépendant et responsable. Reconnu comme vecteur de sécurité juridique, considéré comme un maillon de la chaîne économique, plébiscité dans la lutte contre la corruption et rangé parmi les éléments essentiels à l'existence d'un état de droit, l'huissier de justice bientôt organisé en réseaux, constituera un référent majeur dans la mise en place de tout système judiciaire national ou international.



Il est regrettable que quelques gouvernements d'États — particulièrement d'Europe — encore reclus dans leur souveraineté nationale, mal informés et passésistes songent, sous des prétextes fallacieux, à maintenir un corps d'huissier de justice volontairement affaibli et aux compétences limitées aux seules fins d'assurer un contrôle judiciaire et politique d'outre temps, quitte à nuire au bon fonctionnement de leur propre service public de la justice ! Pire... Il est invraisemblable que de tels dirigeants puissent encore afficher une pareille posture dans les enceintes internationales en percevant des échos favorables.

Le bureau de l'UIHJ a établi un plan en 12 points s'inscrivant chacun dans un ensemble destiné à promouvoir un huissier de justice nanti de nouvelles prérogatives qui viendront élargir la palette de ses activités dans des domaines aussi variés que ceux de conseil, du recouvrement des créances, de la plénitude de l'exécution ou encore de fonctions directement rattachées telles les actes privés authentifiés, les séquestres, la médiation post judiciaire, etc.

Les consultations sont lancées et chaque huissier de justice intéressé pourra s'associer aux réflexions. Notre dernier éditorial préfigurait déjà ce mouvement.

Désormais l'ordre de marche est donné.

À suivre...

Jacques Isnard
Président UIHJ

Towards a multidisciplinary judicial officer!

This issue of your UIHJ Magazine includes much information on our 19th congress and it seems superfluous to add anything here. However, if a point remains to be discussed, it is the one concerning the perspectives that the post-Washington area has to offer to us.

But above all we would like to acknowledge the massive presence in the American capital of the representatives of the African continent. Remarkable actors during the working sessions and champions of the cause of a trade, ours, that many still regard as having to remain attached with the only activities of the service of documents and the enforcement of court decisions, they have astonished us by their perspicacity and their progressive analysis.

Another lesson: the powerful upcoming of the judicial officers with a liberal statute of the Central and Eastern Europe, who were present in many commissions, contrasting in that with the collapse of our Austrian and Italian colleagues officially absent from our debates, showing thus how much, apart from some rare cases, the rupture appear inescapable between judicial officers and civil servants enforcement agents.

Lastly, another positive aspect: the beginning of promising initiatives on the American territory, initially through the contacts established with the World Bank thanks to the French intervention, and then with the bringing together towards various institutions having vocation to mix with our corporation.

The congress - that is its role - traced the program which will guide the action of the new board for the following years.

Any prospective step will have to ensure to integrate, on the one hand, the substantial changes which are profiled within our profession and, on the other hand, to pre-empt the evolution of the legal principles which controls them, and which remain subjected to the strong impregnation of globalization.

Being the legal concepts, no one could dispute that the great romano-Germanic civil law principles, which since the 19th century controlled most of planet, grew blurred to the profit of a much Anglo-

Saxon inspired law which favours the emergence of anything of contractual nature.

Obviously, today, the attempts or projects of adjusting universal legal structures are articulated around a triple mechanism aiming at founding:

- a powerful law drawing its substance in the concept of contract
- a legal system articulated around an alternative mode of settlement of litigations, by privileging arbitration
- an arsenal of devices in favour of harmonised enforcement measures.

One must oust from this architecture the idea of a substantial law which would be dominated by contractual values, in which conflicts would be regulated by the use of arbitration and the sanction applied in contemplation of instruments relating to a harmonised law of enforcement. On this last point, which is the object of a particular concern to us as judicial officers, it is easy to measure how much the progress is constant, in spite of a chaotic course. The works of the congress proved it at the time of the summary proposals by resuming the study of Ali-Unidroit on the "principles of transnational civil procedure",

The strong sensitivity shown by the congressmen on the topics relating to the development of our activities proved the importance of the economic stakes and the concerns which they cause.

The myth of the judicial officer related to the reducing role of an enforcement agent only in charge of enforcing court decision and the service of document is over. Moreover each one could realise the decline of these two poles of activity.

The time has come for us to promote our multidisciplinary mission. Everywhere the judicial officer outlines a new profile. In Europe, but also in Africa - even on the American continent and in Thailand - the judicial officer will be a highly qualified lawyer, working as a liberal professional, independent and responsible. Recognised like a vector of legal safety, regarded as an economic chain link, participating in the fight against corruption and associated as an essential element of the rule of law, the judicial officer soon organised in networks, will constitute



a major reference in the implementation of any national or international legal system.

It is regrettable that some State governments - particularly of Europe - still reclude in their national sovereignty, badly informed and more concerned with the past than with the future, think, under fallacious purposes, to maintain a body of judicial officer voluntarily weakened and which competence is limited to the only ends to ensure a legal and political control from another age, even if it means to harm the correct functioning of their own public service of justice! Worse... It is incredible that such leaders can still offer a similar posture in the international enclosures by perceiving favourable echoes.

The board of the UIHJ established a 12 points action plan, each point focusing on the promotion of a judicial officer embracing new prerogatives and duties that will enlarge his activities in various areas such as legal advice, debt collection, the plenitude of enforcement measures, as well as other related functions such as the legalization of private agreements, the sequestrations of goods, post legal mediation, etc

The consultations are launched and each concerned judicial officer will be able to join to the discussions. Our last editorial already preceded this movement.

From now on the work is in progress.

To be followed...

Jacques Isnard
President of the UIHJ



One Europe. One currency. One group of Judicial Officers.

Some of us see more opportunities in Europe than others. The fact is, economic cooperation is a success. More and more cross-border business is being done within Europe. Directly resulting in more and more international money transfers... which in turn result in more and more international payment problems. That's why the need for European collection management is being given increasingly high priority within the business community. The logical answer: a pan-European network of Judicial Officers using an integral approach of amicable and legal debt collection. In the Netherlands, GGN has already proved that this approach is successful. GGN is a market-oriented organisation comprising 18 Judicial Offices. GGN collects more money faster for its clients. An advantage which every European company should have the opportunity to share.



Collection Specialists and Judicial Officers

Reckon on more profitability

Sommaire

Vers un huissier de justice multidisciplinaire ! <i>Towards a multidisciplinary judicial officer!</i>	3 4
Conférence des présidents des Etats baltes, d'Europe centrale et de l'Est Paris, 20 juillet 2006 <i>Conference of the presidents of the Central, Eastern and Baltic States Paris July 20, 2006</i>	8 9



EUROPE

Une délégation hongroise au séminaire UIHJ du 19 juin 2006 à Vienne (Autriche) <i>A Hungarian delegation at the UIHJ seminar in Vienna (Austria), June 19, 2006</i>	10 10
---	----------

Une délégation de l'UIHJ reçue à Moscou par le ministre de la Justice de la Fédération de Russie <i>A delegation of the UIHJ greeted in Moscow by the Minister of Justice of the Russian Federation</i>	11 12
---	----------



L'UIHJ invitée à célébrer à Bucarest les 10 et 11 mai 2006 le 5e anniversaire de la création de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie <i>The UIHJ invited to celebrate in Bucharest (10 & 11 May 2006) the 5th birthday of the creation of the National Union of the Judicial Officers of Romania (NUJOR)</i>	13 15
L'UIHJ au Ve congrès des huissiers de justice de Pologne <i>The UIHJ at the 5th congress of the judicial officers of Poland</i>	17 19
Mission de contact de l'UIHJ en Croatie des 10 au 13 juillet 2006 <i>Contact mission of the UIHJ in Croatia from the 10 to July 13, 2006</i>	20 22
Craintes et espoirs des huissiers de justice slovènes <i>Hopes and fears of the Slovenian judicial officers</i>	26 29
Hongrie : un système particulièrement efficace <i>Hungary: a particularly efficient system</i>	32 36
La présence des huissiers de justice en Slovaquie <i>The presence of the judicial officers in Slovakia</i>	39 40
La multidisciplinarité des huissiers de justice au cœur des 3e rencontres UIHJ-Euromed <i>The Multi-field judicial officers at the heart of the 3rd UIHJ-Euromed meeting</i>	42 45

AFRIQUE



- 1er colloque international à Ndjamena (23/24 février 2006) 49
1st international conference in N'Djamena (February 23/24, 2006) 51



- Visite d'une délégation de l'UIHJ au Zimbabwe du 16 au 18 février 2006 53
Visit of a UIHJ delegation to Zimbabwe (16-18 February 2006) 54

- Visite d'une délégation de l'UIHJ au royaume du Lesotho (14 et 15 février 2006) 56
Visit of a UIHJ delegation to the Kingdom of Lesotho (14 & 15 February 2006) 58

- Visite d'une délégation d'UIHJ au royaume du Swaziland (12 et 13 février 2006) 60
Visit of a UIHJ delegation to the Kingdom of Swaziland (12 & 13 February 2006) 61

AMÉRIQUES



- 45 délégations ont assisté au 19e congrès international de l'UIHJ à Washington D.C., des 26 au 28 avril 2006 63
45 delegations attended the 19th international congress of the UIHJ in Washington D.C., from the 26 to April 28, 2006 73

- L'UIHJ à la 59e conférence annuelle DPI/ONG des Nations unies (ONU) à New York 83
The UIHJ at the 59th Annual DPI/NGO United Nations (UN) headquarter conference in New York 84

ASIE



- Une délégation de l'UIHJ participe aux séminaires de Rayong et de Bangkok des 13 et 14 février 2006 85
A delegation of the UIHJ takes part in the seminars of Rayong and Bangkok of February the 13, and 14 2006 86



Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires
 42 rue de Douai - 75009 Paris - France
 Tél. : +33 (0)1 49 70 12 87 - Fax : +33 (0)1 49 70 15 87
<http://www.uilhj.com> - uilhj@huissier-justice.fr

UIHJ Magazine - Magazine semestriel d'information de l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Directeur de la publication : Jacques Isnard
 Rédacteur en chef : Roger Dujardin
 Rédacteur en chef adjoint : Mathieu Chardon
 Comité de rédaction : Jean-Paul Spinelli, Marc Schmitz, Jos Uitdehaag

Edition - Réalisation : SAILING communication & technologies,
 8 avenue des Minimes, F-94300 Vincennes - <http://www.sailing-up.com>

Impression : Currenda sp. z o.o., Aleja Niepodległości 703A - 81-853 Sopot Pologne
 Tél. +48 58 5503875 - <http://www.currenda.pl>

Conférence des présidents des Etats baltes, d'Europe centrale et de l'Est – Paris, 20 juillet 2006

La conférence des présidents des chambres nationales de l'Europe de l'Est, du Centre et des Etats Baltes qui s'est réunie à Paris le 20 juillet a regroupé les représentants de huit pays (Hongrie – Pologne – République tchèque – Roumanie – Slovaquie- Slovénie – Lettonie – Lituanie).

Des points de convergence nombreux

Cette grande confrontation a permis d'établir une évaluation d'ensemble de l'état de la profession dans cette zone continentale.

Les nombreux échanges ont conduit à observer que le projet, qui paraissait, il y a peu de temps encore, d'une ambition démesurée, consistant à vouloir créer de toutes pièces une profession d'huissier de justice harmonisée sur la base du statut libéral, est aujourd'hui réalité.

L'huissier de justice est européen et il existe partout, y compris en Roumanie et en Bulgarie. Telle devait être la conclusion des membres de la conférence.

Bien évidemment, la situation évolue à des vitesses différentes suivant les pays. Il est certain qu'en Hongrie, par exemple, où les huissiers de justice sont apparus voilà douze ans, la profession est structurellement plus avancée qu'en Lettonie ou en Bulgarie, là où la mise en œuvre du statut libéral de l'agent d'exécution répond à une démarche beaucoup plus récente.

Néanmoins, les points de convergences sont nombreux. Ainsi le secteur économique de l'activité des huissiers de justice a suscité un grand nombre d'interventions illustrant, pour la plupart, les préoccupations des huissiers de justice quant au traitement de la matière manifestement en diminution ou bien menacée par des velléités de gouvernements favorables à la modification des règles de compétence territoriale ou à l'augmentation du nombre d'huissier de justice.

Un grand projet d'extension et de diversification des activités de la profession

Pour les cas les plus sérieux, l'aide de l'UIHJ a été sollicitée pour se rendre dans les pays concernés afin d'y rencontrer les autorités gouvernementales et judiciaires.

Le président Isnard, dans un registre très voisin, a présenté les premiers éléments du grand projet, universel, d'extension et de diversification des activités de la profession.

L'opération qui concerne tous les huissiers de justice quelque soit leur pays sera lancée dans les premiers jours du mois d'août.

Une première étape est prévue pour une étude de synthèse dès le conseil permanent de novembre à Paris.

L'assemblée des présidents n'a pas manqué de revenir sur les différents aspects du congrès de Washington dont elle a vanté la qualité des travaux et des interventions et la parfaite organisation générale.

Tirant le bilan de Washington, le bureau a fait état des excellentes retombées notamment avec la Banque mondiale et les acteurs de différentes branches juridiques aux Etats Unis.

Enfin, les chefs de délégations devaient décider de créer à l'instar de « UIHJ Euromed », une nouvelle entité propre au profil géographique des pays présents.

La légitimité de ce nouvel organisme dénommé « UIHJ Euro Danube » sera soumise à l'approbation du prochain conseil permanent. UIHJ Euro Danube devrait ainsi affiner au sein de l'Union sur le plan scientifique et statutaire l'identité des Etats concernés.

Conference of the presidents of the Central, Eastern and Baltic States - Paris July 20, 2006

The conference of the presidents of the national Chambers of the Baltic States, as well as those of Central and Eastern Europe which met in Paris on July 20 gathered the representatives of eight countries (Hungary - Poland - Czech Republic - Romania - Slovakia- Slovenia - Latvia – Lithuania).

Numerous points of convergence

This great confrontation made it possible to establish an overall evaluation of the state of the profession in this continental zone.

The many exchanges resulted in observing that the project, which appeared, little time ago still, of a disproportionate ambition, and consisting in wanting to create from scratch a body of harmonised judicial officers on the basis of liberal statute, is a reality today.

The judicial officer is European and exists everywhere, including in Romania and Bulgaria. Such was to be the conclusion of the members of the conference.

Obviously, the situation develops at different speeds according to the countries. It is certain that in Hungary, for example, where the judicial officers appeared here 12 years ago, the profession is structurally more advanced than in Latvia or in Bulgaria, where the implementation of the liberal statute of the enforcement agent answers is more recent.

Nevertheless, the points of convergences are numerous. Thus the economic sector of the activity of the judicial officers has to cause a great number of intervention illustrating, for the majority, the concerns of the judicial officers as for the treatment of the workload obviously in reduction or threatened by the inclinations of some governments favourable to the modification of the terms of territorial competence or to the increase of the number of judicial officers.

An ambitious project of extension and diversification of the activities of the profession

For the most serious cases, the assistance of the UIHJ was requested to go in the concerned countries in order to meet there the governmental and legal authorities.

President Isnard, in a very nearby register, presents the first elements of the great – universal - project, of extension and diversification of the activities of the profession.

The operation which concerns all the judicial officers, whatever their countries will be launched in the first days of August.

A first stage is planned for a synthetic study at the November permanent council in Paris.

The assembly of the presidents did not fail to reconsider the various aspects of the congress of Washington from which it praised the quality of work and the interventions as well as the perfect general organisation.

While considering the issues from the Washington congress, the board of UIHJ gave a report on the excellent repercussions in particular with the World Bank and the actors of various legal branches in the United States.

Lastly, the heads of delegations were to decide to create, to the likes of "UIHJ Euromed", a new entity suitable for the geographical profile of the present countries.

The legitimacy of this new organisation called "UIHJ Euro Danube" will be subjected to the approval of the next permanent council. UIHJ Euro Danube should thus focus within the Union, on a scientific and statutory level, the identity of the concerned States.





Une délégation hongroise au séminaire UIHJ du 19 juin 2006 à Vienne (Autriche)

Un séminaire sous la canicule

Vienne. Trente degré à l'ombre. On donnerait tout pour une brise légère. En vain. Les rues sont désertes dans cette chaleur extrême. C'est dans ces conditions que l'on se rend au ministère de la Justice autrichien afin de chercher de nouveaux appuis, en coopération avec des confrères hollandais, belges et allemands, qui plaident tous en faveur du changement du système d'exécution autrichien.

Le lieu du séminaire est la salle d'honneur du Palais Trautson. On y trouve, outre des présentations Power Point, du café, de l'eau minérale et des boissons rafraîchissantes. Sont représentés la Chambre des avocats de Vienne, le ministère de la Justice, le ministère de l'Économie et du Travail, des magistrats de la cour d'appel de Vienne, des caisses d'assurance maladie, quelques représentants du Parlement, ainsi que quelques huissiers de justice autrichiens, sans malheureusement leur président Gerhard Holzer.

L'importance d'une exécution efficace

Les organisateurs et les rapporteurs ont pourtant tout fait pour contribuer à la réussite de ce séminaire. Eduard Beischall, ex-président de l'Union des huissiers de justice allemands, a ouvert la conférence. Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ s'était acquitté du difficile travail de l'organisation de la réunion. Il a attiré l'attention du public dans son discours d'introduction sur l'importance d'une exécution efficace dans le respect des droits de l'homme.

Ensuite, ce fut au tour de Marc Schmitz, membre du Comité de l'UIHJ, et de son collègue, de nous présenter avec brio, de façon complète et détaillée, le système de l'exécution en Hollande et en Belgique, lequel fonctionne avec succès depuis plusieurs décennies.

Dans la deuxième partie du séminaire, Hans-Eckhard Gallo, président de l'Union des huissiers de justice allemands nous a esquissé la situation actuelle de l'exécution en Allemagne, en pleine mutation.

Enfin, le Dr. Miklós Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, a présenté dans son discours les différences qualitatives entre le fait d'être employé par l'État ou être un huissier de justice indépendant et libéral, en mentionnant également les difficultés probables (mais connues et maîtrisées) qui peuvent se produire à l'occasion d'un changement de système.



*Une partie du public
A part of the audience*

Un séminaire sur l'exécution des décisions de justice en Europe organisé par l'UIHJ s'est tenu le 19 juin 2006 à Vienne et a réuni Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ ainsi que des représentants des délégations hongroise, néerlandaise, belge et allemande.

Un rôle sur l'échiquier juridique européen unifié

Les équipes étaient en place, mais le séminaire n'a pas semblé exercer d'impact positif sur les participants. Cela est regrettable car l'Autriche a aussi un rôle important à jouer sur l'échiquier juridique européen unifié. Cela est d'autant plus vrai que l'efficacité de l'exécution transfrontalière se heurte à des difficultés côté autrichien. Dans plusieurs cas, des débiteurs autrichiens, peu enclins à payer leurs dettes, accumulent impunément des dettes à l'étranger. Il faudra sans doute attendre la fin de la canicule pour poursuivre les négociations... la tête froide.



*Leo Netten
1er vice-président de l'UIHJ
First Vice-president of UIHJ*



Marc Schmitz, membre du comité de l'UIHJ, pendant sa présentation — Member of the Committee of the UIHJ, during his presentation

A Hungarian delegation at the UIHJ seminar in Vienna (Austria), June 19, 2006

A seminar on the enforcement of the court decisions in Europe organised by the UIHJ was held on June 19, 2006 in Vienna and joined together Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ as well as representatives of the Hungarian, Dutch, Belgium and German delegations.

A seminar under a heat wave

Vienna. Thirty degrees in the shade. One would give all for a light breeze. In vain. The streets are deserted in this extreme heat. It is under these conditions that one returns to the Austrian ministry of Justice in order to seek new supports, in co-operation with the Dutch, Belgian and German fellow-members, who all plead for the change of the Austrian system of enforcement.

The seminar took place in the hall of honour of the Trautson Palace. One found there in addition to Power Point presentations, coffee, mineral water and fresh drinks. Were represented the Chamber of lawyers of Vienna, the ministry of Justice, the ministry of Economy and Labour, magistrates of the Court of Appeal



of Vienna, National insurance representatives, some members of Parliament, as well as some Austrian judicial officers, without unfortunately their president Gerhard Holzer.

The importance of an effective enforcement

The organizers and the rapporteurs however did everything to contribute to the success of this seminar. Eduard Beischall, former president of the Union of the German judicial officers, opened the conference. Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ had taken care of the difficult work of the organisation of the meeting. He drew the attention of the public in his introductory speech to the importance of an effective enforcement with respect to human rights.

Then, Marc Schmitz, member of the Committee of the UIHJ, and his colleague, brilliantly presented to us, in a complete and detailed way, the enforcement in Holland and Belgium, which has functioned successfully for several decades.

In the second part of the seminar, Hans-Eckhard Gallo, president of the Union of the German judicial officers outlined the current situation of the enforcement in Germany, in full change.



*Une partie du public
A part of the audience*



*Miklos Krejniker – Président de la Chambre nationale
des huissiers de justice de Hongrie – President of the
Hungarian National Chamber of judicial officers*

Finally, Dr. Miklós Krejniker, president of the National Chamber of the judicial officers of Hungary, presented in his speech the qualitative differences between the fact of being employed by the State or to be an independent and self employed judicial officer, by also mentioning the probable difficulties (but known and controlled) which can occur at the time of a change of a system.

A role on the unified European legal arena

The teams were in place, but the seminar did not seem to exert of positive impact on the participants. That is regrettable because Austria has also an important role to play on the unified European legal arena. That is all the more true as the effectiveness of the transborder enforcement encounters difficulties on the Austrian side. In several cases, Austrian debtors, not very inclined to pay their debts, accumulate debts with impunity abroad.

It will undoubtedly be necessary to await the end of the heat wave to continue the negotiations... in cold blood.

*Hans Eckhard Gallo (Allemagne – Germany),
Zoltan Levante & Miklos Krejniker (Hongrie
– Hungary)*



Une délégation de l'UIHJ reçue à Moscou par le ministre de la Justice de la Fédération de Russie

Venue pour préparer la signature d'un accord de coopération avec le Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, la délégation de l'UIHJ a été reçue le 7 avril 2006 à Moscou par Chaika Yuri Yakovlevich, ministre fédéral de la Justice et par Nikolay Vinnichenko, directeur du Service fédéral des huissiers de justice.



*Chaika Yuri Yakovlevich, ministre fédéral de la Justice de la Fédération de Russie – Federal
minister of Justice of the Russian Federation, Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ – 1st
Vice-President of UIHJ*

Des contacts pris

L'UIHJ est en contact avec la Fédération de Russie depuis de nombreuses années où une délégation s'était rendue à Moscou. Depuis 2000, à l'occasion de missions d'expertise du Conseil de l'Europe en Russie, les experts de l'UIHJ Mathieu Chardon, Jos Uitdehaag et John Marston s'étaient rapprochés des autorités et avaient présenté à plusieurs occasions l'UIHJ au représentants du ministère de la Justice, sans qu'aucun résultat concret apparent ne soit obtenu. Il aura fallu une réorganisation du service de l'exécution l'année dernière et une visite à Paris d'une délégation du ministère de la Justice de la Fédération de Russie à la Chambre nationale des huissiers de justice de France, en décembre 2005, organisée par Acojuris, à laquelle ont participé Mathieu Chardon, membre du Comité de l'UIHJ, Patrice Nocquet, secrétaire d'Acojuris et Agnès Lalardrie, conseiller pour les affaires juridiques et judiciaires à l'ambassade de France en Russie, pour que les événements s'accélérent soudainement. Une visite à Moscou a été très rapidement décidée, emmenée par Leo Netten, premier vice-président, Bernard Menuet, secrétaire du bureau et Mathieu Chardon, en vue d'organiser l'entrée prochaine de la Fédération de Russie dans l'UIHJ.



Une volonté politique au plus haut niveau

Une réunion de travail s'est tenue le 7 avril au matin au ministère de la Justice de la Fédération de Russie. Y participaient Nikolay Vinnichenko, directeur du service des huissiers de justice de la Fédération de Russie, ainsi que six hauts responsables du Service de l'exécution de la Fédération de Russie.

M. Vinnichenko s'est déclaré très heureux d'accueillir la délégation à Moscou. Le directeur du Service des huissiers a indiqué que l'objectif qu'il s'était fixé de rejoindre le rang des 63 pays membres de l'UIHJ était désormais proche. Leo Netten a souligné que l'accueil exceptionnel qui avait été réservé à la délégation était un gage de la volonté de la Fédération de Russie de se rapprocher de l'UIHJ et qu'il était convaincu des bénéfices que chacun pourrait en retirer en terme de coopération.

Une table ronde s'est ensuite tenue au cours de laquelle M. Vinnichenko a présenté le Service des huissiers de justice de la Fédération. Ce service, a-t-il déclaré, est un organe exécutif isolé mais subordonné au ministère de la Justice et au président de la Fédération de Russie. De son côté, la délégation de l'UIHJ a présenté notre organisation, son système fonctionnement et son mode d'adhésion.



De gauche à droite – From Left to right:

Bernard Menut, Chaika Yuri Yakovlevich, Leo Netten, Mathieu Chardon

Une rencontre avec le ministre de la Justice

A l'issue de débats riches et fructueux, la délégation a été reçue en fin de matinée par Chaika Yuri Yakovlevich, ministre fédéral de la Justice. M. Yakovlevich a déclaré qu'il appelait de ses vœux l'adhésion du Service de l'exécution de la Fédération de Russie à l'UIHJ en qualité de membre associé et qu'il appuyait sans réserve ce projet. Le ministre de la Justice a précisé que cette adhésion facilitera les contacts avec les autres pays et l'étude des systèmes en place dans les autres pays. « *Nous comptons sur votre aide, votre assistance et votre expérience.* » a-t-il conclu.

L'accord de coopération envisagé est à l'étude et devrait être signé prochainement. A la suite de cette visite extrêmement positive et prometteuse, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a invité une délégation du ministère de la Justice à participer au congrès international de l'UIHJ à Washington des 26 au 28 avril 2006.

A delegation of the UIHJ greeted in Moscow by the Minister of Justice of the Russian Federation

The UIHJ delegation which went to Moscow on 7 April 2006 to prepare the signature of a cooperation agreement with the federal Service of the judicial officers of the Federation of Russia, met Mr Chaika Yuri Yakovlevich, federal Minister of Justice and by Nikolay Vinnichenko, director of the federal Service of the judicial officers.

Contacts

The UIHJ has been in contact with the Russian Federation for many years, since a delegation had gone to Moscow. Since 2000, at the occasion of missions of expertise for the Council of Europe in Russia, the experts of the UIHJ Mathieu Chardon, Jos Uitdehaag and John Marston had approached the authorities and had presented at several occasions the UIHJ to the representatives of the ministry of Justice, without any apparent success. One will have needed a reorganization of the enforcement service last year and a visit in Paris of a delegation of the ministry of justice of the Russian Federation to the French national Chamber of judicial officers, in December 2005, organized by the French organization Acojuris, in which took part Mathieu Chardon, member of the Committee of the UIHJ, Patrice Nocquet, secretary of Acojuris and Agnès Lalardrie, adviser for the legal and judicial affairs with the embassy of France in Russia, to suddenly accelerate the whole process.

A visit in Moscow was very quickly decided, lead by Leo Netten, first vice-president, with Bernard Menut, secretary of the office and Mathieu Chardon, in order to organize the entry of the Russian Federation in the UIHJ.



Nikolay Vinnichenko



Leo Netten



Le groupe de travail du ministère de la Justice et la délégation de l'UIHJ - The working group of the ministry of Justice and the UIHJ delegation



Nikolay Vinnichenko, directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie – Director of the Federal Service of judicial officers of the Russian Federation

A political good-will at the highest level

A working session was held on April 7 in the morning at the ministry of Justice of the Russian Federation. Nikolay Vinnichenko, director of the service of judicial officers of the Russian Federation, and six high representatives in charge of the Enforcement service of the Russian Federation, took part in this meeting on the Russian side.

Mr. Vinnichenko said he was very pleased to accommodate the delegation in Moscow. The director of the Service of judicial officers indicated that the objective that had been fixed to join the row of the 63 Member States of the UIHJ was from now on close. Leo Netten stressed out that the exceptional welcome which had been reserved for the delegation demonstrated the good-will of the Russian Federation to approach the UIHJ. The first vice-president of UIHJ added that he was convinced of the benefit that each one could withdraw of this coming together in terms of co-operation.

A round table was then held during which Mr. Vinnichenko presented the Service of judicial officers of the Russian Federation. This service, he declared, is an executive body isolated but subordinated to the ministry of Justice and to the president of the Russian Federation. On its side, the delegation of the UIHJ presented our organization, its operating system and its mode of adhesion.

A meeting with the Minister of Justice

After these rich and profitable debates, the delegation was received at the end of the morning by Chaika Yuri Yakovlevich, federal Minister of Justice. Mr. Yakovlevich declared that he fully supported the adhesion of the federal service of judicial officers of the Russian Federation to the UIHJ as an associate member and that he was following closely this project. The Minister of Justice specified that this adhesion will facilitate the contacts with other countries and the study of the systems in place in those countries. "We count on your help, your assistance and your experience", he concluded.

The considered cooperation agreement is being studied and should be finalized and signed soon. Following this extremely positive and promising visit, Jacques Isnard, president of the UIHJ, invited a delegation of the ministry of Justice to take part in the international congress of the UIHJ held in Washington from the 26 to 28 April 2006.

L'UIHJ invitée à célébrer à Bucarest les 10 et 11 mai 2006 le 5e anniversaire de la création de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie

Le président de l'UNHJ, Mihai Ducu, avait convié pour l'occasion le président de l'UIHJ, Jacques Isnard et le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, Paul Rochard.

Les vertus du statut libéral

Le congrès annuel de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie a été l'occasion de commémorer le 5e anniversaire de la création de cette Union.

La manifestation s'est déroulée dans le cadre prestigieux de l'ancien Parlement à Bucarest où près de 150 huissiers de justice s'étaient donnés rendez-vous au moment où le président Mihai Ducu ouvrait la séance en présence de nombreuses autorités : M. Codescuion, secrétaire d'Etat à l'intégration à l'Union européenne, Ramona Bulcu, représentant M. le procureur général, Flavires A. Baias, professeur, et Valeria Puiu, directeur des professions.

Mihai Ducu dans son allocution passait en revue les activités de l'UNHJ durant ces derniers mois. Il mettait en exergue les vertus du statut libéral, en insistant sur son caractère dynamisant et sur la nécessité de continuer à militer pour son extension à toute l'Europe.

« C'est grâce au régime libéral de notre statut, devait-il affirmer, que la profession a pu progresser de façon aussi significative en quelques années. C'est aussi grâce à un statut rigoureux, en termes d'exigences sur les compétences des huissiers de justice, que le niveau de connaissances a été élevé et que la formation est devenue un élément capital dans la vie active des huissiers de justice ».



De gauche à droite – From left to right:

Adrian Stoica, Jacques Isnard, Paul Rochard, Mihai Ducu



Mais l'Union roumaine, c'est aussi les colloques organisés à différentes occasions. A ce sujet le président Mihai Ducu a rappelé le succès du séminaire de Constanza (21/23 juillet 2005) ainsi que celui de la conférence donnée lors de la création du centre de perfectionnement le 28 octobre dernier et enfin la manifestation en avril à Bucarest. Mihai Ducu a encore rappelé la présence des huissiers de justice de Roumanie aux différents colloques organisés à l'étranger (en Slovaquie et à Reims en France).

Un huissier de justice roumain au bureau de l'UIHJ

Poursuivant son tour d'horizon, le président a relaté par le détail le déroulement du congrès de Washington (25/28 avril) avec l'élection au bureau de l'UIHJ d'Adrian Stoica. Ce vote a été apprécié comme une grande marque de considération à l'égard de la Roumanie par les 46 pays qui ont participé au scrutin. Enfin, le président roumain a clôturé ses propos en annonçant le choix de Bucarest par l'UIHJ pour l'organisation du conseil permanent Europe-Amérique en mai 2007.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ a chaleureusement félicité l'Union roumaine pour l'ampleur du travail accompli depuis 5 ans et a exalté les bienfaits de la profession libérale, notamment en Roumanie, où les avancées étaient considérables avec la création du centre de formation et l'ouverture internationale. Il a salué la première publication en Europe d'une revue de droit international judiciaire et de l'exécution bilingue (roumain et français) qui, devait-il souligner, ouvre de surcroît ses colonnes à de nombreux auteurs étrangers.



Mihai Ducu

Mutations profondes

Le président de l'Union a insisté sur les mutations profondes qui se profilent au sein de la profession en traçant l'huissier de justice européen des années futures qui sera omniscient et pluridisciplinaire et non plus attaché aux seules fonctions d'agent de signification et d'exécution. Me Isnard s'est encore appesanti sur les nobles causes qui servent le prestige de l'huissier de justice : lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, support actif aux règles de sécurité juridique, mise en œuvre progressive d'un véritable droit international de l'exécution.

Concluant par un souhait, « c'est la dernière fois que je m'exprime devant les huissiers de justice roumains. L'an prochain, si j'ai à nouveau l'honneur d'être invité à votre congrès, sans doute alors m'adresserai-je à des huissiers de justice européens. » A cet égard, Me Isnard a mis en garde la profession sur la nécessité de très vite s'adapter aux textes communautaires qui entreront en vigueur dès l'adhésion de la Roumanie à l'UE.

Un soutien du Centre de formation par le Gouvernement roumain

Ce fut ensuite le tour de M. Codescuion, secrétaire d'Etat à l'intégration à l'UE, de prendre la parole pour conforter les propos du président de l'UIHJ, s'agissant de l'application en Roumanie dès le 1er janvier prochain des textes européens. Le secrétaire d'Etat a évoqué les problèmes de la profession, liés aux spécificités du pays et de la défiance des citoyens à l'égard du système judiciaire en général.

M. Codescuion a chaleureusement félicité l'Union roumaine pour son action internationale et s'est réjoui de l'élection d'Adrian Stoica au bureau de l'UIHJ. Enchaînant sur le domaine international il a invité la profession à s'ouvrir encore davantage vers les pays voisins pour développer les partenariats et puiser dans d'autres législations, des enseignements, source d'éventuelles inspirations pour le législateur roumain. Il a assuré le président Ducu de l'aide du Gouvernement dans l'activité du nouveau centre de formation qui pourrait d'ailleurs recueillir d'autres professions ainsi que des huissiers de justice étrangers.

En conclusion, le représentant du gouvernement a invité les huissiers de justice à approfondir leurs réflexions pour s'impliquer pleinement dans l'UE.



La France aux côtés de la Roumanie

Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France devait succéder à la tribune au secrétaire d'Etat pour faire part de son émotion de porter pour la première fois, depuis le début de son mandat, la parole des huissiers de justice français sur un sol étranger et dire combien il se félicitait que ce fut sur le territoire roumain dont il appréciait la culture très proche de la France.

L'intervention du président français, essentiellement axée sur l'activité de l'huissier de justice, devait se décliner en trois points :

1. Plénitude de l'exécution et recherches des renseignements
2. Recouvrement des créances
3. Activités élargies notamment aux ventes aux enchères publiques

Plus subsidiairement, Me Rochard expliquait le concept du système français de l'huissier de justice : organisation pyramidale — responsabilité — caisse de garantie — sécurisation. . .

Dressant une comparaison entre les régimes roumains et français, il mettait en exergue la similitude des deux systèmes et proposait la coopération de la chambre française en vue d'un échange de réflexions sur l'efficacité des mesures d'exécution.

Il terminait ses propos en affirmant que la France resterait toujours aux côtés de la Roumanie pour l'aider à remplir ses objectifs et fixait un rendez-vous : celui du 1er janvier 2007, date de l'entrée dans l'UE de la Roumanie.



Les perspectives du droit de l'exécution en Roumanie

La cérémonie était encore complétée par les allocutions prononcées par Mme Ramona Bulcu, représentant M. le procureur général, qui mit l'accent sur l'action internationale et sur les efforts de l'Union roumaine en faveur de la formation.

Mme Bulcu félicitait le président Ducu pour l'essor pris par le centre de formation et pour la qualité de la nouvelle revue internationale bilingue dont elle appréciait les articles notamment ceux publiés par les auteurs étrangers. Enfin le professeur Flavius A. Baias clôturait la séance en brossant un bref historique de la profession et en dressant un état des lieux de celle-ci, laquelle devait, selon lui, rester très attentive aux menaces qui la guettaient, car rien n'est jamais acquis.

Après que le président Ducu eut prononcé la clôture de cette séance solennelle, une délégation composée des présidents Isnard, Rochard et Ducu était reçue successivement par Mme K. Barbara Kibedi, secrétaire d'Etat à la justice et Serge Andon, président de la Commission des lois pour un vaste échange de réflexions sur l'aspect international de la profession et sur les perspectives du droit de l'exécution en Roumanie après son adhésion à l'UE.



The UIHJ invited to celebrate in Bucharest (10 & 11 May 2006) the 5th birthday of the creation of the National Union of the Judicial Officers of Romania (NUJOR)

The president of the NUJOR, Mihai Ducu, had invited for the occasion the president of the UIHJ, Jacques Isnard and the president of the French National chamber of the judicial officers, Paul Rochard.

Jacques Isnard



Virtues of the liberal statute

The annual congress of the National Union of the Judicial Officers of Romania was the occasion to commemorate the 5th birthday of the creation of this Union.

The demonstration took place within the prestigious building of the old Parliament in Bucharest where nearly 150 judicial officers gathered to attend the meeting opened by president Mihai Ducu in the presence of many representatives of the authorities: Mr. Codescuion, State Secretary for the integration to the European Union, Ramona Bulcu, representative of the General Attorney, Flavires A. Baias, professor, and Valeria Puiu, director of the legal professions. Mihai Ducu in his speech reviewed the activities of the NUJOR during these last months. He put forward the virtues of the liberal statute, while insisting on its instigating character and the need for continuing to militate for its extension to all Europe.

"It is thanks to the liberal mode of our statute, he insisted, that the profession could progress in such a significant way in a just few years. It is also thanks to a rigorous statute, in terms of requirements on competences of the judicial officers, that the level of knowledge was raised and that the training has become a capital element in the active life of the judicial officers".

But the Romanian Union also consists in the organisation of conferences on various occasions. On this subject, President Mihai Ducu recalled the success of the seminar of Constanza (July 21/23, 2005) like that of the conference given during the creation of the Proficiency Centre on 28 October 2005 and finally the meeting in April in Bucharest. Mihai Ducu still recalled the presence of the judicial officers of Romania to the various conferences organised abroad (as Slovakia and in Reims in France).



A Romanian judicial officer at the board of the UIHJ

Continuing his review, the president reported by the detail the course of the congress of Washington (April 25/28) with the election at the board of the UIHJ of Adrian Stoica. This vote was appreciated as a large mark of consideration towards Romania by the 46 countries which took part in the poll.

Lastly, the Romanian president enclosed his remarks by announcing the choice of Bucharest by the UIHJ for the organisation of the UIHJ Europe-America permanent council in May 2007.

Jacques Isnard, president of the UIHJ has cordially congratulated the Romanian Union for the width of the work achieved in 5 years and exalted the benefits of the liberal profession, in particular in Romania, where the projections were considerable with the creation of the Proficiency centre and its international opening. He greeted the first publication in Europe of a bilingual (Romanian and French) International judicial and enforcement magazine which - was he to underline - in addition opens its columns to many foreign authors.



Paul Rochard

Major changes

The president of UIHJ insisted on the major changes which are profiled within the profession by drawing the portrait of the European judicial officer of the future years with omniscient and multi-field aspects and no more solely attached to the functions of enforcing decisions and serving documents.

Mr Isnard still insisted on the noble causes which serve the prestige of the judicial officer: fight against corruption and money laundering, active support to the rules towards legal security, implementation of a progressive and genuine international regulation on enforcement.

He concluding with a thought, *"It is the last time that I express myself in front of the Romanian judicial officers. Next year, if I have again the honour to be invited to your congress, undoubtedly then I will address to you as European judicial officers."*

In this respect, Mr Isnard warned the profession on the need for very quickly adapting to the Community texts which will come into effect as of the accession of Romania to the EU.

A support of the Proficiency Centre by the Romanian Government

It was then the turn of Mr. Codescuion, Secretary of State for the integration at the EU, to speak to consolidate the remarks of the president of the UIHJ, being the application in Romania as of next January of the European texts.

The Secretary of State mentioned the problems of the profession, dependent on specificities of the country and the distrust of the citizens with regard to the judicial system in general.

Mr. Codescuion cordially congratulated the Romanian Union for its international action and was delighted by the election of Adrian Stoica at the board of the UIHJ. Regarding the international field he invited the profession to open still more towards the neighbouring countries to develop their partnerships and to draw knowledge from other legislations, which is a source of possible inspirations for the Romanian legislator.

He ensured president Ducu of the support of the Government in the activity of the new proficiency centre which could also welcome other professions as well as foreign judicial officers.

In conclusion, the representative of the government invited the judicial officers to look further into their thoughts to fully get involved in the EU.

France at the sides of Romania

Paul Rochard, president of the French National Chamber of judicial officers (NCJO) was to take the floor after the Secretary of State to announce his emotion to speak for the first time, since the beginning of his mandate, for the French judicial officers in a foreign soil and to say how much he was pleased to be on the Romanian territory of which he appreciated the culture being very close to France. The intervention of the French president, primarily centred on the activity of the judicial officer, was to be declined in three points:

1. Plenitude of the execution and search for information
2. Debt collection
3. Extended activities, in particular to the public auction sales

Moreover, Mr Rochard explained the concept of the French system of the judicial officer: pyramidal organisation – liability – credit guaranty institution – security...

Drawing up a comparison between the Romanian and French modes, he put forward the similarity of the two systems and proposed the co-operation of the NCJO for an exchange of views on the effectiveness of enforcement measures. He finished his remarks by affirming that France would always remain at the sides of Romania to help it to fill its objectives and fixed an appointment: that of January 1, 2007, date of the entry in the EU of Romania.





Prospects for the right of enforcement in Romania

The ceremony was completed by the short speeches pronounced by Mrs. Ramona Bulcu, representative of the General Attorney, who stressed the international action and on the efforts of the Romanian Union in favour of training. Mrs. Bulcu congratulated President Ducu for the rise taken by the proficiency centre and for the quality on the new bilingual international magazine of which she appreciated the articles in particular those published by the foreign authors. Finally professor Flavius A. Baiaş concluded the meeting by drawing a short history of the profession and by drawing up its characteristics. He said that the profession had to remain very attentive to the threats that are menacing it, because nothing is acquired forever, he stated.

After president Ducu had pronounced the end of this closing ceremony, a delegation consisting in Presidents Isnard, Rochard and Ducu was greeted successively by Mrs. K. Barbara Kibedi, State Secretary for justice and Serge Andon, President of the Commission of the laws, for a vast exchange of views on the international aspect of the profession and the prospects for the right of the enforcement in Romania after its adhesion to the EU.

He finished his speech by affirming that France would always remain at the sides of Romania to help it to fill its objectives and fixed an appointment: that of January 1, 2007, date of the entry in the EU of Romania.



Programme du séminaire – Program of the seminar



CONGRESUL al V-lea
al
UNIUNII NATIONALE A EXECUTORILOR
JUDECATORESTI DIN ROMANIA
10 - 11 mai 2006

L'UIHJ au Ve congrès des huissiers de justice de Pologne

Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'est rendu à Wisla des 23 au 27 mai 2006 pour assister au Ve congrès des huissiers de justice polonais, qui coïncidait avec le 25e anniversaire de la création de la profession d'huissier de justice.



Gabriel Petrasik & Iwona Karpiuk Suhecka - le nouveau président et la présidente sortante de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne – The new and the former presidents of the Polish National Chamber of judicial officers

Un recul de la profession

De nombreuses délégations étrangères (République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Hongrie, Lettonie) ainsi que Jacques Isnard, président de l'UIHJ, s'étaient donnés rendez-vous sur les bords de la Wisla où se tenait, dans le prolongement du congrès, une grande conférence internationale placée sous l'autorité des professeurs Andrzej Marciniack et Kazimierz Lubinski.

Le ministère de la Justice de Pologne avait délégué un représentant auquel s'étaient joints des membres d'autres corporations.

Le congrès a mis en évidence de grandes préoccupations parmi nos confrères polonais, essentiellement sur deux sujets : l'élargissement incontrôlé de la profession avec le projet gouvernemental de nommer plusieurs centaines d'huissiers de justice sans tenir compte des paramètres actuels de la profession et, second temps fort, celui de la taxation des frais suivant « l'imperium » du juge, cette dernière hypothèse ayant pour effet d'augmenter la surveillance des juridictions sur les huissiers de justice.

On ne saurait affirmer que les propos tenus par les autorités aient réussi à rassurer la profession qui craint même que ne soit remis en cause le statut libéral. Il semble enfin que le dialogue avec le ministère de tutelle soit peu ouvert. Le congrès s'est d'ailleurs ému d'une telle avalanche de dispositions qu'il considère comme un recul de la profession, notamment par rapport au modèle français et aux normes suggérées par la Banque mondiale et le Conseil de l'Europe (CEPEJ).



Un discours très européen

Le discours du président de l'UIHJ a été une fois encore très « européen » dans le sens où il existe désormais une même corporation d'inspiration libérale dans la presque totalité des Etats-membres. Néanmoins, il reste à harmoniser les statuts et à densifier l'activité. Le président Isnard a mis l'accent sur le déclin de l'exécution et sur la nécessité de privilégier, outre le recouvrement des créances, l'appréhension de nouvelles prérogatives.

La conférence internationale placée sous le thème de « l'organisation et du fonctionnement de la profession d'huissier de justice » a été l'occasion pour le professeur Lubinski de mettre en lumière les déficiences actuelles du statut, de la fonction et de l'image de l'huissier de justice polonais, tout en suggérant des initiatives qui pourraient favoriser la mise en œuvre de réflexions, voire de réformes.

Après un rappel historique et sur la base d'une triple démonstration portant sur l'image de l'huissier de justice, sa formation et la diversification de ses activités, M. Lubinski a décrit la situation actuelle de la profession pour en appeler à des améliorations de nature fonctionnelle et scientifiques.

En conclusion, selon l'universitaire, l'huissier de justice polonais doit promouvoir ses fonctions autour de lui, moderniser ses conditions de travail, faire évoluer ses relations, améliorer son image — encore trop négative — et s'interroger sur l'avenir de son statut.

Il appartenait au professeur Marciniak de prononcer la clôture du séminaire.

Un vibrant hommage à Mme Iwona Karpiuk Suchecka, ancienne président de la Chambre des huissiers de justice polonais et félicitations au nouveau président

A l'issue du congrès un vibrant hommage a été rendu à Mme Iwona Karpiuk Suchecka, président sortant dont chacun s'est plu à saluer l'ampleur du travail accompli. Une série de remises de médailles était enfin programmée au profit des anciens présidents de la chambre nationale.

Enfin, il a été procédé au renouvellement du bureau ainsi constitué :

Président : Gabriel Pietrasik

Vice Présidents : Andrzej Kulagowski, Jacek Spurny et Michal Redelbach

L'UIHJ adresse ses plus vives félicitations au nouveau président Pietrasik ainsi qu'aux membres du bureau et souhaite une paisible retraite à Mme Iwona Karpiuk Suchecka.



Gabriel Pietrasik, Jacques Isnard & Iwona Karpiuk Suchecka



La région de Wisla
The Wisla region

Gabriel Pietrasik &
Jacques Isnard



Une partie des participants — A part of the audience

La plaque du congrès — The congress plate





The UIHJ at the 5th congress of the judicial officers of Poland

The president of the UIHJ, Jacques Isnard, went to Wisla from 23 to May 27, 2006, to attend the 5th congress of the judicial officers of Poland, which coincided with the 25th anniversary of the creation of the profession of judicial officer in this country.



Kazimierz Lubinski



Le lieu du congrès – The place of Congress



La ville de Wisla – The City of Wisla

A draw back for the profession

Many foreign delegations (Czech Republic, Romania, Slovakia, Hungary, Latvia) like Jacques Isnard, president of the UIHJ, had convened near the Wisla river where was held, in the prolongation of the congress, a large international conference placed under the authority of professors Andrzej Marciniak and Kazimierz Lubinski.

The ministry of Justice of Poland had delegated a representative to whom members of other corporations had joined.

The congress highlighted important concerns among our Polish fellow-members, primarily on two subjects: the uncontrolled widening of the profession with the governmental project to appoint several hundreds of judicial officers without taking any account of the current parameters of the profession and, secondly, that of the tax on the expenses according to "imperium" of the judge, this last assumption resulting in increasing the monitoring of the jurisdictions on the judicial officers.

One could not affirm that the remarks made by the authorities succeeded in reassuring the profession which even fears that the liberal statute could be revoked.

It finally seems that the dialogue with the ministry of Justice is not very open. The congress was upset by such an avalanche of provisions that are regarded as a draw back for the profession, in particular compared to the French model and the standards suggested by the World Bank and the Council of Europe (CEPEJ).

A very European speech

The speech of the president of the UIHJ was once again very "European" in the sense where there is from now on the same corporation of liberal inspiration in almost the totality of the Member States. Nevertheless, it remains to harmonise the statutes and to broaden the activities.

President Isnard stressed the decline of the execution and the need for privileging, in addition to the recovery of the debts, the apprehension of new prerogatives.

The international conference placed under the topic of "the organisation and the operation of the profession of judicial officers" was the occasion for Professor Lubinski to clarify the current deficiencies of the statute, the function and the image of the Polish judicial officer, while suggesting initiatives which could support the implementation of reflections, even of reforms.

After a historical background and on the basis of a triple demonstration relating to the image of the judicial officer, his training and the diversification of his activities, Mr. Lubinski described the current situation of the profession to call some with improvements of functional and scientific natures.

In conclusion, according to the academic, the Polish judicial officer must promote his functions around him, modernise his working conditions, make his relations evolve, improve his image - still too negative - and wonder about the future of his statute.

It rested with Professor Marciniak to pronounce the closure of the seminar.

A vibrant homage to Mrs Iwona Karpiuk Suhecka, former chairwoman of the Chamber of judicial officers of Poland and congratulations to the new president

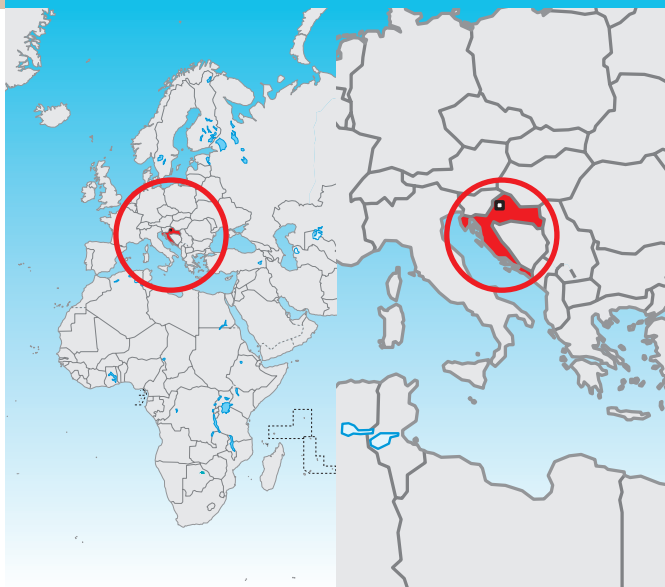
At the end of the congress a vibrant homage was paid to Mrs Iwona Karpiuk Suhecka, former president. Everyone agreed to recognize the extent of the accomplished work. A series of handing-over of medals was finally programmed to the profit of the former presidents of the national chamber.

Finally, the renewal of the board was carried out. The board is now as follows:

President: Gabriel Pietrasik

Vice Presidents: Andrzej Kulagowski, Jacek Spurny and Michal Redelbach

The UIHJ addresses its warmest congratulations to the new president Pietrasik and to the members of the office and wishes a peaceful retirement to Mrs Iwona Karpiuk Suhecka.



Mission de contact de l'UIHJ en Croatie des 10 au 13 juillet 2006

Avec l'aide de l'ambassade de France à Zagreb, une délégation de l'UIHJ menée par son président, Jacques Isnard, s'est rendue dans la capitale croate des 10 au 13 juillet 2006 et a noué des contacts avec de hauts représentants du ministère de la Justice, de la magistrature et de l'Université.

Une mission rendue possible grâce à l'ambassade de France en Croatie

La Croatie est à une étape importante de son histoire. Elle espère rejoindre dans les prochaines années l'Union européenne, après la Bulgarie et la Roumanie. De nombreuses réformes sont actuellement en cours. Une délégation permanente de la Commission européenne est en poste à Zagreb pour assister le pays dans les réformes et pour suivre le cahier des charges – très volumineux – que doit remplir la Croatie en terme de critères d'adhésion. La Commission a les yeux rivés sur le volet « justice » qui est considéré comme primordial. Il n'existe actuellement pas d'huissiers de justice en Croatie. Les exécutions sont réalisées sous le contrôle direct du juge. Un rapport sur le retard des dossiers devant les juridictions croates a été établi au printemps 2006 par Mme Lisa Lou Wipf, issue de la promotion de l'École nationale de la magistrature française, dans le cadre du stage extérieur à l'Institution judiciaire effectué à l'ambassade de France à Zagreb. Ce rapport fait état d'un nombre inquiétant de dossiers en retard devant les juridictions du pays. Ce retard a atteint le niveau record de plus de 1,4 million en 2004. Presque la moitié des dossiers concernent l'exécution. Et ce nombre est en constante augmentation...

Dans ce contexte, l'UIHJ a décidé d'envoyer une mission d'information et de contact en Croatie. Grâce à l'efficacité et le soutien de l'ambassade de France en Croatie, un programme de rencontre avec les plus hautes autorités (ministère de la Justice, magistrats, professeur de droit) a pu rapidement être mis en place.

La délégation de l'UIHJ était dirigée par son président, Jacques Isnard, et comprenait Francis Guépin,

membre du bureau exécutif, et Mathieu Chardon, 1er secrétaire.

Le but que s'était fixé la délégation était une première prise de contact en vue de préparer une conférence internationale d'information et esquisser les prémisses d'une coopération. Cette mission a été accomplie au-delà de toutes espérances.

Des hauts magistrats en faveur de la mise en place d'un corps d'huissiers de justice indépendants

Au cours d'une réunion à l'ambassade de France avec monsieur l'ambassadeur François Saint-Paul, le point de la situation a été fait avec Michel Iogna-Prat, magistrat, conseiller résident jumelage et Caroline Socié, attachée de coopération européenne et administrative. Jacques Isnard a chaleureusement remercié M. l'ambassadeur pour avoir personnellement veillé à la bonne mise en œuvre de la mission. Le président de l'UIHJ a indiqué que les contacts ainsi pris au plus haut niveau permettraient à l'UIHJ de gagner un temps précieux dans la mise en place d'une coopération entre notre organisation et les autorités croates.

Le premier rendez-vous avait été fixé par le président de la Cour suprême, Branko Hravtin, dans les superbes locaux de cette institution. La délégation de l'UIHJ était accompagnée de M. Philippe Dorcet, magistrat de liaison français en Croatie et dans la région sud est de l'Europe, et de Mlle Socié.

Au cours des premiers échanges, le président Isnard a remercié M. Hravtin de l'illustre honneur qu'il faisait à l'UIHJ de la recevoir. Il s'est rapidement avéré que le président de la Cour suprême connaissait autant le dossier « huissier de justice » que notre organisation, ainsi qu'en témoignaient les

divers documents présents sur place. M. Hravtin a qualifié de « très opportune » la visite de l'UIHJ en Croatie.

Jacques Isnard a évoqué la recommandation Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur l'exécution, adoptée naturellement par la Croatie. Le président de l'UIHJ a également rappelé que 17 des 25 pays membres de l'Union européenne exercent aujourd'hui sous une forme libérale et que des pays comme l'Allemagne se dirigeaient inexorablement vers cette forme d'exercice.

M. Hravtin a précisé qu'il considérait que la justice est rendue, non pas avec le jugement, mais lorsque la décision est exécutée. « *Je dis toujours qu'il faut mettre en œuvre les normes européennes. Cela serait une bonne chose d'instaurer une profession indépendante et professionnelle, exerçant une certaine influence. Nous allons certainement poursuivre dans cette voie. Votre expérience sera très précieuse et c'est avec grand plaisir et un grand intérêt que je vous écoute* » a déclaré le président de la Cour suprême, résolument sur la même longueur d'ondes que la délégation de l'UIHJ.

Le président Isnard s'est déclaré confiant pour l'avenir en annonçant qu'il souhaitait que la Croatie adhère rapidement à l'UIHJ. Le président de la Cour suprême a immédiatement adhéré à cet effet d'annonce. « *Cela va certainement se produire. Si cela s'est déjà produit avec les autres Etats membres, il n'y a aucune raison que cela ne se produise pas avec la Croatie* » nous a-t-il confié.

Après cet premier rendez-vous prometteur, la délégation, toujours accompagnée de M. Dorcet et Mlle Socié, s'est rendue au siège de la cour d'appel de



Mme Snježana Babić, secrétaire d'Etat (State Secretary) & Jacques Isnard



M. Branko Hrvatin, président de la Cour suprême de Croatie, president of the Supreme Court of Croatia

Zagreb, où elle a pu longuement s'entretenir avec M. Duro Sessa, juge, président de l'Association des juges croates.

Dans sa présentation générale, Jacques Isnard a déclaré que l'UIH entend des démarches auprès des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne, dans le but de travailler dans la perspective de la création d'un corps d'huissiers de justice européens. « Notre but n'est pas de donner des orientations précises mais de donner des indications pour exposer ce qu'est le contexte international, chaque pays étant libre de choisir le système qui lui convient. Nous voudrions associer la Croatie au développement des réflexions que nous menons pour la mise en place d'une justice plus efficace » a confié le président Isnard.

Francis Guépin a ensuite présenté les grandes lignes de la profession d'huissier de justice telle qu'elle existe aujourd'hui dans une grande partie de l'Union européenne ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie, notamment au travers du modèle français. A l'instar de M. Hrvatin, M. Sessa est apparu comme connaissant parfaitement le dossier, à la grande satisfaction de la délégation

de l'UIH. Il s'est prononcé en faveur de la création d'un corps d'huissier de justice indépendant. « Personnellement, je suis partisan de cette idée de décharger la justice croate et les juridictions croates de ce qui ne relève pas de l'œuvre du juge, notamment l'exécution des décisions de justice », a-t-il indiqué.

Un pont académique entre la Croatie, le Conseil de l'Europe et l'UIH

Le troisième rendez-vous de la mission de l'UIH s'est tenu à l'ambassade de France, toujours avec l'assistance efficace de Mlle Socié. Alan Uzelac est bien connu de l'UIH. Professeur de droit à l'Université de Zagreb, il est également membre de la Commission pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe. A ce titre, il a participé à l'élaboration de la fameuse recommandation Rec (2003)17 sur l'exécution. Il participe également à des missions d'expertise pour le Conseil de l'Europe, plusieurs d'entre elles ayant d'ailleurs été accomplies avec Mathieu Chardon. Le professeur Uzelac était également intervenu fin 2002, à la Sorbonne (Paris, France), dans le cadre des

Alan Uzelac, professeur de droit à la Faculté de droit de Zagreb, Professor at Law at the Law Faculty of Zagreb



La Croatie à l'heure de l'Union européenne
Croatia at the time of the European Union



De droite à gauche
From right to left:
Francis Guépin,
François Saint-Paul,
Jacques Isnard,
Mathieu Chardon



Rencontres européennes de procédures organisées par l'École nationale de procédure française. C'étaient donc davantage de chaleureuses retrouvailles qu'une simple prise de contact à laquelle les participants furent conviés. Néanmoins, le sujet de l'efficacité de la justice en Croatie, la réduction du stock des affaires en cours devant les juridictions et l'exécution des décisions de justice ont rapidement orienté les débats vers des sujets plus graves. Le professeur Uzelac a regretté l'absence générale de connaissances concernant l'exécution des décisions de justice en Croatie. « *Il y a une méconnaissance des options et des modèles existants* » a-t-il indiqué. Il a ensuite insisté sur le rôle modèle de l'huissier de justice français : « *Tout ce qui peut nous aider à rendre l'exécution plus efficace sera d'une grande aide. Je pense que nous avons beaucoup de choses à apprendre du modèle français. Ce modèle a été largement repris dans l'Union européenne. Peu de gens savent ici que l'huissier de justice issu du moule français est honorable et bien rémunéré, qu'il est un professionnel très bien formé, compétent et très respecté, comme les magistrats ou les avocats. Ce modèle devrait être porté à l'ordre du jour, avec d'autres modèles, afin de prendre une décision* ».

Pour sa part, le président Isnard a indiqué qu'il comprenait parfaitement qu'il y ait des réserves sur l'absorption dans un pays d'une profession qui n'existe pas. « *Pour autant, a-t-il poursuivi, l'avantage de notre organisation est celle d'embrasser une large vue. Dans l'Union européenne, sur 25 pays, 17 ont adopté le système libéral. Il n'y a aucun cas où un pays soit revenu en arrière. En Bulgarie et en Roumanie, le système libéral a déjà été mis en place. Chaque pays a aménagé le système libéral issu du modèle français. Ce système était là le premier, mais il n'a pas été transposé intégralement. Ce qui caractérise le système c'est que les huissiers de justice sont astreints à un certain nombre de standards que préconise l'UIHJ et qui ont été repris par la recommandation 17* ».

C'est à l'issue de plus de deux heures d'échanges intenses qu'a été abordée l'idée d'organiser début 2007 à Zagreb une conférence internationale sur la profession, sous l'égide de l'UIHJ. « *On ne peut pas évoluer dans un pays sans qu'il y ait un concours entre les juges, les hommes politiques et les professeurs d'université. Notre démarche est de mettre à votre service nos compétences, avec la possibilité d'entrer dans notre organisation* », a indiqué pour conclure le président Isnard au professeur Uzelac, lequel s'est déclaré enthousiasmé par cette nouvelle opportunité.

Le feu vert des autorités

Malgré un emploi du temps extrêmement chargé, Mme Snježana Bagić, secrétaire d'Etat a pris le temps de recevoir la délégation de l'UIHJ. Francis Guépin a présenté un large exposé sur le statut de l'huissier de justice français, axé notamment sur l'indépendance de l'huissier de justice, la responsabilité, la discipline, la compétence générale et la formation. Un nombre très important de notes ont été prises par Mme Bagić. A l'issue de l'entretien, la secrétaire d'Etat a été sollicitée à l'effet de savoir si le ministère de la Justice était disposé de coopérer pour la mise en place d'un séminaire de droit comparé à Zagreb, au printemps 2007. Mme Bagić a alors montré son attachement à cette mise en place, avec l'Université de Zagreb.

Nul doute que ce séminaire marquera la première pierre d'une prochaine et fructueuse coopération entre l'UIHJ et le ministère de la Justice de Croatie.

Contact mission of the UIHJ in Croatia from the 10 to July 13, 2006

With the assistance of the French Embassy in Zagreb, a delegation of the UIHJ led by its president, Jacques Isnard, went to the Croatian capital from the 10 to July 13, 2006 and met with high representatives of the ministry of Justice, judges and academics.

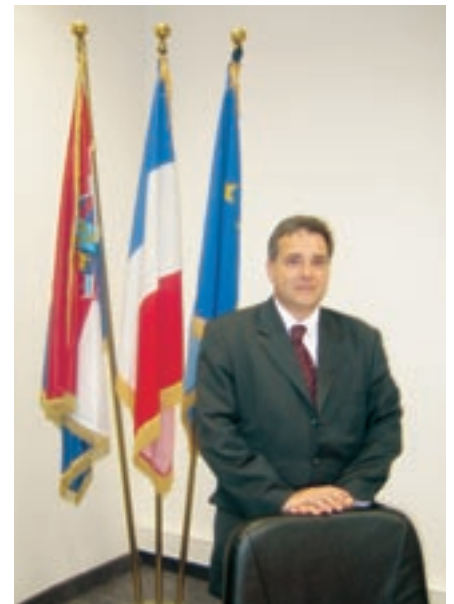
A mission made possible by the French embassy in Croatia

Croatia is at an important stage of its history. It hopes to join in the next years the European Union, after Bulgaria and Romania. Many reforms are currently in hand. A permanent delegation of the European Commission is in station in Zagreb to assist the country in the reforms and to follow the — bulky — specifications that Croatia must fulfil as regards criteria of adhesion.

The Commission has the eyes riveted on the "justice" panel which is regarded as essential. There are currently no judicial officers as such in Croatia. Enforcement of court decisions are carried out under the supervision of the judge. A report on the backlog of cases of the Croatian jurisdictions was drawn up in spring 2006 by Lisa Lou Wipf, from the promotion of the French National School of Magistrates, within the framework of the external training course at the Legal Institution carried out with the French embassy in Zagreb. This report gives an account on a worrying number of backlogs of cases within the jurisdictions of the country. This backlog reached the record level of more than 1,4 million in 2004. Almost half of the files relates to enforcement. And this number is on the increase...

In this context, the UIHJ decided to send a mission of information and contact in Croatia. Thanks to the effectiveness and the support of the French embassy in Croatia, meetings with the highest authorities (ministry for justice, magistrates, professor of Law) could quickly be set up.

Son excellence François
Saint-Paul, ambassadeur
de France en Croatie
His excellency François
Saint-Paul French
Ambassador in Croatia





The delegation of the UIHJ was led by its president, Jacques Isnard, and included Francis Guépin, member of the board, and Mathieu Chardon, 1st secretary.

The goal fixed by the delegation was primarily to make contacts in order to prepare an international information conference on the profession and to outline the premises of cooperation. This mission was accomplished beyond all hopes.

High Judges in favour of the implementation of a body of independent judicial officers

During a meeting at the French embassy with the French ambassador François Saint-Paul, the situation was outlined with Michel Iogna-Prat, Judge, resident twining adviser and Caroline Socié, European and administrative co-operation administrator. Jacques Isnard cordially thanked the ambassador to have personally taken care of the good implementation of the mission. The president of the UIHJ indicated that the contacts thus made at the highest level would make it possible for the UIHJ to save a precious time in the making of a co-operation between our organization and the Croatian authorities.

The first meeting had been fixed by the president of the Supreme Court, Branko Hrvatin, in the superb buildings of this institution. The delegation of the UIHJ was accompanied by Mr. Philippe Dorcet, France's "Connection" Judge in Croatia and in this area of Europe, and Caroline Socié.

During the first exchanges, president Isnard thanked Mr. Hrvatin for the great honour of meeting the UIHJ. It quickly proved that the president of the Supreme Court was familiar to both the judicial officers and our organization, as the various documents which were present in his office showed. Mr. Hrvatin described the visit of the UIHJ in Croatia as "well-timed".

Jacques Isnard mentioned the recommendation Rec (2003) 17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers of the Council of Europe to the Member States on enforcement, adopted naturally by Croatia. The president of the UIHJ also pointed out that 17 of the 25 Member States of the European

Union exert today the profession in a liberal form and that countries as Germany have unrelentingly moved towards this status.

Mr. Hrvatin specified that he considered that justice is given, not with the judgment, but once the decision is finally carried out. "I always say that it is necessary to implement the European standards. That would be a good thing to found an independent and professional profession, having a certain influence. We certainly will proceed in this way. Your experiment will be very invaluable and it is with great pleasure and a great interest that I listen to you" declared the president of the Supreme Court, resolutely on the same wavelength as the delegation of the UIHJ.

President Isnard said he was confident in the future by announcing that he wished that Croatia would quickly join the UIHJ. The president of the Supreme Court immediately adhered to this declaration. "That certainly will occur. If that already occurred with the other Member States, there is no reason that that does not occur with Croatia" he entrusted the delegation.

After this first promising meeting, the delegation, still accompanied by Mr. Dorcet and Ms Socié, went to the head office of the Court of Appeal of Zagreb, where it lengthily could discuss with Mr. Duro Sessa, judge, president of the Association of the Croatian judges.

In his general presentation, Jacques Isnard declared that the UIHJ makes contacts with the countries which are not members of the European Union, with an aim of working from the point of view of the creation of a body of European judicial officers. "Our goal is not to give precise orientations but to give indications to expose what is the international context, each country being free to choose the system which is appropriate for it. We would like to associate Croatia with the development of the reflections which we carry out for the installation of a more effective justice" declared president Isnard.

Francis Guépin then presented the broad outlines of the occupation of judicial officer such as it exists today in most of the European Union, as well as in Bulgaria and Romania, in particular through the French model. Like Mr. Hrvatin, Mr. Sessa appeared to be well acquainted with the matter, to the great satisfac-

M. Duro Sessa, président de l'Association des juges croates (President of the Association of Croatian Judges), & Jacques Isnard

De droite à gauche — From right to left:

Francis Guépin, Jacques Isnard, Branko Hrvatin, Philippe Dorcet, Mathieu Chardon, Caroline Socié





Michel Iogna-Prat, Conseiller résident jumelage, Twinning resident advisor

tion of the delegation. He decided in favour of the creation of a body of independent judicial officer. "Personally, I am in favour of this idea to discharge Croatian justice and the Croatian jurisdictions from things that does not concern the work of the judge, in particular the execution of the decisions of court", he said.

An academic bridge between Croatia, the Council of Europe and the UIHJ

The third meeting of the mission of the UIHJ was held within the premises of the French embassy, still with the effective assistance of Ms Socié. Alan Uzelac is well-known to the UIHJ. Professor of law at the University of Zagreb, he is also a member of the Commission for the efficiency of justice (CEPEJ) of the Council of Europe. For this reason, he took part in the development of the famous recommendation Rec (2003) 17 on enforcement. He also participates in expertise missions for the Council of Europe, several of them having been accomplished with Mathieu Chardon. Professor Uzelac had also intervened at the end of 2002, in the Sorbonne (Paris, France), within the framework of the European Meetings of procedures organized by the French National School of Procedure. It was thus more of a cordial meeting than a simple contact-making meeting to which the participants were invited.

Nevertheless, the subject of the efficiency of justice in Croatia, the reduction of backlogs of the cases in front of the jurisdictions and the enforcement of court decisions quickly directed the debates towards more important matters. Professor Uzelac regretted the general absence of knowledge concerning the enforcement of court decisions in Croatia. "There is a general ignorance regarding the options and the



De droite à gauche – From right to left : Francis Guépin, Caroline Socié, Snježana Bagić, Jacques Isnard, Philippe Dorcet

existing models" he indicated. He then insisted on the model role of the French judicial officer: "All that can help us to make the enforcement more effective will be of a great help. I think that we have many things to learn from the French model. This model was largely included in the European Union. Few people know here that the judicial officer from the French mould is honourable and is well remunerated, that he is a professional very well trained, qualified and well respected, like Judges or lawyers. This model should be put on the agenda, with other models, in order to make a decision".

For his part, president Isnard indicated that he perfectly understood that there are reserves on the absorption in a country of a profession which does not exist. "Nevertheless, he continued, the advantage of our organization is that its embraces a broad sight. In the European Union, on 25 countries, 17 have adopted a liberal system. There is no case where a country retrogressed. In Bulgaria and Romania, the liberal system is already set up. Each country arranged the liberal system resulting from the French model. This system was the first there, but it was not transposed completely. What characterizes the system is that the judicial officers are compelled with a certain number of standards which the UIHJ recommends and which were taken again by recommendation 17".

After more than two hours of intense exchanges, came the essential idea to organize at the beginning of 2007 in Zagreb, an international conference on the profession, under the care of the UIHJ. "One cannot evolve in a country without there being a contest between the judges, politicians and professors of university. Our step is to put at your service our competences, with the possibility of entering

our organization", indicated to conclude president Isnard with professor Uzelac who declared himself very enthusiastic about this new opportunity.

Green light of the authorities

In spite of an extremely booked agenda, Mrs Snježana Bagić, Secretary of State, took some time to meet the delegation of the UIHJ. Francis Guépin made a broad présentation of the statute of the French judicial officer, centred in particular on the independence of the judicial officers, of their liability, their discipline, their general competences and training. A very significant number of notes were taken by Mrs Bagić. At the end of the meeting, the Secretary of State was asked whether the ministry of Justice would be willing to cooperate for the organization of a seminar of comparative law in Zagreb, next spring. Mrs Bagić then showed her attachment to this conference with the University of Zagreb.

There is no doubt that this seminar will mark the first stone of a future and profitable co-operation between the UIHJ and the ministry of Justice of Croatia.

*La place du Ban-Jelacic (place centrale) à Zagreb
The Central place of Zagreb (Place of the Ban-Jelacic)*





Interview de Dragutin Sapiro, chef des huissiers de justice de Zagreb (Croatie)

A l'occasion du séminaire qui s'est tenu à Athènes des 13 au 16 septembre 2006, l'UIHJ a rencontré M. Dragutin Shapiro, chef des huissiers de justice de Zagreb (Croatie), pour qui cette manifestation internationale était une première. Interview.

M. Sapiro, c'est la première fois que vous assistez à une manifestation de l'UIHJ. Quelles sont vos impressions ?

Le but de la réunion est de permettre de développer les contacts entre les huissiers de justice afin non pas d'uniformiser la profession mais de l'harmoniser. Il est très intéressant de savoir ce qui se passe dans les pays voisins. Cela va au-delà même de l'Union européenne.

Pensez-vous qu'il soit important d'harmoniser la profession d'huissier de justice ?

C'est très important. Tout va dans cette direction : la culture, la civilisation. Cela permet d'éviter les problèmes et les guerres. C'est pourquoi nous devons être ensemble. Nous devons avoir la même culture, les mêmes racines tout en restant différents. Toute manifestation destinée à apprendre ce qui se passe ailleurs est très positive.

Que pensez-vous qu'il faille améliorer dans votre travail ?

Nous avons besoin de professionnaliser la profession. Nous ne devons plus faire partie des juridictions. Nous devons être financièrement indépendants, être bien équipés et ne pas être les otages des politiciens. Voilà mon opinion. Il nous faut une profession libérale, mais responsable. La libéralisation ne veut pas dire irresponsable. En tout état de cause, cela permettrait de résorber les retards des affaires dans les juridictions.

Qu'attendez-vous de l'UIHJ pour vous aider à atteindre cet objectif ?

Nous nous tournons vers vous et demandons votre aide. Je vais parler à mes collègues de ce séminaire. Ils veulent faire partie de l'Europe. Nous devons alors travailler ensemble. Il faut mettre en place des normes et unifier les législations. Cela permettrait de poursuivre plus facilement celui qui enfreint la loi.

Pensez-vous que votre profession va changer avant d'entrer dans l'Union européenne ?

Cela devrait être ainsi. Comment entrer dans l'Union européenne si nous n'adoptons pas les standards européens. Nous devons le faire. Mais on sent des résistances. Les gens ont du mal à changer. Ils ont peur de perdre de leur influence.

Seriez-vous enclin à former votre propre association d'huissier de justice ?

Une chambre nous aiderait. C'est l'objectif numéro 1. Nous n'avons pas de représentants qui peuvent se battre pour nous.

Et les citoyens, qu'en pensent-ils ?

Les Croates aiment emprunter de l'argent et ne pensent pas qu'un jour ils puissent avoir à le rembourser. Quand ils entendent que l'exécution pourrait être plus sévère, ils ne sont pas contents. Ils sont satisfaits de la situation présente. Le voleur n'aime jamais que la police l'attrape !

Interview of Dragutin Sapiro, chief of the judicial officers of Zagreb (Croatia)

At the term of the seminar which was held in Athens from the 13 to September 16, 2006, the UIHJ met Mr. Dragutin Shapiro, chief of the judicial officers of Zagreb (Croatia), for which this international event was a first. Interview.

Mr. Sapiro, it is the first time that you attend a manifestation of the UIHJ. What are your impressions?

The goal of the meeting is to make it possible to develop the contacts between the judicial officers not so to unify the profession but to harmonise it. It is very interesting to know what occurs in the neighbouring countries. That goes beyond even from the European Union.

Do you think that it is important to harmonise the occupation of judicial officer?

It is very important. All goes in this direction: culture, civilisation. That makes it possible to avoid the problems and the wars. This is why we must be together. We must have the same culture, the same roots while remaining different. Any demonstration intended to learn what occurs elsewhere is very positive.

What do you think that it is necessary to improve in your work?

We need to increase the professional level of the profession. We should not belong to the jurisdictions any more. We must be financially independent, be well equipped and not to be the hostages of the politicians. Here is my opinion. We need a liberal profession, but responsible. Liberalization does not mean to say irresponsible. In any case, that would help to solve the problem of backlog in the jurisdictions.

What do you expect from UIHJ to help you to achieve this goal?

We turn to you and we ask for your assistance. I will speak with my colleagues about this seminar. They want to belong to Europe. We must then work together. It is necessary to set up standards and to harmonize the legislations. That would make it possible to stop the one who does not respect the Law.

Do you think that your profession will change before entering the European Union?

That should be thus. How to enter the European Union if we do not adopt the European standards? We will have to do it. But there are resistances. People fear to change. They are afraid to lose of their influence.

Would you be inclined to form your own association of judicial officers?

A Chamber would help us. It is the objective number 1. We do not have representatives who can fight for us.

And what do the citizens think about it?

The Croats like to borrow money and not think that there comes a day when they have to reimburse it. When they hear that the execution could be more severe, they are not content. They are satisfied with the present situation. The thief never likes to be caught by the police!

Craintes et espoirs des huissiers de justice slovènes

Alertée par Mme Tatjana Krivec Tavčar, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie sur la situation inquiétante des huissiers de justice dans ce pays, une délégation de l'UIHJ, composée de son président et de son premier secrétaire, s'est rendue à Ljubljana, des 30 août au 1er septembre 2006, pour rencontrer les autorités.



Les huissiers de justice slovènes solidaires et la délégation de l'UIHJ — The Slovenian judicial officers and the UIHJ delegation : solidarity

Un domaine d'intervention des huissiers de justice anormalement restreint

Les 47 huissiers de justice slovènes sont nommés par le ministère de la Justice. Ils exercent sous une forme libérale individuelle, l'association n'étant pas permise. Ils sont soumis à une régulation très stricte.

Contrairement à leurs homologues européens qui exercent également sous une forme libérale, les huissiers de justice slovènes ont des compétences très limitées : ils ne peuvent réaliser que la saisie et la vente des seuls meubles corporels, ainsi que diverses procédures ayant trait à la contrainte par corps en matière civile : expulsion, reprises d'enfants...

Dans le cadre de la saisie immobilière, l'huissier de justice est uniquement habilité à dresser un procès-verbal de situation des lieux, et seulement lorsque l'immeuble saisi n'est pas inscrit sur un registre des biens immobiliers.

Les autres procédures sont diligentées par le juge : saisie des rémunérations, saisie des créances incorporelles (qui comprennent les avoirs bancaires), saisie immobilière, vente sur saisie immobilière, saisies spéciales...

Les huissiers de justice slovènes ne sont pas habilités à exercer une quelconque activité parallèle ou connexe, telle le recouvrement amiable ou judiciaire de créances, les constats, les ventes aux enchères volontaires, le conseil juridique, etc.

Les procédures d'exécution, y compris les saisies mobilières corporelles, sont entièrement contrôlées par le juge. Dans le cadre de ses activités, l'huissier de justice apparaît plus comme un pion activé par le juge — pion sur lequel pèse pourtant une lourde responsabilité —, que comme un juriste respecté, véritablement indépendant, et responsable de la globalité de la mise en œuvre des procédures civiles d'exécution, comme c'est le cas dans la majorité des Etats de l'Union européenne.

Seul le juge peut accorder des délais de paiement au débiteur. Lorsque le créancier obtient un jugement en sa faveur et souhaite en obtenir l'exécution forcée,

il est d'abord procédé par le juge, à la demande du créancier, à une tentative de saisie des avoirs bancaires du débiteur ou à la saisie des rémunérations entre les mains de son employeur. Le greffe effectue les recherches — fastidieuses et empiriques — pour découvrir les coordonnées bancaires du débiteur en interrogeant par courrier l'ensemble des établissements bancaires. En cas d'échec de ces procédures, le créancier demande au juge de nommer un huissier de justice pour procéder à la saisie et à la vente des meubles corporels appartenant au débiteur. Le créancier peut demander expressément la nomination de tel huissier de justice mais cette possibilité est peu utilisée par les justiciables qui laissent le juge choisir l'huissier de justice instrumentaire. Celui-ci désigne alors nommément un huissier de justice dans un ordre d'exécution autonome et détaché du jugement.

Des griefs infondés à l'encontre de la profession

Le premier problème auquel sont confrontés les huissiers de justice slovènes tient au mode de répartition des dossiers, à la discrétion des magistrats. Selon nos sources, moins d'une poignée d'huissiers de justice se voit attribuer la majorité des dossiers tandis que la plupart n'en reçoivent que dans de faibles proportions, certains se trouvant même aujourd'hui menacés de faillite. La raison officielle de cette étrange distribution est la soit disant efficacité de ces offices. Or — c'est le deuxième problème — il est reproché aux huissiers de justice leur retard dans l'exécution de leur mission. Mais ce retard reproché semble en réalité causé par deux facteurs :

- Les huissiers de justice qui reçoivent la majorité des dossiers sont effectivement surchargés et pénalisent, par le jeu des statistiques du ministère de la Justice, l'ensemble de la profession ;
- De nombreuses possibilités sont offertes aux débiteurs de retarder et de contester la procédure de saisie et de vente des biens mobiliers devant le juge



qui, lui-même, est surchargé et ne peut statuer qu'au bout de plusieurs mois, paralysant ainsi la procédure.

Le troisième problème concerne le montant des frais d'exécution dans le cas de l'intervention d'un huissier de justice, nonobstant l'existence d'un tarif. Or, il semble que c'est le système de consignation et de paiement des frais de la procédure d'exécution au bénéfice de l'huissier de justice instrumentaire qui doit ici être mis en cause. La loi prévoit que l'huissier de justice puisse demander une provision au créancier pour les frais à intervenir. La provision doit être versée au greffe du tribunal pour le compte de l'huissier de justice. Ce dernier ne pourra prétendre les percevoir qu'à l'issue de la procédure. En réalité, ce système est critiquable au moins à deux égards. D'une part, la note de frais est soumise au contrôle du tribunal. Cette disposition est singulière si l'on considère que l'huissier de justice est un professionnel libéral et que ce dernier doit souvent attendre plus d'un an après la fin de la procédure avant de percevoir sa rémunération, en raison de lenteurs administratives chroniques. D'autre part, le créancier peut contester les frais engagés auprès du tribunal qui décidera alors souverainement du montant de la rémunération de l'huissier de justice. De très nombreux créanciers n'hésitent pas à utiliser ce moyen efficace pour distraire impunément une partie, voire la totalité, du salaire de l'huissier de justice instrumentaire.



Jacques Isnard & Robert Marolt, secrétaire d'Etat – State secretary



Un stock de dossiers terminés et non réglés – A stock of finished cases but still unpaid

Des projets allant à l'encontre de l'évolution de la profession

A ces problèmes vient se superposer une attitude curieusement détachée de la part des autorités qui semblent stigmatiser sur la profession l'inefficacité du système de l'exécution en général, et le retard dans le traitement des dossiers d'exécution en particulier, sans tenir compte des facteurs évoqués ci-dessus.

Les huissiers de justice ne sont d'ailleurs pas la seule profession visée. Les notaires slovènes se sont récemment vus privés d'un pan de leurs activités, à telle enseigne que certains d'entre eux revendiquent aujourd'hui l'exécution sur les immeubles.

Le ministère de la Justice s'intéresse en fait de près au système et aux institutions judiciaires allemand et autrichien, la Slovénie étant foncièrement attachée à la culture germanique. Mais dans ces deux pays le sort des huissiers de justice est peu enviable. Ils ne jouissent d'aucune considération de la part des autorités ou aux yeux du public, et ils n'aspirent qu'à une seule chose :

adopter un statut libéral, se libérer du joug du juge ou du Rechtspflieger et instrumenter dans tous les domaines des voies d'exécution, à l'instar des autres professionnels de l'exécution européens.

Un programme financé par la Commission européenne a été mis en place en décembre 2005. Il s'intitule « L'élimination du retard dans les juridictions – Le projet Lukenda¹ ». Ce programme s'appuie notamment sur une étude, actuellement en cours et dont les résultats seront connus fin 2006, concernant les systèmes allemand, autrichien et néerlandais, en particulier relativement à l'exécution des décisions de justice et la profession d'huissier de justice.

En attendant, un toilettage juridique – le 5e – doit de façon incompréhensible réduire le niveau de formation des huissiers de justice slovènes, jugé actuellement trop élevé (!) pour n'exiger que le niveau baccalauréat (niveau V). Il est étonnant qu'un Etat puisse délibérément choisir d'abaisser le niveau d'une profession, quelle qu'elle soit. Enfin, comble du paradoxe, alors que la plupart des huissiers de justice slovènes se plaignent de manquer cruellement de matière, la nomination de 200 huissiers de justice supplémentaires a été mise à l'ordre du jour ! Ces mesures, si elles voyaient le jour, mettraient immédiatement en péril la profession tout entière telle qu'elle existe aujourd'hui.

Ces abyssaux projets vont diamétralement à l'encontre de l'évolution de la profession d'huissier de justice et placeraient la Slovénie au ban de la construction

européenne dans le domaine de l'exécution des décisions de justice. La Macédoine vient d'adopter il y a quelques semaines un système d'huissiers de justice libéral inspiré du modèle néerlandais et où ces derniers disposent d'un secteur d'intervention particulièrement large. En Roumanie, le système existe déjà depuis plusieurs années et il a été mis en place en Bulgarie depuis quelques mois.

L'expérience des autres pays européens où l'huissier de justice exerce sous une forme libérale tend à démontrer que si le système de l'exécution des décisions de justice ne donne pas satisfaction en Slovénie, c'est précisément en raison du manque de pouvoirs et d'indépendance de l'huissier de justice slovène. C'est dans ce contexte menaçant que la délégation de l'UIHJ, composée de son président, Jacques Isnard, et de son premier secrétaire, Mathieu Chardon, a été reçue par le président de la

Cour suprême de Slovénie puis par le ministère de la Justice, avant de donner une conférence de presse et de rencontrer la quasi-totalité des huissiers de justice de Slovénie, réunis en assemblée générale extraordinaire.

Quelle harmonisation de la profession d'huissier de justice pour l'Europe ?

La délégation a été d'abord reçue par M. Franc Testen, président de la Cour suprême de Slovénie. Jacques Isnard a remercié le président de la Haute juridiction pour son accueil et a présenté l'UIHJ ainsi que les objectifs de la présente mission eu égard à la situation actuelle. M. Testen, qui a écouté très attentivement les arguments développés par le président de l'UIHJ, a précisé que, pour tout magistrat, l'exécution n'est pas l'affaire des juges et nuit à son prestige, mais qu'il avait peu d'influence sur le processus législatif même dans le domaine de la justice.



Dans sa présentation de la situation actuelle en Slovénie, M. Robert Marolt, secrétaire d'Etat, a fait état du retard important des dossiers en cours devant les juridictions, en précisant que 80% des décisions pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme concerne l'inexécution des décisions de justice. M. Marolt a fait état d'un projet de grande envergure mis en place en décembre 2005 afin de supprimer ce retard. Ce projet a deux objectifs. Le premier vise à mettre en place un système informatique central qui permettra de suivre de près la procédure d'exécution, et autorisera un fonctionnement par voie électronique de la justice. Le second consiste à analyser la procédure d'exécution dans les Pays-Bas, l'Autriche et l'Allemagne pour rechercher un modèle permettant d'avoir un système le plus efficace possible. Ces améliorations n'ont qu'un objectif : une procédure plus rapide, plus efficace et moins coûteuse pour le justiciable. M. Marolt a ajouté que la Slovénie n'est membre de l'Union européenne que depuis deux ans et qu'elle est naturellement concernée par les relations internationales et européennes où l'exécution est primordiale tant d'un point économique que dans les relations de la société civile.

Après avoir remercié M. le secrétaire d'Etat et ses collaborateurs d'avoir pris un peu de leur temps pour recevoir la délégation de l'UIHJ, Jacques Isnard, a précisé qu'il y a 15 ans l'UIHJ était en relation avec les autorités slovènes pour



Une vue de Ljubljana - A view of Ljubljana

proposer un changement dans la profession. « A l'origine, a indiqué le président de l'UIHJ, il s'agissait de mettre en place une profession avec un statut beaucoup plus étendu en termes d'activités que celui qui existe aujourd'hui. Nous souhaitons voir dans quelle mesure nous pouvons étendre les activités de l'huissier de justice en Slovénie. Nous attachons une grande importance à ce qui se passe ici, en raison de la place géopolitique de la Slovénie qui est le premier pays de l'ex-Yougoslavie à avoir adopté un modèle libéral et est un exemple pour les autres pays. Nous pensons qu'il est nécessaire qu'il y ait une justice européenne efficace, avec des juges dont le rôle est de rendre la justice, mais pas autre chose, avec des avocats pour défendre les parties, et une véritable profession spécialiste de l'exécution des décisions de justice.

C'est indispensable pour le développement d'un système européen, pour une meilleure économie, et pour lutter contre la corruption et l'argent sale. Il faut que les huissiers de justice soient efficaces. Jacques Isnard a indiqué que l'UIHJ défendait dans le monde le principe d'un huissier de justice axé autour de 4 critères fondamentaux :

- libéral et indépendant
- doté d'un haut niveau de connaissances juridiques (4 ans d'étude de droit)
- disposant d'une formation permanente
- relevant d'un régime de la responsabilité stricte

Dans le cadre de l'activité des huissiers de justice, a ajouté le président, il y a la totalité de la réalisation des procédures civiles d'exécution, dans l'esprit de la recommandation Rec(2003) 17 du 9 septembre 2003 des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres. Sur les 27 Etats qui formeront prochainement l'Union européenne, il y aura 19 Etats regroupés autour des objectifs évoqués. Le président de l'UIHJ n'a pas caché sa surprise lorsque M. Marolt lui a indiqué que les autorités s'intéressaient de près aux systèmes d'exécution allemand et autrichien. On sait que les huissiers de justice allemands effectuent des démarches depuis longtemps pour se tourner vers un système libéral et pour obtenir des compétences étendues, et que les huissiers de justice autrichiens se plaignent chaque jour de leur sort peu enviable par rapport à celui des huissiers de justice des autres pays de l'Union européenne.

A l'issue de l'entretien, le président Isnard a proposé l'organisation d'un colloque international dans lequel pourraient intervenir différents pays pour évoquer la situation dans divers pays, dont l'Autriche et l'Allemagne. M. Marolt a indiqué que le ministère de la Justice était disposé à étudier les analyses et résultats du colloque. Pour autant, M. Marolt a souligné que la Slovénie était plus proche du droit germanique et que le jumelage, qui se terminait à la fin de l'année, apporterait les solutions qui seraient mises en place prochainement, les modèles autrichien et allemand restant ceux de référence.

La plénitude de l'exécution

Après ces échanges de vues, emprunts de respect et d'une très grande courtoisie, mais pour le moins divergentes, la délégation a répondu aux questions de huit journalistes sur l'UIHJ et la situation actuelle des huissiers de justice en Slovénie. Parmi les questions figuraient celle de l'abaissement à venir du niveau d'éducation des huissiers de justice slovènes alors que les normes européennes tendent au contraire à son élévation. Jacques Isnard a déclaré que le projet actuel n'est pas en relation directe et satisfaisante par rapport au standard européen qui se met en place actuellement et qui prévoit quatre années d'études juridiques, avec deux ans de stage et un examen professionnel. Le président de l'UIHJ a insisté sur le fait que, pour des questions de sécurité juridique, on ne pouvait pas éluder les normes qui se mettaient en place sur les bases des travaux de la Conférence de La Haye, de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, de la Cour européenne des droits de l'homme ou d'organisations internationales comme l'UIHJ.



Sur le même sujet, l'un des journalistes a demandé qui, parmi les huissiers de justice des trois pays faisant l'objet de l'étude du ministère de la Justice slovène, avaient autorité en qualité de juristes. M. Isnard a indiqué que seuls les huissiers de justice néerlandais étaient des juristes. Il a précisé que si, pour l'instant, aucun diplôme de droit n'était exigé pour exercer la profession d'huissier de justice en Autriche ou en Allemagne, dès que l'Allemagne adopterait un modèle d'huissier de justice libéral, elle ne manquerait pas, à titre corollaire, d'imposer rapidement un diplôme de droit pour se conformer aux normes européennes et ne pas placer les huissiers de justice de ce grand pays dans une situation d'infériorité par rapport à leurs homologues européens. Enfin, le président de l'UIHJ a également expliqué qu'aujourd'hui les normes de base de l'huissier de justice européen appellent à la plénitude de l'exécution pour cette profession.

L'UIHJ solidaire des huissiers de justice slovènes

La visite de l'UIHJ s'est achevée sur une note positive avec sa participation à l'assemblée générale extraordinaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie, organisée par Tatjana Krivec Tavčar et à laquelle ont participé 37 des 47 huissiers de justice. A l'occasion de cette réunion, Jacques Isnard et Mathieu Chardon ont pu prendre la mesure de l'unité des huissiers de justice slovènes devant l'adversité et leur foi dans l'avenir de leur profession.

Le président de l'UIHJ a remercié Mme Krivec Tavčar pour le travail accompli pour la défense des intérêts de la profession. Il a également félicité ses confrères slovènes pour leur courage et a salué leur solidarité. Il a conclu, sous un tonnerre d'applaudissements, que : « *On ne peut pas imaginer créer un système européen sans qu'il y ait des huissiers de justice. L'huissier de justice est un acteur économique. Là où il n'existe pas, il n'y a pas de sécurité juridique et les investisseurs ne viennent pas. Sur cinq instruments européens, quatre touchent la profession d'huissier de justice. Il ne faut pas s'attacher à la situation actuelle. Nous avons toujours surmonté les problèmes. Vous surmonterez les obstacles et vous finirez par obtenir les mêmes prérogatives que celles de vos confrères européens. Pour cela, vous pouvez toujours compter sur l'UIHJ* ».

1. Par référence à l'arrêt « Lukenda contre Slovénie » rendu le 6 octobre 2005 par la Cour européenne des droits de l'homme qui avait condamné l'Etat slovène pour retard dans l'exécution d'une décision de justice et à la décision rendue le 22 septembre 2005 par la Cour constitutionnelle de Slovénie qui avait contraint l'Etat à établir sans délai les conditions dans lesquelles le droit à procès équitable dans un délai raisonnable doit être assuré.



Hopes and fears of the Slovenian judicial officers

Alerted by Mrs Tatjana Krivec Tavčar, president of the National Chamber of the judicial officers of Slovenia on the worrying situation of the judicial officers in this country, a delegation of the UIHJ, composed of its president and its first secretary, went to Ljubljana, from August 30 to September 1, 2006, to meet the authorities.

An abnormally restricted field of intervention of the judicial officers

The 47 Slovenian judicial officers are appointed by the ministry of Justice. They exert in an individual liberal form, association not being allowed. They are subjected to a very strict regulation.

Contrary to their European counterparts who also exert in a liberal form, the Slovenian judicial officers have very limited competences: they can carry out only the seizure and the sale of tangible movable goods, as well as some procedures relating to eviction, resumptions of children...

Within the framework of the seizure of immovable assets, the judicial officer is only entitled to draw up a report of the location of the goods, and only when the seized building is not registered on a land register.

The other procedures are conducted by the judge: seizure of remunerations, seizure of the intangible assets (which includes the banking assets), seizure and sell of immovable, special seizure...

The Slovenian judicial officers are not entitled to exert any parallel or related activity, such as amicable or judicial debt collection, statements of facts, voluntary auction sales, legal advice, etc.

The enforcement procedures, including attachment of tangible movable goods, are entirely controlled by the judge. In the framework of their activities, the judicial officer appear more as a pawn activated by judge — pawn in which however weighs a heavy liability —, than as a respected lawyer, truly independent, and in charge for the whole of the implementation of the civil enforcement procedures, as it is the case in the majority of the States of the European Union.

Only the judge can grant terms of payment to the debtor. When the creditor obtains a judgement in his favour and wishes to enforce it, the judge, at the request of the creditor, initially carries out an attempt at seizing the banking assets of the debtor or his salaries between the hands of his employer. The clerk's office carries out research — firesome and empirical — to discover the bank of the debtor by questioning by mail all the banks. In the event of failure of these procedures, the creditor asks the judge to appoint a judicial officer to proceed with the seizure and the sale of the tangible movable assets belonging to the debtor. The creditor can expressly ask for the appointment of one particular judicial officer but this possibility is used little by the citizens who generally let the judge decide on the judicial officer. The judge then appoints him in an autonomous enforcement writ.



Unfounded criticisms against the profession

The first problem with which are confronted the Slovenian judicial officers is due to the mode of distribution of the cases, at the discretion of the magistrates. According to our sources, less than a handful of judicial officers are being allotted the majority of the files (thousands) while the others, who receive only a few of them, are today threatened with bankruptcy. The official reason of this strange distribution is a so-called effectiveness of these offices. However – it is the second problem – the judicial officers are reproached their delay in the execution of their mission. But these reproaches delay actually seem caused by two factors:

- The judicial officers who receive the majority of the cases are actually overloaded and penalise, in the statistics of the ministry for Justice, the profession as a whole;
- Many possibilities are offered to the debtors to delay and dispute the procedure of seizure and of sale of the movable goods in front of the judge who is overloaded and can rule only at the end of several months, thus paralysing the procedure.

The third problem relates to the amount of the enforcement fees in the case of the intervention of a judicial officer, notwithstanding the existence of a tariff. However, it seems that it is the system of consignment and payment of the costs of enforcement proceedings for the benefit of the judicial officer which must be blamed here. The law provides that the judicial officer can request an advance payment from the creditor for the expenses to intervene. The payment must be made at the clerk's office of the court on behalf of the judicial officer who will be able to claim it only at the end of the procedure. Actually, this system is criticisable at least in two ways. On the one hand, the expenses bill is subjected to the control of the court. This provision is singular if one considers that the judicial officer is a liberal professional and that he must often wait more than one year after the end of the procedure before perceiving his remuneration, mainly because of chronic administrative backlog. In addition, the creditor can dispute the expenses engaged near the court which will then decide of the remuneration of the judicial officer. Numerous creditors do not hesitate to use this effective means to distract with impunity a part, sometimes even the totality, of the wages of the judicial officer.

Projects going against the evolution of the profession

In addition the attitude of the authorities towards these matters seems curiously detached. The authorities seem to stigmatise on the profession the inefficiency of the enforcement system in general, and the backlog in the treatment of the enforcement cases in particular, without taking into account the factors evoked above.

Besides, judicial officers are not the only concerned profession. The Slovenian notaries recently saw themselves deprived of a part of their activities, in as much as that some of them claim today the enforcement on immovable. In fact, the ministry for Justice is closely interested in the system and the legal institutions of Germany and Austria, Slovenia being fundamentally attached to



Franc Testen, président de la Cour suprême de Slovénie
 – President of the Supreme court of Slovenia

the Germanic culture. But in these two countries the fate of the judicial officers is not an enviable one. They do not enjoy any consideration from the authorities or from the public, and they aspire to only one thing: to adopt a liberal statute, to release themselves from the yoke of the judge or Rechtspfleger and to act in all the fields of enforcement, like the other European enforcement agents.

A program financed by the European Commission was set up in December 2005. It is entitled “the elimination of Court backlog: the Lukenda project¹”. This program is based in particular on a study currently in hand and whose results will be known at the end of 2006, concerning the German, Austrian and Dutch systems, in particular relating to the enforcement of court decisions and the profession of judicial officers.

While waiting, a legal reform – the 5th one – is set in an incomprehensible way to reduce the qualification of the Slovenian judicial officers, considered to

be currently too high (!) in favour of only level V (A level). It is astonishing to consider that a State would deliberately choose to lower the level of a profession. Lastly, as a paradox, whereas the majority of the Slovenian judicial officers complain of a lack of cases, the appointment of 200 additional judicial officers is put on the agenda! These measures, if implemented, would immediately put in danger the whole profession such that it exists today.

These abyssal projects go diametrically against the evolution of the occupation of judicial officer and would be a drawback for Slovenia in the field of enforcement of court decisions as regards the construction of a European area of Justice. Macedonia has adopted a few weeks ago a system of liberal judicial officers inspired by the Dutch model and where the latter have a particularly broad sector of intervention. In Romania, the system, based on a French model, already has existed for several years and it has been set up in Bulgaria for a few months.

The experiment of the other European countries where the judicial officer exerts in a liberal form tends to show that if the system of enforcement of court decisions does not give satisfaction as Slovenia, it is precisely because of the lack of capacities and independence of the Slovenian judicial officers.

It is in this threatening context that the delegation of the UIHJ, consisting of its president, Jacques Isnard, and its first secretary, Mathieu Chardon, was received by the president of the supreme Court of Slovenia and by the ministry for Justice, before giving a press conference and meeting nearly all of the judicial officers of Slovenia, brought together in extraordinary general assembly.

1. By reference to the “Lukenda v. Slovenia” judgement given on October 6, 2005 by the European Court of human rights which had condemned the Slovenian State for undue delay in the execution of a court decision and to the decision of the Constitutional Court of Slovenia from 22 September 2005 which obligate the State to establish the conditions in which the right to trial without undue delay shall be provided.



Which harmonization for the occupation of judicial officer in Europe?

The delegation was initially received by Mr. Franc Testen, president of the Supreme Court of Slovenia. Jacques Isnard thanked the president of the High jurisdiction for his reception and presented the UIHJ as well as the objectives of the mission with regards to the current situation. Mr. Testen, who very attentively listened to the arguments developed by the president of the UIHJ, specified that, for any magistrate, the enforcement of court decision is not the business of the judges and harms his prestige, but that he had little influence on the legislative process even in the field of justice.

In his presentation of the current situation in Slovenia, Mr. Robert Marolt, State Secretary, gave a report on the important backlog of cases in front of the jurisdictions, by specifying that 80% of the hanging decisions before the European Court of human rights relate to the un-enforcement of the Court decisions. Mr. Marolt presented the major project of the Ministry of Justice set up in December 2005 destined to eliminate the backlog. This project has two objectives. The first aims at setting up a central information processing system which will make it possible to monitor closely the procedure of enforcement and will lead for the

functioning of Justice to be proceeded by electronic way. The second objective consists in analysing the procedure of execution in the Netherlands, Austria and Germany to seek a model of which to lead to the most effective possible system. These improvements have only one goal: a faster, more effective and less expensive procedure for the citizens. Mr. Marolt added that Slovenia has been a member of the European Union for only two years and that it is naturally concerned with the international and European relations where enforcement is of primary importance as well as with investors.

After having thanked the State Secretary and his collaborators to have taken some of their time to receive the delegation of the UIHJ, Jacques Isnard, specified that fifteen years ago the UIHJ was in relation with the Slovenian authorities to propose a change in the profession. *"At the origin, said the president of the UIHJ, It was acted to set up a profession with a much wider statute in terms of activities than that which exists today. We wish to see up to what extend we can broaden the activities of the judicial officer in Slovenia. We attach a great importance to what occurs here, because of the geopolitical place of Slovenia which is the first country of the former Yugoslavia to have adopted a liberal model and is an example for the other countries of the region. We think that it is necessary that there is an effective service of justice in Europe, with judges whose role is to give judgements, but not another thing, with lawyers to defend the parties, and a true profession specialised in the enforcement of court decisions. This is essential for the development of a European system, for a better economy, and to fight against corruption and dirty money. It is necessary that the judicial officers are efficient"*. Jacques Isnard indicated that the UIHJ defended throughout the world the principle of a judicial officer centred around four fundamental criteria:

- liberal and independent
- equipped with a high level of legal knowledge (4 years law degree)
- having an ongoing training
- having a full liability

Within the framework of the activity of the judicial officers, added the president, lies the totality of the realisation of the civil procedures of enforcement, in the spirit of the recommendation Rec (2003) 17 of September 9 2003 of the Ministers the Council of Europe to the Member States. On the 27 States which will soon form the European Union, there will be 19 States gathered around the evoked objectives. The president of the UIHJ did not hide his surprise when Mr. Marolt indicated to him that the Slovenian authorities were closely interested with the systems of enforcement in Germany and Austria. It is known that the German judicial officers have taken position a long time ago to turn to a liberal system and to obtain extended scopes of activities, and that the Austrian judicial officers complain each day about their not very enviable fate compared to that of the judicial officers of the other European Union countries.

At the end of the meeting, president Isnard proposed the organisation of an international conference in which several countries could intervene to evoke the situation in various countries, of which Austria and Germany. Mr. Marolt indicated that the ministry of Justice stood ready to study all the analysis and results of the conference. For as much, Mr. Marolt stressed that Slovenia was closer to the Germanic law and that the twinning, which would finish at the end of the year, would bring the solutions which would be implemented soon, the Austrian and German models remaining those of reference.



The plenitude of the execution

After these exchanges of views, marked with respect and a very great courtesy, but at the very least divergent, the delegation answered the questions of eight journalists about the UIHJ and the current situation of the judicial officers in Slovenia. Among the questions appeared that of lowering to come of the level of education of the Slovenian judicial officers whereas the European standards tend on the contrary to its rise. Jacques Isnard declared that the current project is not in direct and satisfactory relation compared to the European standard which is currently set up and which envisages four years of legal studies, followed by two a two years training course and a professional examination. The president of the UIHJ insisted on the fact that, for questions of legal safety, one could not elude the standards which are set up on the basis of such works as The Hague Conference on International Private Law, the European Commission, the Council of Europe, the European Court of human rights or as international organisations like the UIHJ.

On the same subject, one of the journalists asked who, among the judicial officers of the three countries being the subject of the study of the ministry for Slovenian Justice, had authority in the capacity as lawyers. Mr. Isnard indicated that on the three countries only the Dutch judicial officers were lawyers. He specified that if, for the moment, no law degree was required from judicial officer in Austria or Germany, as soon as Germany would adopt a liberal model for the judicial officers, it would also choose, as a corollary, to quickly impose a law degree to comply with the European standards and not to place the judicial officers of this major country in a situation of inferiority compared to their European counterparts.

Lastly, the president of the UIHJ also explained that today the basic standards of the European judicial officer call with the plenitude of the enforcement measures for this profession.

The UIHJ standing by the Slovenian judicial officers

The visit of the UIHJ ended on a positive note with its participation in the extraordinary general assembly of the national Chamber of the judicial officers of Slovenia, called by Tatjana Krivec Tavčar and in which 37 of the 47 judicial officers took part. At the time of this meeting, Jacques Isnard and Mathieu Chardon could take the measure of the unity of the Slovenian judicial officers in front of the adversity and their faith in the future of their profession.

The president of the UIHJ thanked Mrs Krivec Tavčar for the work achieved for the defence of the interests of the profession. He also congratulated his Slovenian fellow-members for their courage and acknowledged their solidarity. He concluded, under a row of applause: *"One cannot imagine the implementation of a European system without judicial officers. The judicial officer is an economic actor. Where he does not exist, there is no legal safety and the investors do not come. On five European instruments, four touch the occupation of judicial officer. One should not stick to the current situation. We always overcame the problems. You will surmount the obstacles and you will end up obtaining the same prerogatives as those of your European fellow-members. For that, you can always count on the UIHJ"*.

Hongrie : un système particulièrement efficace

La profession d'huissier de justice à statut libéral a été créée en 1994 et fonctionne depuis selon ce système. Toutefois, l'huissier de justice non fonctionnaire existait déjà jusqu'en 1870. Sa réintroduction ne fut, en définitive, qu'un retour aux sources. La Hongrie compte 200 huissiers de justice indépendants répartis sur tout le territoire (10,5 millions d'habitants).

1. Dispositions statutaires

Pour devenir huissier de justice le postulant doit être titulaire d'un diplôme universitaire (pas obligatoirement de droit). Le candidat huissier de justice doit accomplir 3 ans de stage et subir un examen professionnel à l'issue duquel il peut devenir huissier de justice adjoint. Ensuite, il doit effectuer encore une année de stage comme adjoint chez un huissier de justice. L'adjoint peut devenir huissier de justice à condition qu'un poste soit rendu disponible, ou bien que son prédécesseur le présente avec l'accord de la Chambre. L'huissier de justice est nommé par le ministre de la Justice sur proposition de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, au lieu de résidence qu'il choisit dans les conditions ci-dessus indiquées.

1.1. Compétence territoriale et compétence d'attribution

1.1.1. Compétence territoriale

Les huissiers de justice disposent du monopole d'intervention dans le secteur qui leur a été affecté. En Hongrie, tous les confrères qui instrumentent dans un même secteur viennent en concurrence. Toutefois, la Chambre nationale a mis au point un système qui neutralise le principe de concurrence. En effet, les dossiers d'exécution sont en réalité partagés entre les huissiers de justice du même secteur. Le système est simple : les ordres d'exécution sont adressés directement par le tribunal aux huissiers de justice suivant un processus de répartition alphabétique. Chaque huissier de justice est attributaire d'une fraction des dossiers correspondant à la chronologie alphabétique — par noms de débiteurs — qui lui a été concédée. Ainsi, s'il existe deux huissiers de justice dans la même circonscription, l'un d'entre eux reçoit les dossiers des débiteurs dont les noms sont compris dans la 1^{re} moitié de l'alphabet et le second reçoit



Immeuble de cinq offices d'huissiers de justice à Budapest — Building of 5 judicial officers' offices in Budapest



la suite. Si le nombre est de 3, les dossiers sont partagés par tiers suivant l'ordre alphabétique, etc. Il n'y a que rarement plus de 3 huissiers de justice par circonscription. Le créancier ne peut récuser (sauf circonstances très exceptionnelles) l'huissier de justice qui lui a été désigné.

1.1.2. Compétence d'attribution

Les huissiers de justice sont compétents pour effectuer toutes les exécutions jusqu'à la vente aux enchères publiques, y compris des immeubles. Ils peuvent signifier des actes, effectuer le recouvrement amiable des créances, voire même dresser des constats. Toutefois, cette dernière activité est peu pratiquée en raison de l'existence d'un corps d'experts judiciaires spécialement affecté à cette tâche. L'huissier de justice peut néanmoins procéder à des constatations sur commission du juge.

1.1.3. Les huissiers-adjoints

Ils remplissent les mêmes fonctions que les huissiers de justice titulaires, à l'exception des expulsions, des ventes aux enchères et des remises d'enfants. Les offices d'huissiers de justice comportent, en général, un ou plusieurs adjoints.

1.2. La Chambre nationale

Les membres de la Chambre nationale sont élus en congrès par l'ensemble des huissiers de justice du territoire. Les ressources de la profession sont procurées par les cotisations versées par les huissiers de justice à raison de 1% du montant des sommes recouvrées dans chaque dossier. La Chambre nationale dispose d'un local prestigieux dans un hôtel particulier dans la banlieue de Budapest, qui est la propriété des huissiers de justice indépendants hongrois.

1.3. La discipline

La discipline est assurée, en préliminaire, par un Conseil de contrôle national composé de six membres élus. L'action disciplinaire, à proprement parler, est portée devant un tribunal disciplinaire composé d'un juge et de 2 huissiers de justice. Ce tribunal constitue le 1er degré de juridiction. En cas de contestation, les recours sont formés devant la cour d'appel et en dernier lieu devant la Cour suprême. Le rôle du Conseil de contrôle national consiste à examiner les plaintes et à décider de l'éventuel renvoi de l'huissier de justice mis en cause devant le bureau de la Chambre Nationale qui est seul habilité à décider de l'opportunité de déférer



Bureau d'huissier de justice à Budapest — Judicial officer's office in Budapest

l'huissier de justice devant l'instance disciplinaire. En cas d'infraction grave, le bureau peut prendre des réquisitions visant à demander au tribunal la destitution de l'huissier de justice. L'essentiel des plaintes porte sur la négligence des huissiers de justice à répondre au courrier de leurs mandats. Le conseil enregistre chaque année entre 400 et 600 réclamations.

1.4. Constitution de réseaux

A l'initiative de la Chambre nationale, nos confrères hongrois ont créé un réseau national de recouvrement des créances. La presque quasi totalité de la compagnie a adhéré à ce dispositif (160 membres). Les conditions de mise en œuvre de recouvrement d'une créance sont simplifiées au maximum. Il suffit que le créancier adresse à l'huissier de justice un dossier contenant les pièces (contrat, factures, ...) ainsi qu'un mandat de recouvrer comportant autorisation d'inscrire éventuellement une hypothèque et accord pour signifier les actes. Muni de ces documents, l'huissier de justice peut immédiatement intervenir.

1.5. La formation

La formation est réalisée à deux niveaux. D'abord au stade du personnel : formation continue pour le personnel (un jour par semaine, mais non obligatoire). Ensuite, à l'échelon professionnel avec la mise en œuvre de séminaires mensuels pour les huissiers de justice (non obligatoire). Une formation professionnelle est réalisée dans le cadre des séminaires de l'assemblée générale annuelle des huissiers de justice hongrois, où la participation est gratuite. C'est une organisation de plusieurs jours.

1.6. Communication

La Chambre nationale dispose d'un site Internet et d'un journal.

2. L'activité des huissiers de justice

2.1. L'exécution

En Hongrie, le principe de la formule exécutoire qui confère à l'huissier de justice la possibilité d'exécuter une décision, sans solliciter la moindre autorisation, n'existe pas.

Un jugement ne peut être exécuté qu'après autorisation du juge qui délivre une ordonnance comparable au « writ » du droit anglais.

2.2. Le mécanisme de mise en œuvre d'une procédure d'exécution

Une fois la décision notifiée (par lettre par le greffe du tribunal) le créancier, son avocat ou l'huissier de justice adresse au juge une demande d'autorisation d'exécution. Le juge désigne l'huissier de justice compétent suivant les modalités précédemment décrites. L'ordonnance en elle-même contient toutes les indications : principal, intérêts, accessoires... de sorte que l'huissier de justice, qui n'a nul besoin de la décision, (qui ne lui est pas adressée) pour exécuter, ne connaît jamais l'origine de la créance (sauf peut être au cours de l'exécution dans son dialogue avec le débiteur).

2.2.1. L'huissier de justice hongrois peut-il signifier les actes de procédure ?

Nous venons de voir que le jugement est notifié par le greffe. Le Code de procédure civile hongrois concède depuis 2004 la possibilité pour les huissiers de justice d'effectuer la signification des actes. Cette activité est la règle en cas d'échec de la signification par la poste. Les frais de signification par huissier de justice s'élèvent entre 25 et 60 €. Les significations sont effectuées par des clerks qui reçoivent une formation appropriée et passent ensuite un examen. Les règles de la signification imposent l'utilisation de formulaires officiels standardisés.



Les locaux de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie – The National Chamber of the Hungarian Judicial Officers

2.3. L'engagement de la procédure

Une fois mis en possession de l'ordonnance d'exécution, l'huissier de justice adresse au créancier une demande de provision – 3% de la somme recouvrée – qui est accompagnée d'indications relatives à l'évaluation des frais à venir ainsi que du sort de la provision, en cas d'échec de l'exécution. Le créancier dispose d'un délai de 12 mois pour adresser les fonds dont la réception est concrétisée par la rédaction d'un procès-verbal. L'huissier de justice s'abstient d'engager la moindre démarche jusqu'au versement de la provision. Dans des cas particuliers, l'huissier de justice peut prendre la décision de procéder sans avoir obtenu la provision. Par exemple, si la créance, la personne du créancier ou la fréquence des dossiers le justifient.

2.4. Le processus classique de mise en œuvre des procédures

Généralement l'huissier de justice commence par entreprendre des recherches sur l'existence de biens immobiliers pouvant appartenir au débiteur. Il consulte, à cet effet, les fichiers immobiliers à la conservation des hypothèques ainsi que le cadastre. S'il n'existe aucun bien immeuble, l'huissier de justice se met en quête d'identifier la présence de comptes bancaires en interrogeant les banques. Enfin, l'huissier de justice s'intéresse à l'employeur qu'il peut connaître en sollicitant les services sociaux (assurances maladies, etc.).

2.5. L'effectivité des procédures d'exécution

2.5.1. La saisie immobilière

Pour engager une telle procédure il suffit pour l'huissier de justice d'adresser une simple lettre au

conservateur des hypothèques et la saisie prend immédiatement effet. Une fois l'inscription opérée le conservateur des hypothèques notifie celle-ci à l'huissier de justice qui n'a plus qu'à transmettre la copie au débiteur. La vente judiciaire peut ensuite être poursuivie du chef de l'huissier de justice, qui peut seul y procéder, en respectant les règles de publicité légales (affiches, journaux, Internet)

2.5.2. La saisie attribution

Si les démarches en faveur de la saisie immobilière s'avèrent vaines, l'huissier de justice hongrois déclenche alors une action auprès des banques en saisissant les fonds disponibles. Là encore, le processus est simple et efficace puisque dès qu'une banque reçoit une demande de renseignements concernant l'existence d'un compte au nom du débiteur, celle-ci tient lieu d'avis de saisie et les fonds disponibles sont immédiatement prélevés et versés par voie électronique à l'huissier de justice. L'huissier de justice doit les conserver 15 jours pour permettre au débiteur d'élever une éventuelle contestation. A défaut de recours, l'huissier de justice paie sans retard, c'est-à-dire immédiatement, le créancier. Pour le cas où il y aurait de multiples créanciers - ceux-ci, pouvant se manifester jusqu'à l'expiration du délai de 15 jours de la saisie attribution, l'huissier de justice devrait répartir les fonds au marc le franc.

2.5.3. La saisie sur les rémunérations

En Hongrie, les procédures de saisie sur les salaires ne bénéficient d'aucune disposition dérogatoire au droit commun. C'est ainsi que la retenue sur les rémunérations est effectuée par l'employeur sur la simple réception d'une lettre envoyée par l'huissier de justice. Les prélèvements sont fixes : 33 %

du salaire sauf pour les revenus les plus faibles où, en tout état de cause, une somme minimum égale à la pension de retraite doit être laissée sur le compte du débiteur. L'employeur doit répondre immédiatement à la demande de l'huissier de justice, lequel peut vérifier sur les registres du tiers saisi la réalité des indications reçues. Le tiers est responsable de ses déclarations et l'employeur doit adresser directement les fonds à l'huissier de justice à l'expiration de chaque échéance. Le débiteur n'est pas particulièrement informé de la procédure dirigée contre lui, sauf à être avisé par le tiers saisi ; néanmoins, il peut contester la saisie dans les quinze premiers jours. Pendant toute cette période l'huissier de justice doit conserver les fonds avant de les reverser au créancier.

2.5.4. Les procédures d'exécution particulières

L'huissier de justice intervient encore dans toutes les procédures spéciales :

- Saisies de bateaux et d'aéronefs
- Saisie des fonds de commerce
- Vente des valeurs mobilières
- Contrefaçon des marques, brevets et modèles

2.6. Hiérarchie des mesures d'exécution

L'huissier de justice n'est pas soumis à une hiérarchie des mesures d'exécution. Il dispose donc du choix des procédures. Il peut les multiplier à condition de respecter le principe de proportionnalité. En ce qui concerne la vente, il doit suivre un ordre qui l'oblige à respecter des séquences successives supplétives :

- 1 - Saisie sur compte bancaire
- 2 - Saisie sur les rémunérations
- 3 - Vente mobilière
- 4 - Adjudication des immeubles

Dans la phase de l'exécution, il peut naviguer en respectant cette hiérarchie.

2.7. Quelques règles particulières en matière de procédure

2.7.1. Multiplication des mesures d'exécution

L'existence d'une précédente saisie n'empêche pas l'huissier de justice de se livrer à une semblable opération en cas de survenance de nouveaux titres exécutoires et cela, quelle que soit la nature de la saisie (mobilière ou immobilière).



2.7.2. Insaisissabilité

La loi hongroise édicte toute une série de mesures qui limite les effets des procédures d'exécution.

- Sur les comptes bancaires : il est fait obligation de laisser une somme minimale égale au minimum retenue.
- Sur les salaires : un minimum de 100 € doit être laissé à la disposition du débiteur.
- Sur les meubles : certains meubles nécessaires à la vie du saisi demeurent insaisissables.

2.7.3. Surendettement (faillite civile)

Cette procédure est inconnue. Le débiteur impécunieux peut seulement solliciter une aide financière de l'état.

2.7.4. Incidents d'exécution

En cas de contestation, survenant au cours de l'exécution, l'huissier de justice poursuit son action en passant outre aux objections des contestants. C'est à celui qui s'oppose qu'il appartient de saisir le juge et de faire trancher les difficultés.

2.7.5. Délais de paiement

Seul le juge peut accorder des délais de paiement. La loi n'impose pas de limite. Aux dires des huissiers de justice, les juges sont très restrictifs dans l'attribution de tels délais. Le juge peut accorder la suspension de l'exécution à la demande du débiteur dans les cas suivants :

- en cas de maladie grave et prolongée du débiteur ou des personnes à sa charge
- en cas de catastrophe naturelle frappant le débiteur pendant la procédure d'exécution
- en considération du nombre de personnes à la charge du débiteur.

Si l'exécution porte sur l'évacuation de l'immeuble, le juge peut accorder la suspension de la procédure (à la demande du débiteur), mais qu'une seule fois et seulement pour une période six mois au maximum.

2.7.6. Créanciers privilégiés

Selon la nature de la créance, celle-ci bénéficie d'un privilège

2.8. Quelques règles particulières aux huissiers de justice

2.8.1. Obligation de prêter son concours

L'huissier de justice est tenu de prêter son concours toutes les fois qu'il en est régulièrement requis

(sauf incompatibilités classiques). Les huissiers de justice hongrois procèdent aux ventes mobilières et immobilières et établissent occasionnellement des constats.

2.8.2. Informations

L'huissier de justice est tenu à une double information.

- a) envers le créancier, en lui rendant compte de l'évolution du dossier et en lui communiquant une estimation des frais à exposer
- b) envers le débiteur, en lui précisant la teneur des actes qui lui sont notifiés ou signifiés et en insistant sur les possibilités de voies de recours et sur les délais à respecter.

2.8.3. Délais de paiement

Le principe est que l'huissier de justice ne peut accorder de délais de paiement. En réalité, il pratique une sorte de médiation qui conduit à l'élaboration de calendriers de paiement.

2.8.4. Délais d'intervention - taxe

A compter de la date de réception de la provision l'huissier de justice doit exécuter dans les 30 jours. S'agissant des frais, en cas de contestation, ceux-ci sont définis par la loi et le tribunal ne peut en modifier le montant que dans le cas d'une fausse application des règles.

2.8.5. Délais de reversement des fonds

Les reversements doivent être effectués le jour même.

2.8.6. Pénétration dans les lieux privés - force publique

En l'absence du débiteur, l'huissier de justice peut se faire ouvrir les portes et pénétrer au domicile pour effectuer une saisie. A noter que les huissiers de justice assistants n'ont pas qualité pour pratiquer une telle intervention. La présence d'un témoin est obligatoire. Les objets saisis restent, en général, entre les mains du débiteur sauf s'il y a nécessité de les séquestrer ailleurs pour prévenir un éventuel détournement. Les autorités ont l'obligation, en cas de résistance, d'accompagner l'huissier de justice dans ses interventions. En revanche, en cas d'expulsion, l'huissier de justice est obligé de demander l'approbation du juge pour que les autorités interviennent. Selon les dispositions du Code de l'exécution, la police doit assister l'huissier de justice.

2.8.7. Injonction de payer - recouvrement

- a) injonction de payer : cette procédure existe en Hongrie, mais seul l'avocat peut présenter la requête.
- b) recouvrement : il est rappelé que les huissiers de justice hongrois procèdent au recouvrement aimable de créances.

A noter que l'engagement du débiteur, dans le cadre d'un acte sous seing privé assorti d'une prise d'hypothèque, permet au créancier, en cas de non paiement, d'aller jusqu'à la vente de l'immeuble par la seule intervention de l'huissier de justice.

En conclusion, il est incontestable que si les prérogatives accordées aux huissiers de justice hongrois sont comparables à celles attribuées aux huissiers de justice français ou ceux du Benelux, les règles de procédures, à bien des égards, s'avèrent beaucoup plus rigoureuses notamment qu'en France ou en Belgique et se révèlent particulièrement efficaces.



Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie – President of the National Chamber of the Hungarian Judicial Officers

*Plaque de Toth Denes, huissier de justice à Budapest
Door plate of Toth Denes, judicial officer in Budapest*





Hungary: a particularly efficient system

The occupation of judicial officer with a liberal statute was created in 1994 and has functioned since according to this system. However, the judicial officer not civil servant already existed until 1870. Its reintroduction was, ultimately, only one return to the sources. Hungary counts 200 independent judicial officers divided on all the territory (10.5 million inhabitants).

1. Statutory provisions

To become judicial officer the applicant must have a university diploma (but not obligatorily a law degree). The candidate judicial officer must achieve a 3 years training course and undergo a professional examination following which he can become an assistant judicial officer. Then, he must still take a one year of training course as an assistant at a judicial officer. The assistant can become judicial officer provided that a position is made available, or when his predecessor presents him to the agreement of the Chamber. The judicial officer is appointed by the Minister for Justice on proposal of the national Chamber of the judicial officers of Hungary, at the place of residence which he chooses under the conditions indicated above.

1.1. Jurisdiction *ratione loci* and jurisdiction *ratione materiae*

1.1.1. Jurisdiction *ratione loci*

The judicial officers have the monopoly to intervene in the sector which was affected to them. In Hungary, all the colleagues who work in the same geographical sector come in competition. However, the National chamber developed a system which neutralises the principle of competition. Indeed, the files of execution are actually divided between the judicial officers of the same sector. The system is simple: the orders of enforcement are addressed directly by the court to the judicial officers according to a process of an alphabetical distribution. Each judicial officer is the assignee of a fraction of the files corresponding to the alphabetical chronology — by names of debtors — who was conceded to him. Thus, if there are two judicial officers in the same district, one of them receives the files of the debtors whose names are included in 1st half of the alphabet and the second receives the continuation. If the number of judicial officers is 3, then the files are divided per third according to the alphabetical order, etc. There are seldom more than three judicial officers by district. The creditor cannot challenge (except very exceptional circumstances) the judicial officer who was assigned to him.

1.1.2. Jurisdiction *ratione materiae*

The judicial officers are qualified to carry out all the enforcement procedures, public auction sales of movable and immovable included. They can serve documents, carry out the amicable collection of debts, and even make statements of material facts. However, this last activity is practised little because of the existence of a body of legal experts especially affected to this task. The judicial officer can nevertheless proceed with statements of facts when commissioned by a judge.

1.1.3. Assistant judicial officers

They fulfil the same functions as the titular judicial officers, except for evictions, auction sales and presentation of children. The offices of judicial officers include, in general, one or several assistants.

1.2. The National Chamber

The members of the National Chamber are elected during the congress by the assembly of the judicial officers of the territory. The National Chamber is financed by the contribution of each judicial officer at a rate of 1% of the amount of the sums collected in each case. The National Chamber is located in a prestigious building: a private mansion in the suburbs of Budapest, which is owned by the Hungarian judicial officers.

1.3. Discipline

The discipline is ensured, in preliminary, by the Council of national control composed of six elected members. The disciplinary action is submitted to a disciplinary court composed of one judge and two judicial officers. This court is the 1st degree of jurisdiction. In the event of dispute, the appeal is lodged before the Court of Appeal and lastly before the Supreme Court. The role of the Council of national control consists in examining the complaints and deciding possible submission of the blamed judicial officer in front of the board of the National Chamber which is only entitled to decide on the eventuality of lodging the case in front of the disciplinary authority. In the event of a grave offence, the board can take requisitions aiming at requiring from the court the dismissal of the judicial officer. The main part

of the complaints relates to the negligence of the judicial officers to answer the mail of their clients. The council records each year between 400 and 600 complaints.

1.4. Constitution of networks

On the initiative of the National Chamber, our Hungarian colleagues created a national network for the collection of debts. The almost quasi totality of the company adhered to this device (160 members). The conditions of implementation of debt collecting are simplified to the maximum. The creditor only has to address to the judicial officer a file containing the parts (contract, invoices, etc.) as well as a mandate to collect the debt comprising the authorisation to possibly register a mortgage and to serve the relevant documents. Provided with these documents, the judicial officer can immediately act.

1.5. Training

Training is carried out on two levels. Initially at employee level: ongoing training for the employees (one day per week, not compulsory). Then, it lays at a professional level with the implementation of monthly seminars for the judicial officers (also not compulsory). A vocational training is carried out within the framework of the seminars of the annual general assembly of the Hungarian judicial officers, where the participation is free of charge. It is an organisation of several days.

1.6. Communication

The National Chamber has a Website and a magazine.

2. The activity of the judicial officers

2.1. Enforcement

In Hungary, the principle of an "execution formula" which confers on the judicial officer the possibility of carrying out a decision, without soliciting the least authorisation, does not exist.

A judgement can be carried out only after authorisation from the judge who delivers a document comparable with the "writ" of the English law.



2.2. The mechanism of implementation of an enforcement procedure

Once the notified decision (by letter sent by the clerk's office of the court) the creditor, his lawyer or the judicial officer addresses to the judge a request for authorisation of enforcement. The judge appoints the qualified judicial officer according to the methods previously described. The order of the court contains in itself all the indications: the amount that is owed, interests, accessories, etc. so that the judicial officer, who does not have the need for the decision (which is not addressed to him) to carry out, never knows the origin of the debt (except when he meets the debtor during the enforcement).

2.2.1. Can the Hungarian judicial officer serve the procedural documents?

We have just seen that the judgement is notified by the clerk's office. The Hungarian Code of civil procedure concedes since 2004 the possibility for the judicial officers to carry out the service of documents. This activity is the rule in the event of failure of the service by the post office. The expenses of the service by judicial officer are set between 25 and 60 €. The handing-over are carried out by clerks who receive a proper training and then take an examination. The rules of the service of documents impose the use of standardised official forms.

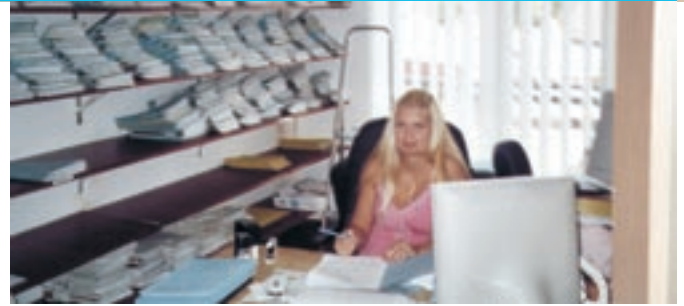
2.3. The start of the proceedings

Once in possession of the writ of enforcement, the judicial officer addresses to the creditor a request for advance money – 3% of the collected monies – which includes indications relating to the evaluation of the expenses to come as from the issue of the provision, in the event of failure of the enforcement proceedings. The creditor has a twelve months deadline to send the funds whose reception is concretized by the drafting of an official report. The judicial officer abstains from engaging any action until the payment of the provision. However, in some cases, the judicial officer can decide to start the proceedings without advance money, depending on the type of debt, on the person of the creditor or the regularity of the cases.

2.4. The traditional process of the implementation of the procedure

Generally the judicial officer starts his work by trying to locate the immovable goods belonging to the debtor. To this end, he consults the Land Registries.

*Bureau d'huissier de justice à
Budapest – Judicial officer's
office in Budapest*



If there is no any real estate, the judicial officer tries to locate the debtor's bank accounts by questioning the banks. Lastly, the judicial officer is interested in the employer whom he can know by requesting the social services (Social Security, etc).

2.5. Efficiency of the enforcement procedures

2.5.1. Seizure of immovable

To initiate such a procedure, the judicial officer only addresses a simple letter to the mortgages registrar and the seizure becomes effective immediately. Once this is done, the Registrar sends a confirmation note to the judicial officer who transmits a copy of the note to the debtor. The sale by order of the court can then be continued by the judicial officer, who can only proceed to it, by complying with the legal rules of publicity (advertisement, newspapers, Internet)

2.5.2. The attachment of bank accounts

If the attachment on immovable proves to be a failure, the Hungarian judicial officer then starts proceedings at the banks by seizing the cash in hand. Here again, the process is simple and effective since as soon as a bank receives a request for information concerning the existence of an account in the name of the debtor, it constitutes a seizure and the cash in hand is immediately attached and electronically send to the judicial officer. The judicial officer must keep the monies for 15 days to allow the debtor to raise a possible dispute. In the absence of recourse, the judicial officer pays the creditor without delay, i.e. immediately. In case where there would be multiple creditors - those, being able to appear before the expiry of the 15 days period of the attachment, will benefit of the distribution of the collected monies by the judicial officer in proportion of the debt.

2.5.3. Seizure on salaries

In Hungary, the procedures of seizure on wages do not profit from any derogatory provision of the com-

mon law. Thus the attachment on salaries is carried out by the employer on the simple reception of a letter sent by the judicial officer. The levy is set to 33% of the wages except for the weakest incomes where, in any event, a minimum equal to the retirement pension must be left in the possession of the debtor. The employer must immediately answer to the request of the judicial officer, who can check on the registers of the employer the reality of the received information. The third party is responsible for his declarations and the employer must directly address the funds to the judicial officer with the expiry of each term. The debtor is not specifically informed of the procedure directed against him, unless when being advised by the third party; nevertheless, he can dispute the seizure within fifteen days. During this period the judicial officer must preserve the funds before transferring them to the creditor.

2.5.4. Specific enforcement procedures

The judicial officer still deals with several special procedures:

- Attachment of boats and aircraft
- Attachment on businesses
- Sale of shares
- Counterfeit of trademarks, patents and models

2.6. Hierarchy of enforcement measures

The judicial officer is not subjected to a hierarchy of enforcement measures. He thus has the choice of the proceedings. He can multiply them with respect to the principle of proportionality. However, in the phase of the sale of the seized goods, he must follow an order which obliges him to respect the following successive sequences:

- 1 - Seizure on bank account
- 2 - Seizure on salaries
- 3 - Sale of movable property
- 4 - Sale of immovable property

In the enforcement phase, he can navigate in this hierarchy.



2.7. Some specific rulings as regards procedure

2.7.1. Multiplication of enforcement measures

The existence of a preceding seizure does not prevent the judicial officer from performing a similar operation in the event of new enforceable titles, whatever the nature of the seizure (movable or immovable).

2.7.2. Un-attachable goods

The Hungarian law enacts a whole series of measurements which limits the effects of the procedures of execution.

- On the bank accounts: it is made obligation to leave a minimal sum which corresponds to the retirement pension.
- On wages: a minimum of 100 € must be left at the disposal of the debtor.
- On movable: certain pieces of furniture necessary to the life of the debtor remain are not attachable.

2.7.3. Civil bankruptcy

This procedure is unknown. The impecunious debtor can only request a financial assistance from the state.

2.7.4. Dispute over enforcement

In the event of a dispute occurring during enforcement, the judicial officer continues his action while ignoring the object of the dispute. It lies with the party that is opposing the enforcement to lodge a case before the judge who will solve the case.

2.7.5. Terms of payment

Only the judge can grant terms of payment. The law does not impose limit. According to the judicial officers, the judges are very restrictive in the attribution of such terms. The judge can suspend the enforcement at the request of the debtor in the following cases:

- in case of serious and long illness of the debtor or the persons under his care
- in case of a natural disaster striking the debtor during the enforcement procedure
- in consideration of the number of people under the care of the debtor.

If the measure concerns the eviction of a building, the judge can grant the suspension of the procedure (at the debtor's request) but only once and only for a period not exceeding six months.

2.7.6. Preferred creditors

According to the nature of the debt, it profits from a privilege

2.8. Specific rulings applicable to the judicial officers

2.8.1. Obligation to act

The judicial officer is obliged to act when legally required (except for the traditional incompatibilities). The Hungarian judicial officers proceed to the sales of personal and real estate property. Occasionally they make statements of facts.

2.8.2. Information

The judicial officer is held with double information.

- a) Towards the creditor, he must keep him informed of the evolution of the case and of the estimated cost of the expenses being exposed
- b) Towards the debtor, he must specify the content of his actions by means of notification which include information on the grounds for appeal and on the deadlines to be respected.

2.8.3. Terms of payment

The principle is that the judicial officer cannot grant terms of payment. In reality he practises a kind of mediation which leads to the instalment of such terms.

2.8.4. Times of intervention - tax

As from the date of the reception of the advance payment the judicial officer must carry out his actions within thirty days. Regarding the expenses, in the event of disputes, those are set by the Law and the court can only modify the amount only in case of a wrong application of the rule.

2.8.5. Times of transfer of the funds

The transfers must be carried out the very same day.

2.8.6. Penetration in the private places - police force

In the absence of debtor, the judicial officer can open the doors and penetrate his residence to carry out a seizure. It should be noted that the assistant judicial officers do not have the quality to practise such an intervention. The presence of a witness is compulsory. The seized objects remain, in general, between the hands of the debtor except cases when it is required to sequester them elsewhere to prevent a possible diversion. The authorities have the obligation, in case of resistance, to accompany the judicial officer in his interventions. However, in case of eviction, the judicial officer must have an approval from the judge for the police to intervene. According to the enforcement Code, the police must assist the judicial when required.

2.8.7. Order for payment to pay – debt collection

- a) Order for payment: this procedure exists in Hungary, but only the lawyer can lodge a request.
- b) Debt collection: it is reminded that the Hungarian judicial officers can carry out the amicable collection of debts.

It should be noted that in case of an engagement from the debtor, within the framework of an informal agreement backed up with a mortgage, in the event of non-payment, the creditor is allowed to proceed with the sale of the immovable by the sole intervention of the judicial officer.

In conclusion, in many regards, it is undeniable that if the prerogatives granted to the Hungarian judicial officers are comparable with those allotted to the French judicial officers or those of the Benelux countries, the rules of procedures prove to be much more rigorous in particular than in France or Belgium and appear to be particularly effective.

Bureau d'huissier de justice à Budapest – Judicial officer's office in Budapest





La présence des huissiers de justice en Slovaquie

En Slovaquie, les procédures civiles d'exécution sont régies par la loi n°233/1995. Dans ce texte, l'Etat a délégué une partie du pouvoir judiciaire – le recouvrement des créances – entre les mains de personnes publiques, les huissiers de justice, nommés par la ministre de la Justice.

Au cours de l'histoire de notre institution, nous avons été les témoins de nombreuses réformes qui ont grandement influé sur nos activités. A l'actif de ces changements, nous avons eu la possibilité de participer à l'élaboration des textes. La Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie a pu présenter ses points de vue et les défendre. Je considère cela comme très positif parce que la plupart des modifications ont été réalisées avec nous. Néanmoins, plusieurs articles ne sont pas issus de réflexions de bon sens, mais résultent d'une volonté politique.

Les réformes instituées par la loi n°341/2005 sont entrées en application le 1er septembre 2005. Il s'agit de la 14e modification. Après une longue gestation, je suis persuadé que cette réforme représente un apport substantif pour les activités des huissiers de justice.

Elle réduit les problèmes d'interprétation et ceux liés à l'application de la loi sur les procédures civiles d'exécution.

Les changements principaux de nature procédurale sont les suivants :

- fin du dualisme : dorénavant, seuls les huissiers de justice sont habilités à exécuter les décisions de justice ;
- l'exécution des décisions de justice est définie comme étant une activité de puissance publique ;
- la contrainte par corps est possible par l'intermédiaire des forces de l'ordre ;
- parmi les titres exécutoires figurent les décisions du Conseil de l'Union européenne, de la Commission européenne, de la Cour de justice des communautés européennes ainsi que les règlements européens comme le titre exécutoire européen ;
- précisions concernant la procédure de vente de fonds de commerce ;
- délai, fixé à soixante jours, pour juger des contestations relatives aux procédures d'exécution et pour régler les questions liées à la procédure d'ordre en matière immobilière.

Par ailleurs, les changements suivants concernent le

statut des huissiers de justice :

- l'acte d'huissier de justice est considéré comme ayant une valeur juridictionnelle ;
- impossibilité pour l'huissier de justice de diriger une société commerciale ou une coopérative ;
- possibilité pour les huissiers de justice d'exercer les activités suivantes :
 - . mise en place d'échéanciers de paiement avec le débiteur à l'occasion de la procédure d'exécution
 - . signification des actes de procédure à la demande du tribunal
 - . conserver des fonds, des pièces ou les meubles à l'occasion d'une procédure d'exécution ;
- obligation, pour devenir huissier de justice, d'avoir une expérience juridique de trois ans ;
- obligation pour chaque huissier de justice de verser une caution de SK 100.000 (2 500 €) sur un compte bancaire, qui sera utilisée pour réaliser un audit à la fin de son exercice.

Bien que la réforme soit globalement positive pour notre profession, il est regrettable que l'huissier de justice n'ait pas été autorisé à dresser des procès-verbaux de conciliation entre les créanciers et les débiteurs. Il a été jugé que si l'huissier de justice avait eu cette prérogative, les juridictions auraient été déchargées d'une partie de leur matière. Je pense cependant que cette attribution sera adoptée dans quelques années car l'expérience de l'étranger montre tout son intérêt. Une telle attribution, comme le recouvrement amiable, revêt une importance de plus en plus grande.

Je déplore le fait qu'il n'y ait pas de *numerus clausus* pour notre profession en Slovaquie.

Notre pays compte aujourd'hui 268 huissiers de justice. La loi décide que tous les huissiers de justice doivent appartenir à notre chambre nationale. Cet organe, dont l'appartenance est automatique, ne réunit pas des personnes dont les intérêts et les buts sont communs. J'insiste volontairement sur ce point parce qu'il y a sein de notre communauté plusieurs individus ou groupes qui ont des idées divergentes

quant à la fonction et au rôle de l'huissier de justice au cours de l'exécution des décisions de justice. Notre profession est très spécifique et nécessite un grand professionnalisme.

Parmi les huissiers de justice slovaques, on trouve d'un côté des spécialistes qui considèrent leur métier comme une mission, et de l'autre des personnes qui travaillent avec l'arrogance qu'ils tirent de leur prétendue supériorité et de leurs pouvoirs. Malheureusement, ces cas d'espèces ne sont pas uniques et on les retrouve également dans d'autres professions.

Notre profession est ouverte à tous. Le ministre de la Justice est contraint de nommer à cette fonction toute personne qui remplit les conditions techniques pour exercer la fonction d'huissier de justice. La Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie n'intervient pas dans le processus de nomination.

Comme je l'ai indiqué, nos activités requièrent des compétences techniques mais également une moralité exemplaire. La moralité permet en effet de garantir aux justiciables une conduite irréprochable et le respect des règles de déontologie.

Tout le monde s'accorde pour dire que la profession d'huissier de justice n'a d'avenir que comme profession libérale. Inexorablement, les législations concernant les procédures civiles d'exécution s'harmonisent. Je pense que bientôt les critères que devront remplir les aspirants à la profession d'huissier de justice de tous les pays devraient avoir le même niveau de compétence, la même importance et la même autorité.

La réforme opérée par la loi de 2005 nous a sensiblement rapprochés des pays dans lesquels la profession d'huissier de justice existe depuis de nombreuses années. Je voudrais préciser que notre chambre nationale fêtera cette année son dixième anniversaire.



Notre tarif est réglementé par décret ministériel. Malgré tous les changements économiques, ce tarif, adopté il y a dix ans, est toujours en vigueur. Nous œuvrons ardemment pour une réforme tarifaire afin de l'adapter aux réalités économiques actuelles. Nous sommes confrontés à l'opinion des juges qui considèrent que les huissiers de justice sont très bien rémunérés.

La coopération avec le Ministère de la justice de la Slovaquie doit être considérée comme très satisfaisante. Le bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie comprend onze membres dont deux sont nommés directement par le ministre de la Justice. Jusqu'à aujourd'hui, les membres du bureau sont toujours en étroite relation avec le ministère de la Justice.

Cette coopération est très importante pour nous. Depuis 1995, où la profession a été créée en Slovaquie, il y a eu cinq ministres de la Justice. Nous leur avons toujours ouverts nos portes.

Nous avons également des relations très proches avec les représentants des facultés de droit. Nous avons des représentants dans quelques conseils scientifiques. Grâce à nos relations, nous avons réussi à ce que chaque huissier de justice soit titulaire d'un diplôme de droit. La loi qui a institué la profession n'a pas reflété cette volonté. Aujourd'hui

nos employés étudient dans ces Facultés et grâce aux contrats de coopération, nous avons la possibilité d'influer sur leur nomination.

Toute la mesure de l'intérêt de créer des associations d'huissiers de justice n'a pas encore été prise. Les offices d'huissiers de justice ressemblent à des entreprises familiales. Le nombre d'employés est d'environ sept et ce chiffre est stable depuis plusieurs années.

Je finirai par quelques mots concernant les problèmes que nous rencontrons au cours de l'exécution sur les biens des personnes physiques ou morales. Il n'est de secret pour personne que des accords privés puissent être conclus pour distraire les biens et échapper à l'exécution forcée. Ce problème existe lorsque les parties sont en profond désaccord. Dans ce cas, l'huissier de justice risque d'échouer dans ses tentatives d'exécution.

Les personnes physiques ou morales organisent leur insolvabilité. Il n'est pas rare que tel ou tel riche entrepreneur ou telle ou telle personne très connue ne possèdent aucun bien, rendant impossible toute mesure d'exécution à leur rencontre. Il va de notre intérêt de nous montrer prudent.

Si je devais définir d'un mot le bilan de notre exercice, ce serait par la fin du dualisme. Cette fin

du dualisme était une étape logique. L'exécution par les juridictions avait, selon mes informations, un taux de réussite de 0.1 % : elle était inefficace. La pratique a démontré que la présence des huissiers de justice dans les procédures d'exécution constitue la seule solution pour une exécution efficace des décisions de justice et autres titres exécutoires.

Aujourd'hui, seul l'huissier de justice est habilité à procéder au recouvrement de créances. C'est la preuve, s'il en fallait une, de notre utilité pour la société. Cependant, nous ne devons pas oublier qu'il nous faudra toujours lutter pour défendre nos intérêts, contre ceux qui voudraient restreindre nos compétences.

JUDr. Ladislav AGH
Président



The presence of the judicial officers in Slovakia

Opinion column

In Slovakia, the civil enforcement procedures are set by the law n°233/1995. In this text, the State delegated a part of the judicial power – recovery of the debts – between the hands of officials, the judicial officers, appointed by the Minister of Justice.

During the history of our institution, we witnessed many reforms which largely influenced our activities. To the credit of these changes, we had the possibility of taking part in the drafting of the texts. The National Chamber of the judicial officers of Slovakia was able to present its points of view and to defend them. I consider that as very positive because the majority of the modifications were carried out with us. Nevertheless, several articles do not result from the reflections of common sense, but result from a political decision.

The reforms set by the law n°341/2005 came into force on September 1, 2005. This is the 14th modification. After a long gestation, I am persuaded that this reform represents a substantive contribution for the activities of the judicial officers.

It reduces the problems of interpretation and those involved in the implementation of the law on the civil enforcement procedures.

The principal changes of procedural nature are as follows:

- end of dualism: henceforth, only the judicial officers are entitled to carry out the court decisions
- the execution of the court decisions is defined as being an activity of public power
- the civil imprisonment is possible via the police force
- among the enforceable titles are the Decisions of the Council of the European Union, of the European Commission, of the Court of Justice of the European Communities as well as the European

Regulations as the European Enforcement Order for uncontested claims

- specifications concerning the procedure of the sale of businesses
- the time, fixed at sixty days, to consider disputes relating to the procedures of enforcement and to settle the questions related to the procedure of distribution of monies after the forced sale of a real estate

In addition, the following changes relate to the statute of the judicial officers:

- the act of judicial officer is regarded as having a jurisdictional value
- impossibility for the judicial officer of directing a commercial company or a co-operative



- possibility for the judicial officers of carrying out the following activities:
 - . installation of terms of payment with the debtor during the enforcement procedure
 - . service of the legal documents at the request of the court
 - . to preserve of monies, items or furniture collected during an enforcement procedure
- obligation, to become a judicial officer, to have a three years legal experience
- obligation for each judicial officer to give a guaranty of SK 100,000 (2,500 €) on a bank account, which will be used to carry out an audit at the end of his exercise

Although the reform in its overall is positive for our profession, it is regrettable that the judicial officer was not authorised to draw up reports of conciliation between the creditors and the debtors. It was judged that if the judicial officer had had this prerogative, the jurisdictions would have been discharged from part of their activities. I think however that this attribution will be adopted in a few years because the experiment from abroad shows all its interest. Such an attribution, like debt collecting, has an increasingly large importance.

I deplore the fact that there is no fixed number of positions for our profession in Slovakia.

Our country counts 268 judicial officers today. The law decides that all the judicial officers must belong to our National Chamber. This body, whose membership is automatic, does not bring together people whose interests and goals are common. I voluntarily insist on this point because there is in our community several individuals or groups who have divergent ideas as for the role and function of the judicial officer during the enforcement of court decisions. Our profession is very specific and requires a great professionalism.

Among the Slovak judicial officers, one finds on one hand the specialists who regard their trade as a mission, and on the other hand the people who work with the arrogance that they draw from their alleged superiority and their capacities. Unfortunately, these concrete cases are not single and one also finds them in other professions.

Our profession is opened with all. The Minister of Justice is constrained to appoint any person who meets the technical conditions to exert the function of judicial officer. The Slovakian National Chamber of judicial officers does not intervene in the process of appointment.

As I indicated, our activities require technical skills but also an exemplary morality. Morality indeed makes it possible to guaranty to the citizens an irreproachable behaviour and the respect of ethical rules.

Everyone agree on saying that the occupation of judicial officer has a future only as a self employed profession. Unrelentingly, the legislations concerning the civil procedures of execution are harmonised. I think that soon the criteria which the candidates to the occupation of judicial officer will have to fulfil will be harmonised. The judicial officers of any country should have the same qualification level, the same importance and the same authority.

The reform operated by the law of 2005 appreciably brought us closer to the countries in which the occupation of judicial officer has exists for many years. I would like to specify that our National Chamber will celebrate this year its tenth birthday.

Our tariff is regulated by a ministerial decree. Despite the economic changes, this tariff, adoptee ten years ago, is still in force. We ardently work for a tariff reform in order to adapt it to the current economic realities. We are confronted with the opinion of the judges who consider that the judicial officers are very well remunerated.

The co-operation with the Ministry for the justice of Slovakia must be regarded as very satisfactory. The board of the Slovakian National Chamber of the judicial officers includes eleven members of which two are directly appointed by the Minister of Justice. To this day, the members of the board are always in close relationship to the ministry of Justice.

This co-operation is very important for us. Since 1995, where the profession was created in Slovakia, there were five Ministers of Justice. We always opened our doors to them.

We also have very close relations with the representatives to the Faculty of Law. We have representatives in scientific councils. Thanks to our relations, we managed that each judicial officer is titular of a Law diploma. The law which instituted our profession did not reflect this will. Today our employees study in these Faculties and thanks to the contracts of co-operation, we have the possibility of influencing their appointment.

All the interest of allowing associations of judicial officers has not been considered yet. The offices of judicial officers resemble family companies. The number of employees is approximately seven and this figure has been stable for several years.

I will finish by some words concerning the problems which we encounter during the distraint of goods belonging to persons or entities. It is not a secret that private agreements can be concluded to distract the goods and to escape the distraint. This problem exists when the parts are in deep disagreement. In this case, the judicial officer is likely to fail in his attempts at enforcement.

Some persons or entities can be tempted to organise their insolvency. It is not rare that a rich or a well known person does not have any good, making impossible any enforcement proceedings against him. In these cases, we need to be careful.

If I were to define in a word the assessment of our exercise, it would be by the end of dualism. This end of dualism was a logical stage. The execution by the jurisdictions had, according to my information, a rate of success of 0.1%: it was ineffective. The practise showed that the presence of the judicial officers in the procedures of enforcement constitutes the only solution for an effective enforcement of the court decisions and other enforceable titles.

Today, only the judicial officer is entitled to carry out the collection of debts. It is the proof, if needed, of our utility for society. However, we should not forget that it will always be necessary for us to fight to defend our interests, against those which would like to restrict our competences.

JUDr. Ladislav AGH
President

La multidisciplinarité des huissiers de justice au cœur des 3e rencontres UIH-Euromed

Sept pays ont participé aux 3e rencontres UIH-Euromed qui se sont déroulées à Athènes des 13 au 16 septembre 2006.

L'huissier de justice partenaire de l'entreprise

Sous l'initiative de Françoise Andrieux, ex présidente de la chambre départementale des huissiers de justice des Bouches du Rhône (France), et l'impulsion de l'UIH, UIH-Euromed a été créée en avril 2004 à Marseille entre les pays du pourtour méditerranéen (Algérie, Espagne, France, Grèce, Maroc, Portugal et Tunisie). Son objectif est inspiré du processus de Barcelone visant à étendre les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats du continent africain bordés par la Méditerranée, Son contenu vise à promouvoir :

- le rapprochement entre les huissiers de justice des Etats concernés afin d'apporter une efficacité accrue dans la gestion de leurs moyens
- une profession d'huissier de justice homogène conçue sur des critères normatifs communs qui privilégieront les axes économiques conventionnels tels que ceux rattachés aux activités de signification, exécution, recouvrement, ventes, constats, etc.

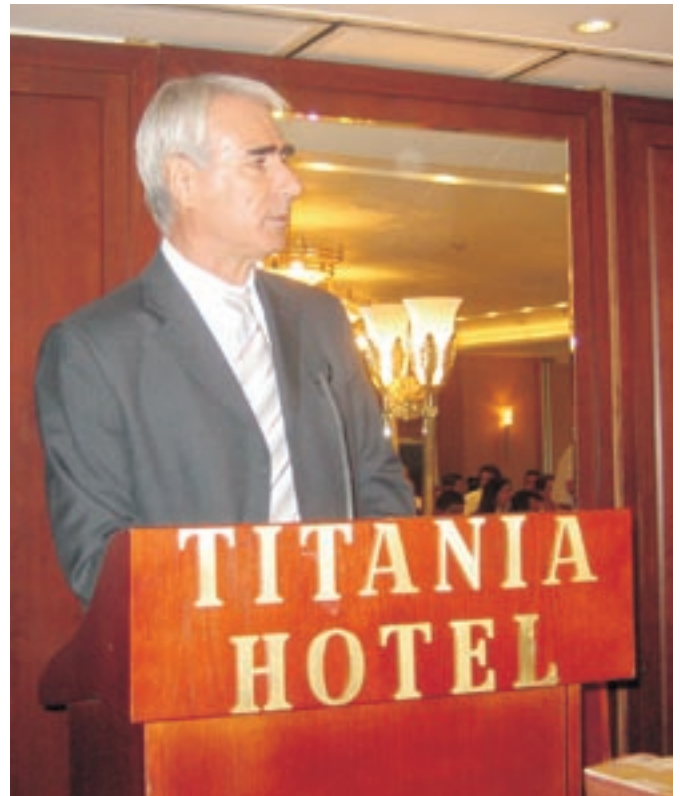
Enfin, UIH-Euromed regroupe les synergies destinées à soutenir la mise en oeuvre de tous réseaux inter actifs entre les huissiers de justice, notamment dans la recherche d'une meilleure communication, d'une information rapide et le relais en matière de recouvrement.

Après la Tunisie en 2005, c'était au tour de la Grèce, dans sa prestigieuse capitale Athènes, d'accueillir les délégations venues des pays du pourtour méditerranéen. Tous les pays ont répondu présent à l'exception du Maroc, empêché. On notera également la présence très remarquée des représentants de Chypre et de la Croatie, tous deux invités.

On se doit de saluer le président de l'Association des huissiers de justice d'Athènes, Efthimios Preketes, et son bureau, pour l'excellence de l'organisation du séminaire et pour la chaleur de leur accueil. Mais après tout, ne sont-ils pas Grecs ? On ne saurait oublier que les rencontres ont été coordonnées avec l'aide précieuse et efficace de Mourad Skander, secrétaire permanent d'UIH-Euromed, président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie.

Le thème général des rencontres était « l'huissier de justice partenaire de l'entreprise ». Une soixantaine d'huissiers de justice grecs sont venus assister aux débats pendant trois journées d'une intensité exceptionnelle.

Pour ces journées, il avait été décidé, à titre d'expérience, de développer les différents thèmes sous l'angle du droit comparé. L'exercice s'est avéré d'un intérêt extraordinaire. C'était en effet la première fois que l'on avait l'occasion



Efthimios Preketes, président de l'Association des huissiers de justice d'Athènes – President of the Association of Judicial Officers of Athens



Françoise Andrieux, huissier de justice (France) – Judicial Officer (France)



Dragutin Sapirov- Croatia – Croatia

de dévoiler — très souvent en détail — les rouages de l'exécution et les spécificités de la profession d'huissier de justice dans une dizaine de pays. Assurément, l'expérience sera prochainement renouvelée.

Des voies pour harmoniser les actions des huissiers de justice

Dans son discours d'ouverture, le président Efthimios Preketes a indiqué son attachement à la formation professionnelle et a reconnu qu'il fallait que les huissiers de justice européens tendent ensemble à harmoniser leurs activités en vue de la mise en place d'un code européen de l'exécution qui semble inéluctable.

Jacques Isnard, président de l'UIH, saluant la pensée progressiste du président



Christian Lorenzo Ruiz Martinez – Espagne – Spain



Mohamed Chérif, président de la chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie – President of the National chambers of judicial officers of Algeria



Stéphane Gensollen – France

grec, a indiqué dans son discours que UIHJ-Euromed avait inspiré les confrères d'Europe centrale et du Nord, lesquels venaient de créer UIHJ-Eurodanube. Le président Isnard a rappelé que UIHJ-Euromed a pour volonté de tenter de trouver des voies pour harmoniser les actions des huissiers de justice. Ceci afin de parvenir à tisser une véritable toile autour de la Méditerranée et renforcer l'efficacité de la justice, au profit des justiciables et des entreprises, dans un but également très défini, celui de mieux échanger dans le domaine du renseignement, de l'information sur la situation juridique dans un

pays, d'intensifier le rassemblement des huissiers de justice dans un monde qui, du fait de l'essor de la mondialisation, est en perpétuel mouvement. Dans ce cadre, a continué le président, l'huissier de justice moderne devra considérer qu'il est impératif d'élargir le champ de ses activités. Il faut que l'huissier de justice soit pluridisciplinaire. Il faut qu'il ait une meilleure capacité de connaissances juridiques. Il faut des critères communs sur le plan européen, à savoir :

- être juriste, avoir fait des études de droit
- avoir effectué un stage de formation et subi un examen de reconnaissance de capacité
- être responsable de ses activités
- être assujéti à un régime très rigoureux en matière de déontologie et de discipline
- être assujéti à un système de formation permanent et continue.

Des fossés vertigineux

La première journée a été consacrée tout entière au thème du recouvrement de créances.

La table ronde était composée de Jacques Isnard (modérateur), Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie, Roland Demeerleer, membre du bureau de l'UIHJ (Belgique), Françoise Andrieux, huissier de justice (France), Dragutin Sapirov, chef des huissiers de justice de Zagreb (Croatie), Preketes Efthimios, président de l'Association des huissiers de justice d'Athènes, Antonio Gomes Da Cunha, président de la Chambre nationale des Solicitadores (Portugal) et Faycel Ben Mahfoudh, vice-



Une partie de l'assistance – A part of the crowd

président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie.

Au travers de ce thème on a pu voir les fossés vertigineux existants entre les pays. Dans certains pays (France, Belgique, Grèce, Portugal) le recouvrement de créances est une activité courante et en pleine expansion. Dans d'autres pays elle n'existe pas ou elle est interdite aux huissiers de justice (Chypre, Croatie, Tunisie). Quant à l'Algérie, seul l'huissier de justice peut y procéder. Les intervenants ont été littéralement assaillis par les questions de la salle, démontrant tout l'intérêt que présente cette activité pour la profession et prouvant que l'UIHJ s'était montrée visionnaire lorsqu'elle avait initié en avril 2004 les premières assises mondiales du recouvrement à Bruxelles (Belgique).

Le deuxième thème concernait l'information sur le débiteur.

La table ronde réunissait Kotsas Hagikotseas (Chypre), Mohamed Bousmaha, membre de la chambre régionale des huissiers de justice du centre de l'Algérie (Algérie), Andreas Androutsopoulos (Grèce), Preketes Efthimios (Grèce), Roland Demeerleer (Belgique), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Espagne), Stéphane Gensollen, membre de l'UIHJ (France), José Vieira, président de la Chambre nationale des Solicitadores de l'exécution (Portugal) et Faycel Ben Mahfoudh (Tunisie).

Là, le constat est plutôt décevant. Bien souvent, l'huissier de justice ne dispose pas de moyens d'investigation autres que celui de tout citoyen. A ce titre, on ne peut que constater que les pays sont loin de remplir les vœux de la recommandation Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice. La recommandation précise en effet que la recherche et la saisie

des biens des débiteurs devraient être rendus aussi efficace que possible, et que la collecte des informations nécessaires concernant le débiteur devrait être rapide et efficace par l'intermédiaire d'informations pertinentes contenues dans les registres ou d'autres sources. Cela est loin d'être le cas dans la plupart des pays. Stéphane Gensollen s'est livré à un brillant exposé pour démontrer tout l'intérêt de l'information dans le cadre d'une bonne administration de la justice. Si en France, l'huissier de justice peut interroger directement le fichier des comptes bancaires, il doit s'adresser au procureur de la République pour obtenir les renseignements concernant l'adresse du débiteur et les coordonnées de son employeur. Le système d'inscription des biens immobiliers n'étant pas centralisé, il est pratiquement impossible de savoir si un débiteur possède des biens immobiliers sans une adresse précise. Au Portugal, l'accès aux renseignements passe par le juge. En particulier, l'accès on line des renseignements n'est pas encore répandu. Et pourtant, il constitue le moyen le plus simple, le plus rapide, et le moins coûteux. Pour sa part, Mohamed Bousmaha a souligné que le thème choisi est révélateur de la maturité de la vision de l'UIHJ et aussi de la pertinence de son action à travers le monde qui vise à accompagner d'une main experte les mouvements de réforme de la justice mené par les Etats et les différentes institutions internationales. Chacun s'est finalement accordé pour dire que les huissiers de justice, porteurs d'un titre exécutoire, doivent avoir

À travers les constats, l'huissier de justice est appelé à établir la preuve d'une situation de fait et d'en retenir les éléments matériels. De nos jours, le constat présente, dans la majorité des pays, un volume important et qui ne cesse de se développer dans le travail des huissiers de justice. Le constat est tellement présent en Algérie dans le système des modes de preuve que les huissiers de justice en ont le monopole. En France ou en Belgique, les constats constituent un monopole de fait, en raison de la qualité et du professionnalisme des huissiers de justice qui les réalisent au quotidien. Les constats constituent une véritable valeur ajoutée au service public de la justice a rappelé Françoise Andrieux dans son intervention, car ils déterminent souvent l'issue du procès et permettent d'ailleurs bien souvent de les éviter, le défendeur fautif préférant un arrangement avec son créancier aux affres d'un procès dont il serait le perdant. Par ailleurs, les constats représentent une activité lucrative méritée et salutaire pour la pérennité des offices d'huissiers de justice. Les pays présents qui ne pratiquent pas le constat ou qui ne le connaissent se sont montrés très curieux envers cette matière d'avenir.

Le quatrième et dernier atelier abordait le double thème d'une brûlante actualité : celui des réseaux et des perspectives d'avenir pour les huissiers de justice au regard de la législation européenne. Pour en débattre, la table ronde rassemblait Mourad Skander (Tunisie), modérateur, Kotsas Hagikotseas, (Chypre),



Faycel Ben Mahfoudh — Tunisie — Tunisia



Mohamed Bousmaha — Algérie — Algeria



Andreas Androutopoulos — Grèce — Greece

un accès direct et rapide aux informations pouvant permettre une exécution efficace, dans le respect des droits de la défense.

Renforcer la structure financière des offices

La troisième table ronde avait pour thème la recherche de la preuve. Les participants étaient Mourad Skander, secrétaire permanent d'UIHJ-euromed (Tunisie), modérateur, Kotsas Hagikotseas (Chypre), Mohamed Bousmaha, (Algérie), Dionysis Kriaris, trésorier de l'Association des huissiers de justice d'Athènes (Grèce), Helias Zachacos, secrétaire de l'Association des huissiers de justice d'Athènes (Grèce), Preketes Efthimios (Grèce), Roland Demeerleer (Belgique), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Espagne), Françoise Andrieux (France), Antonio Gomes Da Cunha (Portugal) et Hatem Mechalal, membre du conseil de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, chargé de la formation (Tunisie).

Mourad Skander a indiqué que, dans le cadre de l'aménagement de la preuve, l'huissier de justice est appelé à intervenir notamment en dressant à la demande des justiciables des procès-verbaux de constats et des sommations.

Mohamed Chérif (Algérie), Preketes Efthimios (Grèce), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Espagne), Françoise Andrieux, (France), Mathieu Chardon, premier secrétaire de l'UIHJ (France) et Antonio Gomes Da Cunha (Portugal).

Le thème des réseaux a été abordé par Françoise Andrieux. Notre consoeur a expliqué que la sauvegarde de la profession doit se faire par l'uniformisation transfrontalière et la pérennisation financière. En définitive, a-t-elle indiqué, le réseau permet de renforcer la structure financière des offices, de répondre à la demande des clients, d'envisager une meilleure répartition géographique et d'utiliser des méthodes harmonisées.

Pour Mathieu Chardon (France), il est vital que l'UIHJ soit au cœur des débats institutionnels européens. On ne peut pas faire une Europe du droit sans consulter les professionnels du droit. Les huissiers de justice étant chargés de l'exécution, ils doivent prendre part au processus législatif. C'est vers cette voie, semble-t-il, que nous nous tournons, a indiqué le premier secrétaire de l'UIHJ. Nous sommes maintenant présents dans les institutions et participons régulièrement aux réunions qui concernent le Réseau judiciaire européen, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), ou encore l'application des



instruments européens comme le règlement 1348/2000 du 29 mai 2000 en matière de signification.

47 nouveaux confrères grecs

A l'issue de trois journées passionnantes mais harassantes — en particulier pour les traducteurs dont il faut saluer l'excellence du travail — chacun a pu se retrouver au cours d'une soirée mémorable où la musique et la danse traditionnelles prirent le relais sur les conversations scientifiques de la journée. En particulier les talents de musicien d'Efthimios Preketes au Bouzouki firent l'admiration de tous. Et les huissiers de justice furent une nouvelle fois à l'honneur : pas moins de 47 jeunes huissiers de justice grecs fêtaient leur nomination au cours de la soirée. Le président Isnard fut d'ailleurs réquisitionné pour remettre les diplômes aux impétrants. Nul doute que nos nouveaux confrères, que nous accueillons dans la grande famille mondiale des huissiers de justice, auront été touchés par cet honneur dont le président de tous les huissiers de justice s'est acquitté avec l'enthousiasme et la chaleur qu'on lui connaît.

Quant à l'intérêt d'UIHJ-Euromed, il n'est désormais plus à prouver. Nous attendons tous avec impatience les prochaines rencontres dont le lieu et la date seront prochainement dévoilés.



Mourad Skander, secrétaire permanent d'UIHJ-Euromed
— Permanent secretary of UIH-Euromed



Helias Zachacos — Grèce — Greece

Vue sur la colline d'Athènes — View of the hill over Athens



The Multi-field judicial officers at the heart of the 3rd UIHJ-Euromed meeting

Seven countries took part in the 3rd UIHJ-Euromed meeting which proceeded in Athens (Greece) from 13 to 16 September, 2006.

Judicial officers as business partners

Under the initiative of Francoise Andrieux, former president of the departmental chamber of the judicial officers of the Bouches du Rhone (France), and the impulse of the UIHJ, UIHJ-Euromed was created in April 2004 in Marseille between the countries of the Mediterranean area (Algeria, Spain, France, Greece, Morocco, Portugal and Tunisia). Its objective is inspired by the Process of Barcelona aiming at extending the economic relations between the European Union and the States of the African continent bordered by the Mediterranean,

Its contents aim at promoting:

- the bringing together between the judicial officers of the States concerned in order to bring an effective increase in the management of their means
- an occupation of homogeneous judicial officer designed on common normative criteria which will privilege the conventional economic axes such as those attached to the activities of service of documents, enforcement, debt collecting, auctions, statements of facts, etc.

Lastly, UIHJ-Euromed gathers synergies intended to support the implementation of all networks between the judicial officers, in particular in the search of a better communication, fast information and the relay as regards debt collection.

After Tunisia in 2005, it was with the turn of Greece, in its prestigious capital Athens, to greet the delegations from the countries of the Mediterranean area. All the countries convened except for Morocco, which was excused. One will also note the presence of the representatives of Cyprus and Croatia, both as guests, invited by Greece.

One must acknowledge the president of the Association of the judicial officers of Athens, Efthimios Preketes, and his board, for the excellence of the organisation of the seminar and for the warmth of their welcome. But after all, aren't they Greek? One could not forget that the meetings were coordinated with the invaluable and effective assistance of Mourad Skander, permanent secretary of UIHJ-Euromed, president of the National Order of the judicial officers of Tunisia.

The general topic of the meetings was "the judicial officer as a business partner".

About sixty Greek judicial officers attended the conference during three days of an exceptional intensity.

It had been decided, as an experiment, to develop the various topics under the



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of UIHJ

angle of comparative law. The exercise proved to be extremely interesting. It was indeed the first time that it was made possible to disclose - very often in details - the systems of enforcement and the specificities of the occupation of judicial officer in ten countries. Undoubtedly, this experiment will be renewed soon.

Finding ways to harmonise the actions of the judicial officers

In his opening speech, president Efthimios Preketes indicated his attachment to the professional training and recognised that it was necessary that the European judicial officers tend together to harmonise their activities for the installation of a European code of enforcement which seems inescapable.

Jacques Isnard, president of the UIHJ, greeting the modern thinking of the Greek president, indicated in his speech that UIHJ-Euromed had inspired the fellow-members of Central Europe and North, which had just created UIHJ-Eurodanube. President Isnard pointed out that UIHJ-Euromed has as a will to try to find ways to harmonise the actions of the judicial officers. This in order to manage to create a web around the Mediterranean and to reinforce the effectiveness of justice, with the profit of the citizens and companies, with a very definite aim also, that of a better exchange in the field of information, of information on the legal situation in a country, to intensify the gathering of the judicial officers in a world which, because of the rise of globalization, is in perpetual movement. Within this framework, continued the president, the modern judicial officer will have to consider that it is imperative to widen the

field of his activities. It is necessary that the judicial officer is multi-field. It is necessary that he has a better capacity of legal knowledge. One needs common criteria on the European level, namely:

- to be a lawyer, to have made law studies
- to have carried out a training course and to have undergone a professional examination
- to be liable for his activities
- to be subjected to a strict code of ethics
- to have to undergo an ongoing training

Vertiginous gaps

The whole of the first day was devoted to the topic of the debt collection.

The round table was made up of Jacques Isnard (chairman), Mohammed Chérif, president of the national Chamber of the judicial officers of Algeria, Roland Demeerleer, member of the board of the UIHJ (Belgium), Françoise Andrieux, judicial officer (France), Dragutin Sapiro, chief of the judicial officers of Zagreb (Croatia), Preketes Efthimios, president of the Association of the judicial officers of Athens, Antonio Gomes Da Cunha, president of the national Chamber of Solicitadores (Portugal) and Faycel Ben Mahfoudh, vice-president of the national Order of the judicial officers of Tunisia.

Through this topic one could see the existing vertiginous gaps between the countries. In certain countries (France, Belgium, Greece, Portugal) debt collection is a normal activity and is in full expansion. In other countries it does not exist or it is prohibited to the judicial officers (Cyprus, Croatia, Tunisia). As for Algeria, only the judicial officer can proceed to it.

The speakers were literally flooded by the questions from the room, showing all the interest of this activity for the profession and proving that the UIHJ had proved visionary when it had initiated in April the 2004 the first world bases of debt collection in Brussels (Belgium).

The second topic related to information on the debtor.

The round table joined together Kotsas Hagikotseas (Cyprus), Mohammed Bousmaha, member of the regional chamber of the judicial officers of the centre of Algeria (Algeria), Andreas Androutsopoulos (Greece), Preketes Efthimios (Greece), Roland Demeerleer (Belgium), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Spain), Stephan Gensollen, member of the UIHJ (France), Jose Vieira, president of the national chamber of Solicitadores of enforcement (Portugal) and Faycel Ben Mahfoudh (Tunisia).



Première table ronde – First round table



Deuxième table ronde – Second round table

There, the report is rather disappointing. Very often, the judicial officer does not have means of investigations other than that of any citizen. For this reason, one can only note that the countries are far from filling the wishes of the recommendation Rec (2003) 17 from September 9, 2003 of the Committee of the ministers of the Council of Europe to the Member States as regards enforcement. The recommendation specifies indeed that the research and the seizure of the goods of the debtors should be made as effective as possible, and than the collection of information necessary concerning the debtor should be fast and effective via relevant information contained in the registers or other sources. That is far from being the case in the majority of the countries. Stephan Gensollen made a brilliant presentation to show all the interest of information within the framework of a good administration of justice. If in France, the judicial officer can question directly the National registry of the bank accounts, he must address to the public prosecutor to obtain the information concerning the address of the debtor and the references of his employer. The system of inscription of real estates not being centralised, it is practically impossible to know if a debtor has immovable goods without indicating a precise address. To Portugal, the access to the information passes through the judge. In particular, the one line access of the information is not yet widespread. And yet, it constitutes the simplest, fastest, and least expensive means. For his part, Mohammed Bousmaha stressed that the selected topic is revealing the maturity of the vision of the UIHJ and also of the relevance of its action throughout the world which aims to accompany with an expert hand the movements of judicial reforms

carried out by the States and the various international institutions. Each one finally agreed for saying that the judicial officers, carrying an enforceable title, must have a direct and fast access to information in order to allow an effective enforcement, in the respect of the rights of the defendant.

Reinforcing the financial structures of the offices

The subject of the third round table was the search of evidence. The participants were Mourad Skander, permanent secretary of UIHJ-Euromed (Tunisia), chairman, Kotsas Hagikotseas (Cyprus), Mohammed Bousmaha, (Algeria), Dionysios Kriaris, treasurer of the Association of the judicial officers of Athens (Greece), Helias Zachacos, secretary of the Association of the judicial officers of Athens (Greece), Preketes Efthimios (Greece), Roland Demeerleer (Belgium), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Spain), Françoise Andrieux (France), Antonio Gomes Da Cunha (Portugal) and Hatem Mechalah, member of the council of the national Order of the judicial officers of Tunisia, in charge of training (Tunisia). Mourad Skander indicated that within the framework of the constitution of evidence, the judicial officer has to intervene in particular with the drawing up of statements of facts and summons at the request of the citizens. Through his statements, the judicial officer has to establish the proof of a de facto situation and to concentrate on the material elements of them. Nowadays, the statements of facts present, in the majority of the countries, a large volume of activities which does not cease to develop in the work of the judicial officers. The statement of fact is so present in Algeria in the system of the modes of evi-



Kotsas Hagikotseas – Chypre – Cyprus



Roland Demeerleer, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ



José Vieira – Président des Solicitadores de l'exécution – President of the Enforcement Solicitadores (Portugal)



Troisième table ronde – Third round table

dence that the judicial officers have the monopoly of it. In France or Belgium, the statements of facts constitute a de facto monopoly, because of the quality and the professionalism of the judicial officers who carry them out daily. The statements of facts constitute a true benefit on the public service of justice pointed out Francoise Andrieux in her intervention, because they often determine the issue of the lawsuit and make it possible very often to avoid them, the faulty defendant preferring an arrangement with his creditor to the erring of a lawsuit of which he would be the losing one. In addition, the statements of facts are a significant deserved and salutary element for the timelessness of the offices of judicial officers. The countries present which do not practise the statement of facts or which did not know them were very curious towards this domain of future activities. The fourth and last workshop approached the double subject of an extreme topicality: that of the networks and the future prospects for the judicial officers in comparison with the European legislation. To discuss it, the round table gathered Mourad Skander (Tunisia), regulator, Kotsas Hagikotseas, (Cyprus), Mohammed Chérif (Algeria), Preketes Efthimios (Greece), Christian Lorenzo Ruiz Martinez (Spain), Francoise Andrieux, (France), Mathieu Chardon, first secretary of the UIHJ (France) and Antonio Gomes Da Cunha (Portugal).

The topic of the networks was approached by Francoise Andrieux. Our colleague explained that the safeguard of the profession must be done by the trans-border standardisation and the financial perpetuation. Ultimately, she indicated, the network makes it possible to reinforce the financial structure of the offices, to meet the request of the customers, to consider a better geographical distribution and to use harmonised methods.

For Mathieu Chardon (France), it is vital that the UIHJ is in the heart of the European institutional debates. One cannot make the Europe of the law without consulting the law professionals. The judicial officers being in charge of the execution, they must take share with the legislative process. It seems, that this is the direction were we are heading for, indicated the first secretary of the UIHJ. We are now present in the institutions and regularly take part in the meetings which relate to the European legal Network, the European Commission for the efficiency of justice (CEPEJ), or the application of the European instruments like the 1348/2000 of May 29, 2000 regulation as regards service of documents.



Hatem Mechalah – Tunisie – Tunisia



Dionysis Kiriatis – Grèce – Greece

47 new Greek colleagues

After three enthralling but harassing days – in particular for the translators of which it is necessary to greet the excellence of the work – everyone was invited to a memorable evening where traditional music and dance took over on the scientific conversations of the day. In particular the musical talents of Efthimios Preketes on Bouzouki made the admiration of all. And the judicial officers were once again honoured: no less than 47 young Greek judicial officers celebrated their appointment during the evening. President Isnard was required to handle the diplomas to the candidates. There is no doubt that our new fellow-members, whom we greet in the worldwide family of the judicial officers, will have been touched by this honour made by the president of all the judicial officers with enthusiasm and the warmth that we know from him. As for the interest of UIHJ-Euromed, it does not need to be proven anymore. We impatiently await the next meetings whose place and date will be revealed soon.

Vue d'Athènes – View of Athens





1er colloque international à Ndjamena (23/24 février 2006)

Les huissiers de justice du Tchad ont créé l'événement dans tout le pays à l'occasion du 1er colloque international patronné par l'UIHJ, l'UFOHJA et l'ENP et organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad.



Jacques Isnard, Edouard Ngarta Mbaïou Roum, ministre de la Justice du Tchad (Minister of Justice of Chad) Elysé Ndjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad (president of the National chamber of judicial officers of Chad)

Un colloque très remarqué de la presse et des autorités

Pour une première, la jeune chambre nationale des huissiers de justice du Tchad et son président, Elysé Eldjimbaye (la profession libérale a été créée en 2001) a réalisé un coup d'éclat avec l'organisation du colloque international qui s'est tenu les 23 et 24 février 2006 à Ndjamena sur le thème du « recouvrement des créances de la procédure d'injonction de payer et du rôle de l'huissier de justice ».

Largement diffusé dans la presse ce colloque a reçu le soutien des médias et celui très remarqué des autorités.

Ainsi la délégation de l'UIHJ accompagnée du président El Djimbaye et du secrétaire adjoint, Moussa Youssouf, devait être reçue en l'absence momentanée du garde des sceaux, ministre de la justice, par le général Bichara Issa Djallah, ministre délégué à la Présidence de la République, ministre de la Défense qui lui réserva un accueil très chaleureux.

La séance de clôture fut présidée par, Edouard Ngarta Mbaïouroum, garde des sceaux, rentré de voyage qui tint à saluer les participants tchadiens et ceux venant des pays voisins ainsi que la délégation de l'UIHJ.

Dans son mot de conclusion, le président Eldjimbaye mettait l'accent sur un certain nombre de sollicitations venant des huissiers de justice notamment en matière de tarifs, de paiement par l'Etat des exploits en matière pénale et des conditions d'attribution du concours de la force publique.

Le ministre de la Justice devait, quant à lui, dans son intervention finale, rassurer nos confrères sur au moins un point : celui de la révision des textes tarifaires.

L'indépendance des huissiers de justice

Jacques Isnard, président de l'UIHJ devait enfin réaffirmer le caractère indispensable pour tout Etat de droit de disposer d'un corps d'huissier de justice libéral, indépendant, responsable et toujours mieux formé.

Il devait démontrer combien les notions d'Etat de droit et d'indépendance de l'huissier de justice étaient étroitement liées, notamment dans la lutte contre la corruption pour laquelle il importait, pour les autorités, de soutenir sans réserve l'action des huissiers de justice. Dans son ultime propos, Me Isnard félicitait chaleureusement Me Eldjimbaye et la chambre du Tchad pour la qualité de l'organisation et de l'accueil réservé aux participants.

Plus de 100 participants

Le colloque s'est déroulé à l'hôtel Kempinski — tout nouvellement inauguré — devant plus de 100 participants regroupant, outre les 15 huissiers de justice du pays, des magistrats, des représentants des forces de police et de gendarmerie et des grandes banques en place.

Le thème du colloque s'est décliné autour de cinq ateliers chacun visant un aspect des textes de l'OHADA avec tout d'abord la présentation d'un tableau général de l'OHADA et des actes uniformes y compris ses incidences à l'égard des huissiers de justice (Claudine Mougni et Rose-Marie Bruno). Ensuite — dans un 2e atelier — Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, allié à Me Bruno, ont développé le domaine du recouvrement des créances en traitant des formes, des techniques et de la psychologie du recouvrement des créances. Cet atelier remporta un vif succès, notamment avec les explications de Me Bruno sur les techniques de la communication.



La délégation de l'UIHJ avec le ministre de la Justice du Tchad et le président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad — The delegation with the Minister of Justice and the president of the National chamber of judicial officers



Une volée de questions jusqu'à la fermeture de la salle !

Plus technique fut le 3e atelier avec l'étude de « l'obtention du titre exécutoire et l'injonction de payer » présentée par un collège de spécialistes comprenant, outre l'infatigable Me Bruno (expert ENP), Claudine Mogni (Bénin- secrétaire de l'UFHOJA), et M. Ngueneloum Terkam, magistrat, président du tribunal de commerce de Ndjama. Voilà un sujet qui ne laisse jamais l'auditoire indifférent et qui suscita en la circonstance, une volée de questions qui ne trouvèrent d'ailleurs pas toutes une réponse par le fait d'une prolongation durable des débats jusqu'à une heure tardive, soit à la fermeture de la salle !

Le 5e atelier, soutenu par Honoré Aggrey (Côte d'Ivoire), secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et occidentale, par Jacques Isnard, président de l'UIHJ, et Ramadane Souleymane, vice président de la CNHJ du Tchad, devait recueillir son lot habituel de commentaires avec, pour point de mire, les constantes difficultés rencontrées par les confrères tchadiens en matière d'octroi de concours de la force publique et aussi, s'agissant de dénoncer l'intrusion du pouvoir judiciaire (magistrats – ministère public), dans l'assistance de la force publique.



*La délégation tchadienne avec le ministre de la Justice et le président de l'UIHJ
The Chadian delegation with the minister of Justice and the president of UIHJ*

Respect du principe des trois piliers

Il est certain que l'Etat de droit, dont beaucoup se prévalent, ne pourra réellement s'épanouir qu'à partir du moment où chacun se confinerait dans les fonctions que lui attribuent la Constitution et la loi. Il faudra pour cela que tous les intéressés se décident à respecter le principe des trois piliers sur lesquels repose le fondement de toute démocratie et qui trace les limites de la séparation des pouvoirs.

Le dernier atelier, consacré à l'étude, toujours très attendue, de la déontologie, fut très animé autour de Me Aggrey, Me Kibakala et Me Mogni. Malheureusement ses travaux ne purent aller jusqu'à leur terme en raison du programme et de l'horaire de la cérémonie de clôture.

L'abondante distribution des fascicules édités par l'UFOHJA et les commentaires de couloirs qui se prolongèrent tard en fin d'après-midi mirent un terme à ce colloque fort riche, en tous points et qui restera gravé dans les mémoires de nos confrères tchadiens.

Communiqué de la chambre nationale des huissiers de justice du Tchad

Durant le colloque de Ndjama, et alors que celui-ci arrivait à son terme, Rose-Marie Bruno, expert ENP et intervenante, particulièrement remarquée et appréciée, a eu la douleur d'apprendre le décès de son père.

La Chambre nationale du Tchad et son président, Me Eldjimbaye, tiennent à exprimer leur plus vive reconnaissance pour la contribution de Me Bruno au colloque et pour la dignité et le courage qu'elle a manifesté avant son retour en France.

La Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad assure Me Bruno de toute sa sympathie et lui présente ses sincères condoléances.

L'UIHJ s'associe à l'émotion de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad et compatit à la douleur de Mes Rose-Marie Bruno et sa sœur, Cinzia Bruno, nos deux consœurs associées au sein du même office à Arles (France).



Remise de cadeaux entre Elysé Ndjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad et Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ – Exchange of gifts between Elysé Ndjimbaye, president of the National chamber of judicial officers of Chad, and Honoré Aggrey, Permanent secretary of UIHJ

Paysage du désert tchadien – Landscape from the Chadian desert





1st international conference in N'Djamena (February 23/24, 2006)

A well covered conference from the media and the authorities

For a first attempt, the young National chamber of the judicial officers of Chad and its president, Elysé Eldjimbaye (the liberal profession was created in 2001) carried out a master plan with the organization of the international conference which was held February the 23, and 24 2006 in Ndjamena on the topic of the "recovery of the debts of the procedure of injunction to pay and of the role of the judicial officer".

Widely diffused in the press, this conference received the support of the media and was very noticed by the authorities.

Thus the delegation of the UIHJ accompanied by president El Djimbaye and the vice secretary, Foamed Youssouf, was to be received in the temporary absence of the Minister of Justice, Keeper of the Seals, by the General Bichara Issa Djallah, minister delegated to the Presidency of the Republic, Minister for the Defense, who greeted warmly the delegation.

The closing session was chaired by Edouard Ngarta Mbaïouroum, Minister of Justice, who had come back from a voyage and who made a point of greeting the Chadian participants and those coming from the close countries as well as the delegation of the UIHJ.

In his word of conclusion, president Eldjimbaye stressed out a certain number of requests coming from the judicial officers, in particular as regards tariffs, of payment by the State of the penal matter exploits and the conditions of attribution of the assistance of the police force.

In his final intervention the Minister of Justice did reassure our colleagues on at least one point: that of the revision of the tariffs texts.

The judicial officers of Chad created the event in all the country with the 1st international conference sponsored by the UIHJ, the UFOHJA and the ENP and organized by the national chamber of judicial officers of Chad



Bissarah Isaa Djallah, ministre de la Défense du Tchad (minister of Defense of Tchad), Jacques Isnard

The independence of the judicial officers

Jacques Isnard, president of the UIHJ, was to finally reaffirm the essential character for any State of law to have a body of liberal judicial officers, independent, responsible and fully trained.

He was to show how much the concepts of the State of law and the independence of the judicial officer were closely bound, in particular in the fight against corruption for which it was important, for the authorities, to support without reserve the action of the judicial officers.

In its ultimate matter, Mr Isnard cordially congratulated Me Eldjimbaye and the Chamber of judicial officers of Chad for the quality of the organization and the welcome reserved to the participants.

*Autour du ministre de la Justice et du président de l'UIHJ, des confrères tchadiens, congolais, ivoirien et français
Around the Minister of Justice and the president of UIHJ, judicial officers from Tchad, Congo, Ivory Coast and France*



*Un moyen de transport écologique
An ecological mean of transportation*





More than 100 participants

The conference took place at the Kempinski hotel – newly inaugurated – in front of more than 100 participants gathering, in addition to the 15 bailiffs of the country, magistrates, representatives of the police force and constables, as well as the largest banks in place.

The selected topic was declined around five workshops each one aiming at an aspect of the texts of the OHADA with first of all a general presentation of the OHADA and uniform acts including their incidences with regard to the judicial officers (Claudine Mougni and Rose-Marie Bruno). Then - in a 2nd workshop Alphonse Kibakala, president of the national chamber of the judicial officers of Congo, combined with Mrs Bruno, developed the topic of the recovery of the debts by treating aspects, techniques and psychology of debt collecting. This workshop obtained a great success, in particular with the explanations of Mrs Bruno over the techniques of communication.

A stream of questions until the closing of the conference room!

More technical was the 3rd workshop with the study of “obtaining the enforcement title and the injunction to pay” presented by a college of specialists including, in addition to the untiring Mrs Bruno (expert from the French National school of procedure), Claudine Mougni (from Benin, secretary of the UFHOJA), and Mr. Ngueneloum Terkam, magistrate, president of the commercial court of N'Djamena. Here is a subject which never leaves the audience indifferent and which caused in the circumstance, a stream of questions, some of which that could not be answered, due to a durable prolongation of the debates up to a late hour: the closing of the conference room!

The 5th workshop, chaired by Honoré Aggrey (Ivory Coast), permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa, by Jacques Isnard, president of the UIHJ, and Ramadane Souleymane, vice president of the National Chamber of judicial officers of Chad, was to collect its usual comments with, as a central point, the constant difficulties encountered by the Chadian colleagues as regards granting the assistance of the police force and also, acting to denounce the intrusion of the judicial power (magistrates - public authorities), in the assistance itself of the police force.

Respect of the principle of the three pillars

It is certain that the State of law, of which many pride on, will only be able to really open up when each one will be confined in the functions which the

Constitution and the law allot to him. For that, it will be necessary that all the interested parties decide to respect the principle of the three pillars on which the base of any democracy rests and which traces the limits of the separation of powers.

The last workshop, relating to the study, always very awaited, of ethics, was very well lead by Mr Aggrey, Mr Kibakala and Mrs Mougni.

Unfortunately the debates could not go to their terms because of the program and the schedule of the closing ceremony.

The abundant distribution of the booklets published by the UFOHJA and the comments which were carried on until late afternoon ended this extremely rich conference, in all points, and which will remain engraved in the memories of our Chadian colleagues.

Official statement of the National chamber of judicial officers of Chad

During the conference of N'Djamena, and as it came to an end, Rose Marie Bruno, expert from the French national school of Procedure (ENP) and speaker, particularly noticed and appreciated, had the pain to learn the death of her father. The National chamber of Chad and its president, Mr Eldjimbaye, are due to express their greatest recognition for the contribution of Mrs Bruno to the conference and for the dignity and the courage which she expressed before her return in France.

The National chamber of the judicial officers of Chad would like to express to Mrs Bruno its deepest sympathy and present its sincere condolences to her.

The UIHJ joins the emotion of the National chamber of Chad and shares the pain of Mrs Rose-Marie Bruno and her sister, Cinzia Bruno, our two colleagues associated within the same office in Arles (France).



L'hôtel de ville de N'Djamena – The town hall of N'Djamena





Visite d'une délégation de l'UIHJ au Zimbabwe du 16 au 18 février 2006

Sur l'invitation du Sheriff Bonny Nhamburo, président de l'Association des sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe, une délégation d'UIHJ a visité le Zimbabwe du 16 au 18 février 2006.

26 professionnels au Zimbabwe

La délégation comprenait Leo Netten, premier vice-président de l'UIHJ, Johan Fourie, membre du conseil et Robbie Schilz, représentant de l'UIHJ pour l'Afrique australe.

A son arrivée à l'aéroport international de Harare, le 16 février, la délégation a été reçue par le président de l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe. Après le déjeuner, la délégation, a rencontré plusieurs Sheriffs et messagers de cour.

Lors de cette réunion, présidée par Bonny Nhaburo, un certain nombre de sujets d'intérêt mutuel ont été discutés, y compris, au profit de la délégation d'UIHJ, un aperçu de la profession de Sheriff ou de messenger de cour au Zimbabwe, et également une présentation très intéressante mais inquiétante des problèmes rencontrés par les professionnels au Zimbabwe, notamment relatifs à un taux d'inflation excédant 800 % par an !

Concernant l'organisation de la profession dans la République du Zimbabwe il s'est avéré que neuf shérifs adjoints ont été nommés dans les neuf zones de compétence de la Haute cour, six d'entre eux ayant également la qualité de messenger de cour.

Au total il y a vingt-six professionnels au Zimbabwe, répartis comme suit : 2 personnes nommés comme Sheriffs seulement, 7 personnes nommés comme Sheriffs et messagers de la cour, et 17 messagers de cour et rattachés aux juridictions de premier instance.

Un taux d'inflation élevé

Les membres de la délégation ont appris que la coopération avec les forces de l'ordre était bonne, comme celle avec le Département de la Justice et les affaires juridiques et parlementaires.

Concernant des problèmes spécifiques, il a été mentionné certains sujets difficiles, comme les retards de paiement ou l'absence de paiement de la part de certains mandataires, eu égard aux graves problèmes liés à une inflation galopante.

Il a été estimé que les paiements doivent être réalisés sous 60 jours mais que, dans certains cas, les paiements sont effectués au bout de 180 jours. En raison de cette inflation, de plus de 800% par an au moment de la visite de la délégation de l'UIHJ, la perte occasionnée par un paiement effectué au bout de plusieurs mois, apparaît comme une évidence. Les Sheriffs sont nommés pour une période de dix années. Cette nomination peut être prorogée si le travail accompli est jugé satisfaisant pour le service de la justice et des tribunaux.

Il a été notamment indiqué qu'il n'existait pas de véritables règles éthiques mais



que l'Association des Sheriffs et messagers de la cour s'attelaient à la rédaction d'un code de bonne conduite et étaient en relation avec le Gouvernement du Zimbabwe pour l'élaboration de règles simples et efficaces.

Concernant les Sheriffs adjoints et les messagers de cour adjoints, la délégation a appris que leur nomination incombait aux Sheriffs et aux messagers de la cour, tout en prévenant le Registrar de la Haute cour ou le magistrat local, selon le cas.

Rencontre avec le ministre de la Justice et de la Chief Justice de la République du Zimbabwe

Les représentants de l'Institut du Zimbabwe qui ont assisté à cette réunion comprenaient le président Nhamburo, le vice-président Dawid Matipano, Sheriff de Harare, Stuard Magudze, sheriff et messenger de la cour de Karoi, Mojo futé, messenger de la cour de Harare et de plusieurs membres exécutifs de l'Institut du Zimbabwe, ainsi que Vongai Makamure, secrétaire de direction de l'Association des Sheriffs et messagers de la cour.

Le 17 février, la délégation a rencontré le Master de la Haute cour, Charles Nyatanga, qui est également le Registrar de la Haute cour et le Sheriff du Zimbabwe. Après que la délégation ait eu l'honneur de rencontrer la Chief



Justice de la République du Zimbabwe, ils eurent l'honneur de rencontrer P.A. Chinamasa, ministre des affaires de la Justice. Ils furent accompagnés pendant les deux rendez-vous des membres du comité de l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe.

Leo Netten a fait une présentation au ministre de la Justice, comme il avait fait pour le Chief Justice et le Master de la Haute cour, de l'UIHJ, de sa création et de ses objectifs. Le premier vice-président de l'UIHJ a également indiqué que l'adhésion du Zimbabwe serait entérinée lors du prochain congrès international des huissiers de justice, à Washington, fin avril 2006.

Leo Netten mis l'accent sur les exigences d'un haut niveau de qualification initial mais également sur la nécessité d'une formation permanente, en faisant allusion aux diverses écoles internationales spécialisées, comme l'Ecole nationale de procédure française. Le traité de l'Ohada a également fait l'objet d'une discussion, présentée par Leo Netten et développée par Johan Fourie. Il a aussi été question de recouvrement de créances, ce sujet ayant été soulevé par l'une des membres de l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe.

Aider le Zimbabwe en matière de formation

Le juge en chef a remercié Leo Netten de ses éclaircissements et a également saisi l'occasion pour accueillir la délégation d'UIHJ au Zimbabwe. Il a déclaré que bien que les Sheriffs et les messagers de cour ne soient pas porteurs de bonnes nouvelles, leurs fonctions étaient très importantes parce que, sans soutien efficace, l'administration de la justice ne pourrait pas fonctionner. Il a été également enchanté de l'intention d'aider le Zimbabwe en matière de formation et également en vue de la création d'un organe disciplinaire – nonobstant le fait que la coopération entre l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe et le Gouvernement fonctionnait convenablement.

Concernant le recouvrement de créances, le juge en chef a déclaré qu'il trouvait cette proposition très intéressante car elle pourrait ramener bon sens, ordre et l'intégrité dans le processus de recouvrement des dettes. Il a mentionné que de nombreuses plaintes sont reçues du public concernant les méthodes employées par certains agents chargés du recouvrement, le recouvrement ne faisant actuellement pas l'objet d'une législation dans la République du Zimbabwe.

L'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe devrait donc s'occuper de ce problème. Le juge en chef également a encore accentué le lien entre la Haute cour et des Sheriffs, d'une part, et la Magistrate's Court et les messagers de la cour, d'autre part, insistant sur l'importance d'une profession indépendante chargée de l'exécution des décisions de justice.

La convention de La Haye relative à la signification des actes à l'étranger en matière civile et commerciale a été bien reçue par le ministre de Justice, le juge en chef et le Registrar. Là encore, l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe devrait suivre l'évolution de cette question de près.

Le ministre de la Justice, le juge en chef et le Registrar ont été également enchantés d'entendre parler de la coopération entre l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe avec l'UIHJ dans le cadre de la mondialisation.

Le juge en chef a conclu en rappelant son message de bienvenue à la délégation d'UIHJ. La délégation a été invitée à un dîner par le Département de la justice et par l'Association des Sheriffs et messagers de cour du Zimbabwe, et purent découvrir avant leur départ, une partie du Zimbabwe à l'occasion d'une visite guidée, menée par par Bonny Nhamburo et son bureau.

Visit of a UIHJ delegation to Zimbabwe (16-18 February 2006)

On an invitation by Sheriff Bonny Nhamburo, President of the Zimbabwe Association of Deputy Sheriffs and Messengers of Court, an UIHJ delegation visited Zimbabwe from 16th to 18th February 2006.

26 professionals in Zimbabwe

The delegation consisted of the First Vice-President of the UIHJ, Leo Netten, Board Member Johan Fourie and Robbie Schilz, UIHJ representative for Southern Africa.

The delegation arrived at Harare International Airport at noon on February 16th, and was met by the Executive of the Zimbabwe Association, and after lunch proceeded to a meeting with a number of the Sheriffs and Messengers of Zimbabwe.

At this meeting, on the afternoon of the 16th February 2006, chaired and introduced by Bonny Nhaburo, a number of matters of mutual interest were discussed, including, for the benefit of the UIHJ delegation, an outline in regard to the practice of a Sheriff or Messenger of Zimbabwe, and also a very interesting but disturbing picture of the problems faced by the professionals in Zimbabwe, greatly as a result of inflation exceeding 800% p.a.

In regard to the structure of the profession in the Republic of Zimbabwe it appeared that nine deputy Sheriffs held appointments in the nine districts in respect of High Court Jurisdiction, of whom seven also held appointment as Messenger of the Court.

In total there were twenty-six professionals in Zimbabwe, made up as follows: 2 appointees as Deputy Sheriffs only, 7 Deputy Sheriffs and Messengers of the Court as joint appointments, 17 Messengers of the Court serving only the lower Court.

High inflation rate

It was stated at the meeting that good co-operation was enjoyed from the police force as also the Department of Justice, Legal and Parliamentary Affairs.

In regard to problem areas a number of matters were mentioned for example, late payment or non-payment by certain Attorneys, which, in view of the escalating inflation posted a serious problem.

It was stated that accounts are usually only settled after sixty days, and in some cases payment was only made after one hundred and eighty days. In view of inflation running, at the time of the visit of the UIHJ delegation, in excess of eight hundred percent, the loss of value in the payment received months after rendering of service, is obvious. Appointments of Sheriffs are made for a period of ten years. Sheriffs may have their contracts renewed if the service rendered to the legal profession and the Courts was satisfactory.

It was however stated that no formal form of discipline existed but that the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court were busy drafting



a code of conduct and negotiating with the Government of Zimbabwe in regard to having a clear simple and expedient disciplinary code.

In regard to assistant Deputy Sheriffs or assistant Messengers of Court it was stated that the Deputy Sheriff or the Messenger of the Court appointed their own staff, and only advised the Registrar of the High Court or the local Magistrate, as the case may be, of such appointment.

Meeting with the minister of justice and the Chief Justice of the Republic of Zimbabwe

The representatives of the Zimbabwe Institute who attended this meeting consisted of the Chairperson Bonny Nhamburo, Deputy Chair Dawid Matipano, the Deputy Sheriff of Harare, Stuard Magudze, the Deputy Sheriff and Messenger of the Court of Karoi, Smart Mojo, Messenger of the Court of Harare and Executive Member of the Zimbabwe Institute and Vongai Makamure the Executive Secretary to the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court.

On the 17th February 2006 the delegation met the Master of the High Court Charles Nyatanga, who is also the Registrar of the High Court and the Sheriff of Zimbabwe. There after the delegation had the honour of meeting the Chief Justice of the Republic of Zimbabwe, and have a meeting with the Honourable P.A. Chinamasa, the Minister of Justice, Legal & Parliamentary Affairs, and during both visits accompanied by the committee members of the Zimbabwe Association.

Leo Netten informed the Minister of Justice, as he had subsequently advised the Chief Justice as also the Master of the High Court, in regard to the formation and ideals of the UIHJ, and also referred to the expected confirmation of full membership of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court during the tri-annual congress of the UIHJ Washington April 2006. Leo Netten referred to the high standard of Sheriffs and Messengers of Court, but indicated that ongoing training was necessary and also made mention of the International schools conducted under the guidelines of the French National School of Procedure. The Ohada Treaty was also discussed by Leo Netten and fully explained by Johan Fourie. Reference was also made to debt collection in respect of which the conflict of interest was raised by one of the members of the Zimbabwe Association.

Assisting Zimbabwe with training

The Chief Judge thanked Leo Netten for the enlightening information and also took the opportunity to welcome the UIHJ delegation to Zimbabwe. He stated that although Deputy Sheriffs and Messengers of Court were not the bearers of good news their profession was very important because without effective back up the administration of Justice could not function. He was also delighted to hear about the intention of assisting Zimbabwe with training and also in regard to the formal structure of a disciplinary procedure — however it was noted that the informal system being developed between the Zimbabwe Association and the Government of Zimbabwe was working well.

In regard to debt collection the Chief Judge stated that he found the proposal very interesting as this could bring about sanity, order and integrity in regard to the debt collection process. He mentioned that numerous complaints are received from the public about the way in which they have experienced the actions of debt collectors, which are presently not regulated in the Republic of Zimbabwe.

The Zimbabwe Association should therefore take this matter further. The Chief Judge also again highlighted the link between the High Court and the Deputy Sheriff, and the Magistrate's Court and the Messenger of the Court, and that he supported an independent profession of Law enforcers, and that is how it should be.

The Hague convention on cross border service of civil documents was well received by the Minister, The Chief Judge and the Registrar and the Zimbabwe Association will follow up this matter with the Zimbabwe Justice Department. The Minister, The Chief Judge and the Registrar were also delighted to hear about the involvement of the Zimbabwe Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court with the UIHJ and that in view of the global village Zimbabwe should remain involved.

The Chief Judge concluded by repeating his welcome to the UIHJ delegation. The delegation was hosted to dinner by both the Justice Department and the Zimbabwe Association, and taken around for some sight seeing by Bonny Nhamburo and his Executive, and left Zimbabwe after an interesting and informative visit.





Visite d'une délégation de l'UIHJ au royaume du Lesotho (14 et 15 février 2006)

Le premier vice-président de l'UIHJ, Leo Netten, accompagné de Johan Fourie, membre du bureau, et de Robbie Schilz, délégué permanent de l'UIHJ pour l'Afrique australe, a rendu une visite officielle au Lesotho sur une invitation du conseil d'administration provisoire des shérifs du Lesotho, les 14 et le 15 février 2006.

Premier contact avec l'UIHJ

Arrivée en fin d'après-midi le 14 février 2006, la délégation a été invitée à un dîner par le Chief Justice Mahapela L. Lehohla. Ont participé à ce dîner, M. Thabane, ministre de communication, M. Metsing, vice-ministre de la justice, le Président du conseil d'administration provisoire des shérifs, M. T. Monapathi, Mme Hlajoane juge à la Cour suprême, Mme Lebotsa, secrétaire principale au ministère de la justice, ainsi que Mathinya Sesioana, secrétaire du conseil d'administration provisoire des shérifs.

Durant les conversations, il a été indiqué que le conseil ad hoc des shérifs, constitué au sein du ministère de la justice et présidé par M. Monapathi, est composé de six shérifs, d'un représentant de la Société juridique et du secrétaire. Les shérifs sont donc majoritairement représentatifs de ce corpus.

Il n'existe actuellement aucune association indépendante de shérifs adjoints et messagers de la cour au Lesotho. Le conseil d'administration provisoire des shérifs agit en tant que comité sous la présidence d'un juge de la Haute cour. Pendant les discussions de cet excellent dîner officiel, il a été fait référence au traité de l'Ohada, à la convention de La Haye du 15 novembre 1965 et à d'autres textes importants concernant les huissiers de justice sur un plan mondial.

Besoin désespéré d'un cadre professionnel pour les shérifs

La visite de la délégation menée par Leo Netten s'est déroulée le 15 février. La réunion a été ouverte par M. Monapathi, qui s'est référé au premier contact du royaume du Lesotho avec l'UIHJ quand il a suivi la conférence de Pretoria en février 2005. M. Metsing a prononcé un discours au nom de Moïse Masemene, ministre de la Justice, des droits de l'homme et des affaires constitutionnelles du royaume du Lesotho, qui était outre-mer pour une visite officielle.

Dans ce discours fourni, référence a été faite au besoin désespéré d'un cadre professionnel pour les shérifs adjoints du Lesotho. Les justiciables ont un manque de confiance dans les institutions judiciaires et le problème de l'exécution des décisions de justice est très aigu.

Durant sa présentation, M. Metsing a en effet fait allusion à la longue série d'allégations publiques concernant l'exécution illégale et frauduleuse des décisions de justice.

Il a été indiqué que certains cabinets juridiques ont parfois été accusés de s'arroger le patrimoine de personnes décédées et de présenter de fausses procédures.

Pour les Basotho (les habitants du royaume du Lesotho), les tribunaux sont perçus comme l'incarnation de la justice et de tout ce qui est juste et équitable, mais cette confiance a été trahie par le système judiciaire.

Une conférence s'était tenue en juillet 2004 sur le secteur de la justice au Lesotho, au cours de laquelle il avait été établi qu'il existait des obstacles sérieux à l'efficacité de la justice. Ces obstacles avaient profondément marqué l'opinion publique.

Le principal objectif du plan du secteur de la justice pour 2005/2006 est donc l'amélioration de l'exécution des décisions de justice.

Le Gouvernement du Lesotho est tellement concerné par l'inefficacité du secteur judiciaire qu'il a l'intention d'établir un bureau d'investigation chargé de faire un rapport sur les procédures illégales, frauduleuses et contraires à ce qui est prescrit par le Master de la Haute cour. Un avis public doit être publié dans les journaux après la visite de la délégation de l'UIHJ.

Le rapport de ce bureau est attendu pour le milieu de l'année 2006 à la suite de quoi, une commission d'enquête pourrait être constituée.

Dans le discours de clôture préparé par la ministre de la Justice, il a été rendu hommage au travail accompli par M. Monapathi, qui a œuvré sans relâche pour provoquer la session consultative et pour créer également une association de shérifs au Lesotho.

Problèmes universels

Après que ce discours prononcé au nom du ministre de la Justice, le président de la session, M. Monapathi, a invité Leo Netten à prendre la parole.

Le premier vice-président de l'UIHJ a mentionné que les problèmes soulevés par le ministre de la Justice sont en fait des problèmes universels qui sont identifiés comme étant la conséquence de la mondialisation et de la suppression des frontières. Il a souligné la nécessité de réformer régulièrement les lois et de l'absolue nécessité pour les communautés de respecter le processus judiciaire, incluant les juridictions, les magistrats, l'administration de la justice et également l'efficacité de l'exécution des décisions de justice.

Leo Netten s'est également référé aux principes universels en ce qui concerne les droits de l'homme pour l'application de la loi, concernant le droit au procès équitable dans un délai raisonnable, et au principe que les citoyens devraient pouvoir faire valoir leurs droits dans un délai raisonnable. Pour finir, Leo Netten a rappelé qu'un jugement qui ne peut pas être exécuté est un jugement inutile.

Le chef de la délégation de l'UIHJ a ensuite évoqué la signification transfrontière des actes et a prié Robbie Schilz de prendre la parole.

Le représentant permanent de l'UIHJ pour l'Afrique australe a rappelé la nécessité de décisions de justice claires et exécutoires, et de former les shérifs pour leur permettre d'exécuter ces décisions de façon efficace et effective.

Robbie Schilz a également évoqué la nécessité de créer une association indépendante des shérifs adjoints et messagers de la cour, et a conclu son intervention par une courte présentation des principes de la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification des actes à l'étranger en matière civile et commerciale.

Ensuite, Johan Fourie a évoqué la création de l'UIHJ en 1952, à l'adhésion de 65 Etats à cette organisation, et à son implantation en Europe de l'Est, en Asie



et en Amérique, ainsi que l'organisation et les objectifs de l'Ohada dans les pays francophones de l'Afrique.

Il a également traité des résolutions prises lors de la conférence de Pretoria en février 2005. La résolution concernant le recouvrement de créances a été reçue avec des sentiments mitigés. Les shérifs se montrèrent très intéressés par cette nouvelle activité qui pourrait leur permettre d'augmenter leurs revenus, tandis que du côté des représentants de la Société de droit, des autorités de police et des autorités locales, l'accueil fut plus réservé.

Le non-paiement endémique des honoraires

L'occasion a été donnée à Leo Netten d'approfondir certains sujets abordés la veille et il a mentionné une remarque faite par le Chief Judge, lequel avait fait référence à des conversations « la tête dans les nuages » alors qu'il attendait pour sa part des actions pratiques.

Leo Netten a alors indiqué que la cession consultative devrait réfléchir à une façon d'avancer de façon efficace.

M. Monopathi a alors mentionné certains problèmes, comme l'absence de loi uniforme concernant le fonctionnement des juridictions.

Mention a été également à nouveau faite des droits de l'homme. A cet égard Johan Fourie a évoqué la création possible d'un fonds de soutien, tout en admettant que la création d'une telle institution serait très difficile.

Le délégué permanent pour l'Afrique australe, faisant référence aux droits de l'homme, a déclaré que ce sujet conduisait à celui de la formation des shérifs après qu'un ensemble de règles aient été promulguées. La question des droits de l'homme pourrait alors être incluse dans la formation au moment où les droits, devoirs et obligations des pouvoirs des shérifs étaient discutés au cours de plusieurs séminaires de formation après que de telles règles aient été créées.

M. Monopathi a fait allusion aux plaintes de citoyens et de professionnels du droit par rapport à l'exécution des décisions de justice ou encore la signification des actes, et au fait que qu'il n'existe aucune structure permettant de traiter ces plaintes.

Il s'est également référé aux plaintes des Shérifs relativement au non-paiement endémique des honoraires au Lesotho.

Le président de la Société de droit du Lesotho a déclaré que, pour son institution, le manque de responsabilité était le cœur du problème. Il a ajouté que n'importe quelle réglementation dénoncerait l'inacceptable situation actuelle telle qu'elle existait pour les professionnels du droit. Il mentionna également que de nombreuses plaintes étaient déposées fréquemment et il a même été suggéré que, dans un certain nombre d'affaires, le retard dans l'exécution était dû au fait qu'un membre du tribunal avait un intérêt personnel dans le procès. Le président de la Société de droit terminait son intervention en indiquant que c'était au législateur d'intervenir afin que de telles pratiques ne puissent plus prospérer.

Projet de règles pour la Haute juridiction

Le vice ministre de la Justice, à ce stade de la discussion, s'est interrogé sur ce qui pouvait être fait au Lesotho pour mettre en place des structures concernant la profession de shérifs adjoints et messagers de la cour.

Le magistrat en chef est intervenu en déclarant que l'idée de fournir un ensemble de règles approprié est louable et constituerait un point de référence s'agissant des obligations et des pratiques procédurales.



Il a également déclaré qu'il ne voulait pas imposer à lui-même ou aux participants à la réunion de passer en revue les points de réforme de façon exhaustive, une prise de conscience étant pour le moment suffisante.

Au moment de conclure la réunion, il a été fait référence aux discussions qui se sont tenues au Swaziland et au fait que Johan Fourie, membre du bureau de l'UIHJ, et le secrétaire permanent de l'UIHJ pour la zone d'Afrique australe, avaient été tous deux sollicités par le Registrars Advisory Committee du royaume du Swaziland, pour préparer des projets de textes de loi pour la Haute cour du Swaziland, mais également de donner des conseils pour traiter de façon efficace et pragmatique les plaintes déposées tant par les citoyens que par les professionnels du droit en matière d'effectivité de la justice.

Les participants de la réunion se sont ensuite accordés pour que Johan Fourie et Robbie Schilz soient à l'avenir requis de fournir la même aide au ministère de la Justice du Lesotho.

Il a cependant été indiqué qu'il était nécessaire que le Lesotho constitue au préalable une association indépendante pour ses shérifs et messagers de la cour.

Pour conclure, le président de séance, M. Monopathi, a remercié chacun pour sa participation et a salué tout particulièrement les membres de la délégation de l'UIHJ tout en présentant les excuses du vice-ministre de la justice, M. Metsing, qui avait dû quitter la réunion pour se rendre à un autre rendez-vous urgent.



Visit of a UIHJ delegation to the Kingdom of Lesotho (14 & 15 February 2006)

The first Vice-President of the UIHJ, Leo Netten, accompanied by board Member Johan Fourie, and by Robbie Schilz, Permanent Delegate for the UIHJ to Southern Africa, paid an official visit to Lesotho on an invitation from the interim Board for Sheriffs in Lesotho, on 14 & 15 February 2006.

First contact with UIHJ

After arrival late afternoon on the 14th February 2006, the delegation was entertained to dinner by the Honorable The Chief Justice Mahapela L. Lehohla, This dinner was attended by the Honorable Thabane, the Minister of Communication, the Honorable Metsing Assistant Minister of Justice, and the Chairman of the interim Board for Sheriffs, the Honorable Justice Mr T. Monapathi, and Mrs Hlajoane Justice of the High Court, and Ms Lebotsa, the acting principal secretary to the Department of Justice, and lastly, but not in the least, the Secretary of the interim Board for Sheriffs, Mathinya Sesioana. During the conversations around the table it appeared that the informal Board for Sheriffs, constituted in the Department of Justice under Chairmanship of Justice Monapathi, consisted of six practicing Sheriffs, a representative of the Law Society and the Secretary. The Sheriffs therefore had the main and also effective representation on this body.

It also appeared that an independent Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court had not yet been formed in the Kingdom of Lesotho, and that the interim Board for Sheriffs was acting as a committee under Chairmanship of a Judge of the High Court afore mentioned.

During the discussions at this excellent dinner reference was made to the Ohada Treaty, the 1965 Hague Convention and others matters relating to the task of Sheriffs worldwide.

Desperate need for a professional cadre of Deputy Sheriffs

The actual consultations of the delegation led by Leo Netten commenced on Wednesday 15th February 2006, and which meeting was opened by Mr. Justice Monapathi, who referred to the first contact by the Kingdom of Lesotho with the UIHJ when he attended the Pretoria Conference in February 2005. The Honorable the Assistant Minister Mr. M Metsing delivered the main address on behalf of the Honorable Refiloe Moses Masemene, Minister of Justice, Human rights, Law and Constitutional affairs of the Kingdom of Lesotho, who was overseas on an official visit,

In the speech delivered to this consultative session, reference was made of the desperate need for a professional cadre of Deputy Sheriffs in Lesotho, and that because of lack thereof public confidence in the Justice sector was very low and there is much concern about the manner in which Judgments are executed. The presentation further referred to a long history of a series of public allegations about unlawful and fraudulent execution of court orders or judgments.

It was mentioned that in some instances law firms have been accused of arrogating unto themselves the property of deceased persons and have also issued fraudulent court process.

To Basotho (the people of the Kingdom of Lesotho) the Courts are perceived as the epitome of Justice and all that is good and just, and this confidence was betrayed by the Justice system.

Reference was then made to a Lesotho Justice sector conference that was held in July 2004 and in which conference it was recognized that there were serious impediments in developing effective delivery of Justice. It was stated and found that these defects went to the heart of public confidence.

One of the key actions in the Justice sectors Annual Plan 2005/2006 was therefore to improve the execution of Judgments.

Mention was also made that the Government of the Kingdom of Lesotho was so concerned about the ineffective rendering of Justice that it was on the point of establishing an investigatory office to look at and report in regard to unlawful, fraudulent and/or unprocedural court processes and improprieties in the discharge of functions assigned by the Master of the High Court. A notice in the Government Gazette of the Kingdom of Lesotho was expected to appear shortly after the visit by the UIHJ delegation.

A report of this investigatory body is expected in the middle of 2006 and where after it might be necessary, depending on the facts unearthed, to establish a Commission of Inquiry.

In closing the prepared speech by the Minister of Justice paid public tribute to the work done by Mr. Justice Monapathi, who worked tirelessly to bring about the consultative session and also to establish a Lesotho Sheriff Association.

Universal problems

After this speech had been delivered on behalf of the Minister of Justice, the Chairperson of the session, Justice Monapathi, requested Leo Netten to take the floor.

Leo Netten mentioned that certain of the matters raised by the Minister of Justice are in fact universal problems that are being identified as a result of globalization and the disappearing of frontiers. He therefore underlined the necessity for the review of law from time to time and the absolute necessity for communities to have respect for the judicial process – that would include Courts of Law, Judges, administration of Justice, and eventually the effective enforcement of orders of Court.

He also referred to the universal principles as regards human rights regarding enforcement of law, with reference to a fair trial within a reasonable time, and the principle that citizens should be able to assert their legal rights within a reasonable time, and mentioning in closing that a Judgment is useless without enforcement.

Leo Netten then also referred to cross border service of civil documents, and requested Robbie Schilz to continue with the discussion.

The permanent representative for Southern Africa thereupon referred to the necessity of clear and enforceable rules of court, and training of Sheriffs in regard to practice and procedure as provided for in such rules.

He also referred to the necessity of an independent Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court, and concluded with a short over view in regard to the tenets of the 1965 Hague Convention on cross Border Service of Judicial and extra Judicial Civil documents.

Thereafter Johan Fourie referred to the creation of the UIHJ in 1952, present



membership of 65 countries, and the outreach to Eastern Europe, Asia and the America's, as also the structure and ideals of the OHADA convention in the Franco phone countries in Africa.

He also dealt with the resolutions taken at the Pretoria Conference in February 2005. The resolution in regard to debt collection was received with mixed feelings – the Sheriff's were very interested in hearing of an avenue of activity that could increase their earnings – on the other hand the reaction from the representatives of the Law Society, the Chief of Police and the local authority was very muted.

An endemic non-payment of fees

Leo Netten then again was given an opportunity to take the consultations further, and he made mention of a remark by the Honorable Chief Judge at the occasion of the dinner the previous evening, when the Chief Judge referred to lots of talk and heads in clouds, and that he, the Chief Judge, wanted to see practical action.

Leo Netten then responded thereto that the consultative session would have to look at the way forward pro-actively.

Justice Monapathi then mentioned some of the problems, amongst them that no uniform law or rules of Court existed.

Mention was also again made of the Human Rights Factor, and in this respect Johan Fourie referred to the possible creation of a Fidelity Fund. He conceded that funding of such a body would be very difficult.

The permanent delegate for Southern Africa then referred to Human Rights and said that this should follow on the training of Sheriffs after a set of Rules had been promulgated – the Human Rights factor could then be included as a part of the training at the point in time when the rights, duties and limits of a Sheriff's powers was discussed at one or more training sessions after such rules became available. Justice Monapathi referred to complaints from members of the public and legal practitioners, in regard to the execution of judgments and even the service of documents, and that presently no clear practice was established to deal with such complaints.

Conversely he also referred to the complaints by Sheriffs that the non-payment of fees was endemic in the Kingdom of Lesotho.

The President of the Law Society of Lesotho said that lack of accountability was at the root of the problem, as perceived by the Law Society, and stated that any form of regulation would go far to address the present unacceptable situation as it existed in the eyes of legal practitioners. He continued and stated that

complaints had frequently been made, and that there were even suggestions that in certain matters the delays in execution took place as a result of the fact that the judiciary in the person of one or another judge or magistrate had a personal interest in the outcome of a particular matter. He closed in stating that legislation would take away the suspicions that some writs are acted upon and others not.

Draft rules for the High Court

The Deputy Minister at this stage in the discussions referred to the present situation in Lesotho he asked what is being done in regard to a proper set of Rules and the administration of the profession of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court.

The Chief Magistrate contributed by stating that the idea to come up with a proper set of Rules is laudable and said that it would give a reference point to standard obligations and procedural practice.

He also stated that he did not want to impose on himself or the meeting to consider exhaustive legislation. It was agreed that sufficient and effective oversight for immediate attention was necessary.

In concluding the outcome of the discussions in the Kingdom of Swaziland were referred to, and the fact that both Johan Fourie, an UIHJ Board member, and the Permanent Delegate for Southern Africa had been requested by the Registrars Advisory Committee in the Kingdom of Swaziland to attend not only to preparing a set of draft Rules for the High Court of Swaziland, but also to advise on a practical and effective manner in which complaints by either the public, the legal profession or in fact any other interested party, could be dealt with swiftly and effectively.

It was then agreed by the consultative session that Johan Fourie and the Permanent Delegate for Southern Africa would be requested to afford the Ministry of Justice in the Kingdom of Lesotho with the same assistance.

It was however understood that observer membership of the UIHJ was a pre requisite, which could only be granted to an independent Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court of the Kingdom of Lesotho.

In conclusion the Chairperson of the consultative session, the Honorable Justice Monapathi, thanked those present, and made special mention of the visit of the delegation of the UIHJ.

He also apologized for the fact that the Honorable the Assistant Minister of Justice Mr. Metsing had to leave the meeting early to attend to other urgent official business.



Visite d'une délégation d'UIHJ au royaume du Swaziland (12 et 13 février 2006)

Possibilité du recouvrement des dettes par les Sheriffs

La délégation comprenait le premier vice-président de l'UIHJ, Leo Netten, Johan Fourie, membre du bureau de l'UIHJ, et Robbie Schilz, délégué permanent pour l'Afrique australe de l'UIHJ.

La délégation a d'abord rencontré l'association des Sheriffs et messagers de la cour du royaume du Swaziland, et était très heureuse de noter la présence de dix-huit Sheriffs les vingt-sept que compte le royaume du Swaziland. Ce fut l'occasion d'informer les membres de l'association de la structure et de la mission de l'UIHJ. Des précisions ont été apportées par les trois délégués, en utilisant comme plateforme principale les résolutions prises à la conférence de Pretoria pendant le février 2005 (Voir la rubrique Afrique du Sud sur notre site).

Les délégués étaient très intéressés par la possibilité de recouvrement des dettes par les Sheriffs, et cet aspect particulier sera étudié par l'association.

Traités d'Ohada et convention de La Haye sur la signification des actes en matière internationale

Il a été également question du Traité d'Ohada et de la convention de La Haye de relative à la signification des actes en matière internationale.

Le président de l'association des Sheriffs et messagers de la cour du Royaume du Swaziland, Martin Akker, a exprimé sa gratitude envers Leo Netten pour la visite et l'occasion donnée aux shérifs du Swaziland d'être en contact avec une délégation internationale.

Ensuite la délégation s'est rendue à la Haute cour du Swaziland, où une réunion s'est tenue sous la présidence de l'honorable juge en chef Jacobus P. Annandale, à laquelle ont assisté les dignitaires suivants :

- 1) Juge en chef Annandale
- 2) Leo Netten
- 3) Johan Fourie
- 4) Robbie Schilz
- 5) Martin Akker - Sheriff de la zone de Manzini et Président de l'association des Sheriff et messagers de la cour du royaume du Swaziland
- 6) Zandile Matse - avocat-conseil parlementaire, royaume du Swaziland
- 7) SN Dlamini - conservateur de la Haute cour
- 8) Flora Dube - Sheriff - zone de Hhohho et trésorier de l'Association de Sheriffs et messagers de la cour du royaume du Swaziland
- 9) Maswazi Nsibande - secrétaire de l'association de l'Association de Sheriffs et messagers de la cour du royaume du Swaziland
- 10) Sabelo Masuko - secrétaire de la société juridique du Swaziland
- 11) Siboniso Masilela - secrétaire principal temporaire au ministère de la Justice du royaume du Swaziland

Une délégation d'UIHJ a visité le royaume du Swaziland et, après une réception informelle, a été accueillie par l'association des Sheriffs et messagers de cour du Swaziland le 12 février 2006, à laquelle a participé le Sheriff en chef du royaume du Swaziland, ont effectué une visite officielle le 13 février 2006.

Activités universelles de l'UIHJ

Le juge en chef a souhaité la bienvenue aux participants et a prié Leo Netten de dire quelques mots sur la visite de la délégation de l'UIHJ.

Leo Netten a esquissé rapidement les activités universelles de l'UIHJ, en rappelant que cette organisation a été créée en 1952. Le premier vice-président de l'UIHJ s'est étendu sur l'expansion de l'UIHJ, au travers notamment l'incorporation d'anciens pays de l'Est, mais également sur les contacts avec d'autres continents, par exemple l'Extrême-Orient.

Il a souligné sur la nécessité pour les Sheriffs de répondre aux demandes des organisations internationales et des investisseurs et banquiers, en terme de sécurité juridique, laquelle incluse la règle de droit et l'exécution des décisions de justice.

Leo Netten s'est également référé aux résolutions prises lors la conférence de Pretoria en février 2005.

Johan Fourie a poursuivi en faisant référence à la structure mise en place par l'Ohada et à la possibilité du Traité de trouver une application aux pays de la zone Sadec. Les participants ont retenu de la réunion que ceci pourrait être considéré à l'occasion d'une étape future.

Le délégué permanent pour l'Afrique australe a alors traité la convention de La Haye de 1965, et il est unanimement décidé qu'il serait dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice mais également le milieu des affaires, que le royaume du Swaziland adhère à la Conférence de La Haye de droit international privé et ratifie la convention de 1965. Lors de la discussion de dernier point, on aura noté la présence du Juge en chef, en rapport avec le premier secrétaire du ministre de la Justice.

Pratique des shérifs au Swaziland

Il a ensuite été évoqué les fonctions des Sheriffs du Swaziland et la délégation a pris note que les Sheriffs du Swaziland ont été créés par une loi de 1902 (loi n°17), comportant seize paragraphes sur deux pages et demi et établissant des règles très basiques relatives à la nomination des Sheriffs et aux procédures d'exécution en matière civile.

Il est apparu à l'ensemble des participants qu'aujourd'hui, cette loi était obsolète et devait être réformée après une prise en compte des exigences actuelles. A l'issue des discussions, il a été décidé de créer un comité chargé d'étudier la question.

Après une intervention du Conservateur de la Haute cour, il a été décidé de former une entité intitulée « Comité consultatif du Conservateur concernant la révision des lois du Swaziland sur la nomination, le règlement et l'administration des agents d'exécution en matière civile ».



Aide de l'UIHJ

Les participants ont alors demandé de l'aide à l'UIHJ et il a été convenu que Johan Fourie et Robbie Schilz consulteraient le Comité consultatif. Le Comité consultatif devrait formuler des propositions en vue de réformer la législation se référant au service et à l'exécution des décisions de justice, et également mettre en place une structure destinée à réfléchir sur la communication ainsi que sur la discipline.

Les représentants de l'UIHJ ont ensuite été invités à formuler des propositions dans les semaines à venir, à la suite de quoi on se réunirait à Mbabane, la capitale du royaume du Swaziland, siège de la Haute cour. A la demande du Chef de la justice, il a été décidé qu'un compte-rendu serait présenté au ministère de la Justice vers la fin août 2006, approuvé par toutes les personnes ayant participé à cette première réunion.

La séance était alors levée après que les participants et particulièrement à la délégation de l'UIHJ aient été remerciés.



Visit of a UIHJ delegation to the Kingdom of Swaziland (12 & 13 February 2006)

An UIHJ delegation visited the Kingdom of Swaziland, and after an informal reception hosted by the Swaziland Association of Deputy Sheriffs and Messengers of Court on the 12th February 2006, which function was also attended by the Chief Justice of the Kingdom of Swaziland, commenced with the official visit on Monday the 13th February 2006.

Possibility of debt collection by Sheriffs

The delegation consisted of the First Vice-President of the UIHJ, Leo Netten, Board Member Johan Fourie, and Robbie Schilz the permanent delegate for Southern Africa of the International Union of Sheriffs and Judicial Officers.

The delegation first met with the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court, in the Kingdom of Swaziland, and was very pleased to note the presence of eighteen practicing Deputy-Sheriffs, out of a total in the Kingdom of Swaziland of twenty-seven. The occasion was used to inform the members of the Swazi Institute in regard to the structure and mission of the UIHJ, and contributions were made by the three delegates, using as a main platform the resolutions taken at the Pretoria Conference during February 2005.

The delegates were very interested in the possibility of debt collection by Sheriffs, and this particular aspect will be followed up by the Swazi Association.

Ohada treaties and The Hague Convention on the cross border service of civil process

Note was also taken of the Ohada Treaty, and the 1965 Hague convention on cross border service of civil process.

The Chairman of the Swazi Association, Sheriff Martin Akker, expressed his gratitude towards Leo Netten for the visit and the opportunity of the Sheriffs in Swaziland to be exposed to an international delegation.

Thereafter the delegation proceeded to the High Court in Swaziland, where a meeting was held under Chairmanship of the Honourable the Chief Justice Jacobus P Annandale, and which meeting was attended by the following dignitaries:

- 1) Chief Judge Annandale
- 2) Leo Netten
- 3) Johan Fourie
- 4) Robbie Schilz
- 5) Martin Akker - Deputy Sheriff of the District of Manzini and Chairman of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of Court of the Kingdom of Swaziland
- 6) Zandile Matse - Parliamentary Counsel, Attorney – General's Chambers, Kingdom of Swaziland
- 7) SN Dlamini – Registrar of the High Court



- 8) Flora Dube – Deputy Sheriff – District of Hhohho and Treasurer of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court in the Kingdom of Swaziland
- 9) Maswazi Nsibande – Secretary of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court in the Kingdom of Swaziland
- 10) Sabelo Masuko – Secretary of the Law Society of Swaziland
- 11) Siboniso Masilela – Acting Principal Secretary to the Ministry of Justice in the Kingdom of Swaziland

Universal activities of the UIHJ

The Chief Justice welcomed those present and requested Leo to proceed with an introduction in regard to the visit by the UIHJ delegation.

Leo Netten shortly sketched the universal activities of the UIHJ, as also how it was formed in 1952 and also referred to the expansion to and incorporation of former eastern European Countries as also contact on other continents, for example the Far East.

He stressed the necessity for Sheriffs to meet the demands of global organizations and that investors and bankers demanded effective legal systems, to include rule of Law and enforcement of orders of Court.

Leo Netten also referred to the resolutions taken at the Pretoria Conference during February 2005.

Johan Fourie continued and referred to the structure of Ohada and the possibility of the Treaty been extended to the Sadec Countries. The meeting thought that this could be considered at a much later stage.

The permanent delegate for Southern Africa then dealt with the 1965 Hague Convention, and the meeting unanimously accepted that it would be in the interests of service delivery to the legal profession as also to the public and the business community, for the Kingdom of Swaziland to join the Hague Conference and to confirm or ratify the 1965 Hague Convention. This specific item would be further attended to by the Chief Judge in consultation with the principal Secretary to the Ministry of Justice.

Practice of Sheriffs in Swaziland

The meeting then confined itself to the practice of Sheriffs in Swaziland, and the delegation noted that the Sheriffs acted in terms of the Sheriff's Act 17 of 1902 of Swaziland, which Act consists of sixteen paragraphs, covering two and a half A4 pages, and having very basic rules in regard to the appointment of Sheriffs and the manner in which civil process should be dealt with in regard to service and execution.

It was obvious to those present that the tenets of Act 17 of 1902 of Swaziland where totally inadequate in the present day, and it was agreed that the situation should be reviewed.

Resulting from the discussions, forming a committee, to take the matter further, was discussed.

After input by the Registrar of the High Court it was decided to form a body to be known as the "Registrar's Advisory Committee relating to the revision of the Laws of Swaziland on the appointment, regulation and administration of Civil Law Enforcement Officers".

Assistance from the UIHJ

The meeting then requested the UIHJ for assistance and it was agreed that both Johan Fourie and Robbie Schilz would consult to the Advisory Committee. The Advisory Committee would put forward proposals in regard to Rules referring to service and execution of civil process and orders of court, and would also consider a structure to meet the absolute necessity for a channel of communication and action in regard to disciplinary matters.

The meeting then requested the UIHJ representatives to come forward with proposals and draft documents within the ensuing five weeks, where after the role-players would further meet in Mbabane, the capital of the Kingdom of Swaziland and seat of the High Court, and the meeting also accepted a request from the Honorable Chief Justice that a comprehensive report be presented to the Ministry of Justice by the end of August 2006, supported by all the bodies and departments present at this inaugural meeting.

The meeting was then closed with a vote of thanks to those present and especially the UIHJ delegation.

In memoriam

Nous avons appris avec tristesse le décès de notre très respecté confrère Shiyumhlaba Dlamini, président de l'Association des Sheriffs du Swaziland, survenu au cours de l'été. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos sincères condoléances.

We learnt with sadness the death from our very honourable colleague Shiyumhlaba Dlamini, president of the Association of the Sheriffs of Swaziland, which has occurred during the summer. We address to his family and her close relations our sincere condolences.





45 délégations ont assisté au 19e congrès international de l'UIHJ à Washington D.C., des 26 au 28 avril 2006

Pour son premier congrès international sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, l'UIHJ a battu tous les records de participation.



Le nouveau bureau de l'UIHJ – The new UIHJ board

Le congrès international est l'organe suprême de l'UIHJ. Il se déroule tous les trois ans et est constitué de tous les huissiers de justice et officiers judiciaires dépendant des chambres nationales ou associations de celles-ci. C'est à cette occasion que sont élus les membres du bureau et le président de l'UIHJ, et où sont décidées les orientations pour les années futures. Ses résolutions sont obligatoires. Cette manifestation internationale permet également d'unir et de réunir pendant quelques jours l'ensemble des huissiers de justice et officiers ministériels du monde qui ont pour souci de servir la justice, de lutter contre la corruption et de faire progresser l'Etat de droit sur un plan mondial, dans l'amitié et la fraternité. En raison du nombre de thèmes abordés, le congrès de Washington D.C. s'est déroulé sur trois jours, des 26 au 28 avril 2006, dans les locaux de l'hôtel Double Tree, à Arlington.

Une grande organisation professionnelle au service de tous les huissiers de justice

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a présenté le traditionnel rapport moral sur les trois précédentes années d'exercice de l'UIHJ. Notre président a souligné que l'activité de l'UIHJ n'a cessé de progresser durant ces dernières années. Celle-ci a été essentiellement marquée par un déploiement accru de notre présence en Asie, dans certaines parties de l'Europe, et bien évidemment en Afrique.

Entre le 1er janvier 2004 et le 1er trimestre 2006, l'UIHJ a effectué 93 missions à travers le monde, allant de la Chine à l'Afrique du Sud, en passant par la Russie ou le Mexique. « *L'Union est une roue qui actionne une chaîne sans fin car, en serez-vous surpris, le calendrier des activités est pratiquement rempli jusqu'en fin d'année 2006 !* » a constaté Jacques Isnard. Le président

de l'UIHJ a souligné que notre organisation a fourni à 9 reprises ses experts aux grandes organisations internationales que sont le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux maîtres d'œuvre des programmes européens comme en Azerbaïdjan. Il a ensuite présenté la politique d'orientation de l'UIHJ, soulignant l'irrésistible ascension, dans le monde entier, du statut libéral de l'huissier de justice, tout en rappelant que les activités des huissiers de justice sont différentes d'un pays à un autre. A l'exception d'un certain nombre d'Etats africains (Maghreb, Afrique centrale et occidentale, Madagascar), la signification est marginale. Le recouvrement de créances est parfois même interdit et le constat quasiment inconnu. L'UIHJ s'est donc donnée pour objectif, après la promotion de l'huissier de justice libéral, d'homogénéiser le champ de leur activité en privilégiant, outre l'exécution, la signification et le recouvrement des créances.

L'UIHJ s'est d'ailleurs constamment montrée soucieuse de la situation économique des huissiers de justice en s'investissant en faveur de la promotion vers de nouveaux pôles d'activités. On rappellera combien notre organisation s'est impliquée ces 3 dernières années dans la conquête du marché du recouvrement en orchestrant la lutte contre les sociétés de recouvrement de créances.

Il faut donc orienter la profession vers un nouvel objectif : celui de la pluridisciplinarité. Cela implique de prendre en compte de nouvelles données, telle la configuration prochaine de la géopolitique dans les 10 années à venir avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde. Tout cela sans occulter le fait que les législations internes sont placées sous une constante tutelle émanant des puissantes et influentes organisations fédératives, tels le Conseil de l'Europe, l'Union européenne (UE), l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des affaires (Ohada)...



Sue Collins, présidente du congrès — President of the congress



Rufus G. King, président du tribunal du district de Columbia
— President of the District court of Columbia



Jacques Isnard, pendant sa présentation — During his presentation

La profession détient cependant un atout, particulièrement intéressant, qui peut peser sur son avenir : il s'agit de son potentiel d'activités encore inexploité. A cet effet il conviendrait, dans un premier temps, de dresser un inventaire du gisement existant en réfléchissant sur les possibilités d'ouverture et sur les perspectives d'avenir qui s'offrent aux huissiers de justice. Cette question pourrait être au cœur du prochain programme de l'UIHJ.

Il faut bien comprendre que l'évolution de la profession est inéluctable et qu'elle postule, de manière irréversible, pour un huissier de justice omniscient. Pour cela, les initiatives de l'UIHJ doivent être relayées par les chambres nationales respectives. On remarquera combien l'expérience, qui a été menée à l'occasion du recouvrement, a révélé une grande réceptivité des chambres nationales, qu'elles soient d'Europe, d'Afrique ou d'Amérique.

Il est incontestable que, dans chaque cas, les succès enregistrés sont à mettre au crédit de la dynamique insufflée par les huissiers de justice libéraux, naturellement plus intéressés par la matière que leurs collègues fonctionnaires.

Puis, le président Isnard a évoqué la représentation de l'UIHJ dans le monde et son organisation décentralisée, avec notamment UIHJ Euromed, regroupant 7 pays membres de l'UIHJ venant de pays situés autour de la Méditerranée. Les séminaires scandinaves réunissent, par période biennale, sous la houlette de la secrétaire permanente de l'UIHJ pour la Scandinavie, le Danemark, la Finlande, la Suède et plus récemment la Norvège. Les échanges portent sur des thèmes de droit comparé en Scandinavie.

Concernant la communication, la création des cartes d'adhérents au « Club UIHJ » a été un franc succès avec 715 cartes délivrées en 2005. Le président n'a pas manqué de remercier les membres du Club en indiquant que celui-ci contribuait à améliorer le budget de l'UIHJ. Enfin, Jacques Isnard a rappelé quels étaient les quatre nouveaux membres ayant rejoint l'UIHJ depuis le congrès international de Tunis en 2003 : Chypre, le Swaziland, la Thaïlande et le Zimbabwe. Après avoir salué le travail accompli par Luisa Lozano, secrétaire de l'UIHJ et l'ensemble des bénévoles « passionnés de l'Union », le président a terminé son rapport en saluant, au nom de tout le bureau, chacun des présidents de délégations et leur dire aussi toute l'estime qu'ils leur portent. Sans eux, leur implication et souvent leurs sacrifices, a-t-il conclu, l'Union ne serait pas ce qu'elle est : une grande organisation professionnelle au service de tous les huissiers de justice.

Entrer en contact

Après cette brillante allocution vint la cérémonie officielle d'ouverture du congrès.

Sue Collins, ancienne présidente de la National Association of Professional Process Servers (Napps), présidente du congrès, a souhaité la bienvenue aux quelques 450 congressistes présents venus des continents européen, africain et américain. Sue Collins a indiqué qu'elle souhaitait que chacun puisse profiter de son séjour aux Etats-Unis et se familiariser avec la ville de Washington D.C. Citant le président Isnard, notre consœur a rappelé que le congrès international permet d'entrer en contact avec des collègues de son propre pays mais aussi d'autres pays et d'autres continents. Le congrès est un forum d'échanges d'idées, d'expertise, de méthodes et de talents. Les thèmes du congrès : « Vers un code mondial de l'exécution », « L'efficacité des procédures : les preuves, les mesures provisoires et l'exécution » et « L'harmonisation des procédures d'exécution dans un espace de justice sans frontière » sont la marque des résultats extraordinaires accomplis par l'UIHJ, a indiqué Sue Collins. La président du congrès a ensuite indiqué que les rapports économiques se mondialisent chaque jour davantage et que l'Internet a permis de raccourcir, voire de faire disparaître, les distances entre les hommes. Il est dès lors naturel que les différends entre les hommes s'internationalisent également, nécessitant la mise en place de procédures adaptées, simples, efficaces mais aussi sécurisées. Sue Collins a indiqué que les différentes interventions du congrès avaient pour objectif de contribuer à atteindre ce but. Mme Collins n'a pas oublié d'inviter l'ensemble des participants, au nom de la Napps, à participer à une soirée « Country & Western » pour goûter à l'accueil en terre américaine. Notre hôte a enfin décrit les différentes réjouissances qui allaient attendre les congressistes et leurs proches en parallèle des activités du congrès : dîner de gala, visite de Washington et post-congrès à Washington ou à New York. Les découvertes à Washington sont nombreuses et variées, a fait remarquer la président du congrès : multitude de musées et sites prestigieux parmi lesquels la Maison blanche, le Capitol, le Washington Monument, le musée de l'air et de l'espace, la National Gallery of Art, le Pentagone, le Lincoln's Monument, etc.

Puis le président du tribunal du district de Columbia, Rufus G. King, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants, en rappelant l'importance de la mission des agents chargés de l'exécution des décisions de justice, bras séculier



John Perez, président de la NAPPS – President of NAPPS



Kraisorn Barameeauychay, sous-secrétaire d'Etat à la Justice, Thaïlande – Vice-State secretary for Justice, Thailand



Alda Kemelmajer de Carlucci, juge à la Cour suprême de Mendoza (Argentine), membre de l'American Law Institute, Judge at the Supreme Court of Mendoza (Argentina), member of the American law Institute

de la justice. M. King a également invité les congressistes à profiter de leur séjour à Washington pour visiter et découvrir la richesse culturelle de la capitale des Etats-Unis.

Les neuf piliers du code mondial de l'exécution

Leo Netten, premier vice-président de l'UIHJ a ensuite présenté le déroulement des trois journées de congrès et a cédé la parole à Bernard Menut, rapporteur du congrès qui s'est lancé, avec succès, dans l'exercice de la présentation des travaux du congrès. Le secrétaire du bureau de l'UIHJ a en effet esquissé les bases d'un code mondial de l'exécution.

La justice est atteinte, a-t-il indiqué, comme bien d'autres domaines, par la mondialisation.

Il appartient donc aujourd'hui aux huissiers de justice de fonder les bases d'une harmonisation des règles d'exécution en vue de la construction d'un code mondial de l'exécution. Ce code devra répondre à des exigences de lisibilité car la règle de droit doit être simple, pour être comprise par tous, et efficace. L'exécution de la décision de justice vise à rétablir les équilibres économiques et contribue donc à faire régner la confiance entre les acteurs du monde économique, aussi diverse soit la constitution de leur patrimoine. Bien entendu, l'exécution seule n'est pas visée et le code s'attachera aussi aux mesures provisoires et

conservatoires, en prévoyant pour l'une comme pour l'autre une limitation dans le temps autour d'un délai raisonnable. Créer un ensemble de règles communes renforcera l'éthique entre les professionnels chargés de les appliquer.

Toutefois, si l'exécution de justice est en liaison avec le monde économique, elle est aussi connectée avec la sociologie et le code mondial devra faire preuve de souplesse pour pouvoir être adapté dans tous les pays.

Le code mondial définira le rôle de chacun des intervenants du fonctionnement judiciaire.

le juge (qui doit être indépendant)

L'agent d'exécution : fonctionnaire ou indépendant ?

Les parties : leurs droits et leurs devoirs

Les tiers : identification et participation

Les titres fondant les mesures engagées seront constitués par les décisions des juges et les titres fiscaux. L'agent d'exécution sera chargé de l'information des parties. Cette information, préalable, concomitante ou postérieure à l'exécution, devra être compréhensible, rapide et exhaustive.

L'abandon du principe de l'exécution sur la personne au profit de l'exécution par équivalence sur les biens du débiteur implique une transparence patrimoniale assurée par la participation sanctionnée du débiteur et l'accès aux informations pour l'agent d'exécution.

L'ancien bureau de l'UIHJ – The former board of UIHJ



Participants – The participants





Le premier atelier – The first workshop



Stephen L. Bluestone, Attorney, USA

L'exécution porte en principe sur la totalité du patrimoine du débiteur. Tout principe a ses exceptions la première étant la proportionnalité des mesures. Lors du déroulement des opérations la présence du demandeur est interdite et celle du défendeur facultative. Le code mondial pourra poser le principe de l'indisponibilité des biens saisis en laissant l'option du gel ou de l'enlèvement à chaque pays.

Pour clore l'exécution, l'officier judiciaire mettra en œuvre la vente des biens, sauf pour les créances sommes d'argent ou les valeurs définies sur un marché pour lesquelles l'attribution au créancier sera le principe. Enfin, le code prévoira les possibilités de contestation des mesures engagées en assurant la promotion de la création d'un juge de l'exécution dont il déterminera tant la compétence territoriale que la compétence matérielle. La construction du code mondial de l'exécution repose sur neuf piliers :

- la rapidité d'engagement des mesures
- l'efficacité
- la transparence
- l'accès aux informations patrimoniales
- la proportionnalité des mesures
- la simplification des règles de procédures
- la responsabilité des intervenants
- l'éthique
- et le coût raisonnable des mesures.

Harmoniser les règles mondiales de signification

Le premier atelier consacré à la preuve fut animé par notre confrère Mathieu Chardon (France), membre du Comité de l'UIHJ. Il était assisté de Guy Aidans, président de la Chambre des huissiers de justice du Québec, d'Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, d'Adrian Stoica, huissier de justice à Costanza (Roumanie) et de Fred Blum (Napps, USA). « Il est temps de présenter un huissier de justice protéiforme, mais pour mieux harmoniser les règles mondiales de la signification », a indiqué Mathieu Chardon. Basant sa présentation sur les pratiques de la signification dans le monde et sur l'expérience des confrères installés à ses côtés, notre confrère a engagé des pistes de réflexion sur des normes mondiales en matière de signification d'acte. Ainsi, pour offrir la meilleure garantie des droits des justiciables, la signification doit être réalisée personnellement au destinataire

par l'officier judiciaire ou par un professionnel spécialement habilité à cet effet. Dans le cadre exclusif de sa mission, l'officier judiciaire ou l'agent chargé de la signification doit être habilité à obtenir des renseignements concernant le lieu où demeure le destinataire de l'acte, ou celui où il peut être rencontré habituellement, tel son lieu de travail, à l'exclusion de tout autre renseignement. Les organismes interrogés ne peuvent opposer le secret professionnel à l'officier judiciaire ou l'agent chargé de la signification qui en aura fait la demande au moyen d'un formulaire standardisé. L'acte de signification doit présenter des formes permettant de déterminer avec précision l'identité du demandeur, celle de l'officier judiciaire ou du professionnel chargé de la signification et engager pleinement leur responsabilité dans l'accomplissement de leur mission.

La signification peut être également réalisée par voie dématérialisée, mais seulement dans les conditions cumulatives suivantes :

- une convention existe entre le demandeur et le destinataire de l'acte autorisant la voie électronique comme moyen de communication susceptible d'engendrer des effets juridiques, selon le modèle annexé
- la signification est réalisée directement par l'officier judiciaire ou l'agent chargé de la signification, au moyen d'un protocole sécurisé
- le destinataire de l'acte accuse réception de l'acte à l'officier judiciaire ou à l'agent chargé de la signification au moyen d'un protocole sécurisé dans un délai de huit jours

Enfin, les conditions de la remise de l'acte doivent être relatées avec précision dans un document qui a une valeur officielle et engage la responsabilité de son auteur.

L'intervention de l'huissier de justice dans le domaine des mesures conservatoires

Le deuxième atelier était dirigé par notre confrère Jeroen Nijenhuis (Pays-bas), venu remplacer Jos Uitdehaag, empêché. Notre confrère était assisté par notre confrère Nicola Hesslén (Suède), Ismail Sabeir, président de la Chambre des sheriffs d'Afrique du Sud, et par Filifing Dembélé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali. Cet atelier a traité des mesures provisoires et conservatoires. Jeroen Nijenhuis a précisé qu'en Hollande le juge autorise la mesure sur la demande du créancier sans exiger aucune preuve. Toute la responsabilité repose alors sur le demandeur. Il a rajouté que les



Yacine Sene, vice-présidente de l'UIH, présidente d'honneur du congrès – Vice-president of the UIH, honorary president of the congress



Mathieu Chardon, membre du Comité de l'UIH - responsable du premier atelier – Member of the Committee of UIH, chairman of the first workshop



Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIH – Member of the board of UIH

juges des tribunaux de première instance dans son pays n'avaient aucune connaissance technique de l'exécution. En revanche, les huissiers de justice hollandais sont eux d'excellents techniciens de la procédure. Ce sont des experts, des spécialistes : aussi notre confrère se demande si on ne pourrait pas faire l'économie du juge...

Il a voulu sur ce point recueillir l'opinion de ses collègues autour de la table :

- en Afrique du Sud, l'huissier de justice reçoit les ordres du tribunal et ensuite le shérif exécute.
- en Suède, la séparation des pouvoirs est effective, toutefois il faudrait repenser le système pour peut-être adopter celui néerlandais.
- en Afrique de l'Ouest, avec les textes de l'Ohada, le juge autorise les mesures conservatoires, excepté pour certaines créances.

Jeroen Nijenhuis a insisté ensuite sur l'aspect humain de la profession d'huissier de justice qui, au delà de son expertise, doit avoir un comportement humain dans le respect des droits du débiteur et des intérêts du créancier. Reprenant les propos de Bernard Menut au sujet de la déontologie et de l'éthique, Me Nijenhuis a appuyé sur leur caractère essentiel.

Toute partie a le droit d'être entendue : le créancier a droit à un système d'exécution efficace, et le débiteur a besoin d'être protégé, dans le respect de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et du citoyen. « *L'efficacité et la rapidité sont les clefs de l'action de l'huissier de justice mais il ne doit pas tout sacrifier à cela* » a indiqué Jeroen Nijenhuis, et de se demander si une exécution transfrontalière était envisageable : un huissier de justice hollandais pourra-t-il exécuter en Suède, par exemple ?

- en Afrique du Sud, l'huissier de justice relève d'une circonscription comme celle de Pretoria donc l'exécution transfrontalière est impossible.
- en Suède, c'est une question très importante, il existe Interpol et Europol en ce qui concerne la police du monde ; il faudrait qu'il existe quelque chose de semblable pour les huissiers de justice.
- dans le cadre des pays relevant des textes de l'Ohada, la compétence relève du ressort judiciaire. Le problème de l'efficacité de l'exécution en Afrique est un problème de moyens matériels et humains.

En conclusion, Me Nijenhuis a souhaité que l'intervention de l'huissier de justice, en matière de mesure conservatoire, se fasse sans l'autorisation du

juge, si la preuve de la créance lui semble irréfutable à condition que le débiteur conserve une possibilité immédiate de contestation judiciaire.

Une soirée chez les Cow-boys de l'Ouest sauvage

Après cette intense matinée et un buffet où chacun a pu reprendre des forces, rendez-vous a été donné pour la soirée « Country & Western » offerte par la Napps. Effectivement, vers 20 heures, le hall de l'hôtel s'est soudainement rempli d'individus affublés de chapeaux de Cow-boys, de bandanas et de chemises à carreau. L'Ouest venait-il envahir l'Est ? Rassurez-vous, il ne s'agissait que de quelques centaines d'huissiers de justice venus rendre hommage — à leur façon — à la conquête de l'Ouest sauvage, et tout simplement passer une merveilleuse soirée en agréable compagnie ! Pour les plus hardis, la soirée s'est achevée au dernier étage de l'hôtel dans le salon panoramique tournant avec vue imprenable sur le Pentagone et Washington.

Steven Spielberg et conférence internationale

Le lendemain, jeudi 27 avril, chacun était au rendez-vous pour la désormais traditionnelle séance audiovisuelle concoctée par notre confrère René Duperray, surnommé par les spécialistes le « Steven Spielberg de la profession », tant sont impressionnants sa maîtrise de la caméra et le suspense sans cesse ménagé dans ses films. Jugez plutôt. Le mystérieux et inquiétant thème retenu pour cette séance était : « De la justice traditionnelle au réseau ». « Et maintenant, que va-t-il se passer ? » se demandait-on en regardant les images qui nous ont transportées à la rencontre de nos confrères des quatre coins du monde, du Burkina Faso (où nous avons rencontré le « Mogho Naba, empereur des Mosse »), à la Thaïlande, en passant par l'Algérie et les Pays-bas. Cette incroyable voyage a permis de donner encore plus de sens à la conférence internationale tant attendue qui s'est déroulée sur le thème de « L'harmonisation des procédures d'exécution dans un espace sans frontière ».

Notre confrère Roger Dujardin (Belgique), vice-président de l'UIH était le maître d'œuvre de cette séance. Autour de lui se trouvaient Honoré Aggrey (Côte d'Ivoire), secrétaire permanent de l'UIH, Kraisorn Bameeaychay (Thaïlande), sous-secrétaire d'Etat à la Justice, Alda Kemelmajer de Carlucci (Argentine), juge à la Cour suprême de Mendoza, membre de l'American Law



Jean Christin, trésorier de l'UIHJ — Treasurer of UIHJ



Marc Schmitz, membre du Comité de l'UIHJ, responsable du troisième atelier — Member of the Committee of UIHJ, chairman of the third workshop



Guy Aidans, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Québec — President of the National chamber of judicial officers of Quebec

Institute, Pim Albers (Pays-bas), Conseiller spécial auprès de la CEPEJ, Conseil de l'Europe, Mark Neal (USA), assistant United States Trustee, Département of justice, Stephen L. Bluestone (USA), Attorney, directeur de la firme Bluestone international, et Christophe Bernasconi, premier secrétaire de la Conférence de La Haye de droit international privé.

La où l'huissier de justice n'existe pas, il n'y a pas de sécurité juridique

La conférence a débuté par le rapport introductif exposé par le président Jacques Isnard. Le président de l'Union est revenu sur la volonté des Etats, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de se regrouper autour de trois concepts : l'économie, la paix et la protection des droits de l'homme, oubliant trop longtemps les conséquences juridiques. « *La mondialisation est un concept iconoclaste sacralisé par le monde des finances* » s'est-il exclamé, bien que quelques pistes de réflexion aient été menées, dans le sens de l'harmonisation. « *L'exécution n'est plus un mythe* » a surenchéri Jacques Isnard. Mais peut-on réellement parler de droit de l'exécution ou de droit à l'exécution ? La Cour européenne des droits de l'homme a consacré ce droit dans un arrêt du 19 mars 1997, laissant cependant ouverte la question de l'autonomie d'un droit européen de l'exécution, question posée lors du colloque de l'UIHJ, en 2002 à Paris (France).

A cet égard, le traité de l'Ohada est une réussite : 16 pays de l'Afrique de l'Ouest ont adopté une unicité de monnaie, de droit juridique, de système judiciaire. C'est un cas unique dans le monde.

Faut-il faire pour autant un constat de carence, s'est demandé le président ? Non, les professionnels du droit, et en premier lieu l'UIHJ, ont pris des initiatives et les colloques internationaux de la profession ont depuis longtemps démontré qu'il ne peut y avoir de terrain propice aux affaires sans sécurité juridique. Il a relevé l'implication du Conseil de l'Europe avec la création de la Commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ), la régulation de la Cour de justice des communautés européennes (CJCE), le rôle moteur d'Unidroit et de l'American Law Institute (Ali), notamment avec les travaux sur la création d'un livret transnational de procédure civile. Sans oublier le rôle essentiel mené par les professionnels dans le processus d'harmonisation de la procédure d'exécution :

un rôle très actif dans la zone Ohada avec les séminaires de formation dispensés par l'Ecole nationale de procédure française, dénonçant « l'huissier de justice protéiforme ».

Le constat demeure : « *là où l'huissier de justice n'existe pas, il n'y a pas de sécurité juridique* » a ajouté le président de l'UIHJ, « *alors que s'instaure une justice privée, facteur d'insécurité* ».

Afin d'arriver à une harmonisation, les accords ou traités internationaux, l'instauration d'un code international préconisé par Unidroit, la réforme de l'exequatur en Europe ou le Code judiciaire européen sont autant de démarches positives.

En conclusion, Jacques Isnard a exposé qu'un droit de l'exécution, voulu et efficace, nécessite une volonté économique, une action des juristes et des professionnels, soit une somme de volontés...

Dix ans d'application du traité de l'Ohada

Honoré Aggrey a ensuite établi un bilan de dix ans d'application du traité de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada). Avec l'adoption du traité de l'Ohada le 18 septembre 1995, on peut raisonnablement penser que l'Afrique peut apporter sa pierre à l'harmonisation. Après dix ans d'application des dix actes uniformes, on peut dire qu'ils ont contribué à la sécurité de l'environnement judiciaire des entreprises en Afrique.

L'acte uniforme sur l'exécution s'est appliqué de manière progressive, en renforçant le rôle des huissiers de justice. La création de nouvelles formes de saisies comme celles des droits incorporels avec la saisie des droits d'associés, des valeurs mobilières et des comptes bancaires ou des saisies mobilières telles que la saisie des véhicules terrestre à moteur, sont autant d'outils d'exécution efficaces. Gageons que les huissiers de justice de la zone Ohada seront les premiers professionnels de l'espace judiciaire à proposer des réformes au Conseil des ministres de l'Ohada.

Trois catégories d'huissiers de justice en Thaïlande

Dans notre pays nous utilisons le même code de procédure civile depuis 1945, a indiqué ensuite Kraison Baramaueaychay. D'après ce code, après le jugement, c'est le juge qui doit donner l'ordre d'exécuter à l'huissier de justice



E. Kogla Batamak, huissier de justice (Cameroun) – Judicial officer (Cameroon)



Ornyajay Pholthanang, ministre de la Justice, Thaïlande – Ministry of Justice, Thailand



Roland Demeerleer, membre du bureau de l'UIHJ - Member of the board of UIHJ

thaïlandais, qui est fonctionnaire.

Il y a trois catégories d'huissiers de justice :

- ceux en charge des ventes mobilières et immobilières
- ceux en charge des procédures collectives
- ceux en charge de l'exécution

Enfin si l'exécution n'est pas possible sur les biens, elle sera reportée sur la personne du débiteur. En 1997, la croissance économique s'est accélérée en Thaïlande, et avec elle le nombre des conflits. Nous avons alors décidé d'ouvrir la profession d'huissier de justice aux personnes privées. Certes nous nous sommes heurtés à la réticence du public, mais je suis persuadé que c'est la meilleure solution pour l'efficacité de l'exécution. « Nous sommes curieux de comprendre ce qui se passe dans les autres pays et c'est ce que nous attendons de ce congrès », a conclu M. Barameeauychay.

Vers la création d'un espace de justice dans le Mercosur ?

Mme de Carlucci a ensuite pris la parole pour se demander si l'on pouvait envisager la création d'un espace de justice dans l'espace Mercado Comun del Sur (Mercosur - Marché commun du Cône Sud) ? Les pays fondateurs de l'espace Mercosur sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Les autres pays

Stephen L. Bluestone & Roger Dujardin

de l'Amérique du Sud sont seulement associés. Le traité fondateur a été signé en 1991 et assignait simplement l'obligation d'adopter une solution commune des conflits avant le 31 décembre 1994. Le 17 décembre 1991, le protocole de Brasilia créa le tribunal des conflits ad hoc ; puis en 1995, le protocole de Ouro Preto modifia la structure institutionnelle de Mercosur et régla les mesures provisoires.

Enfin le dernier pas fut franchi en 2002 avec le protocole d'Olivos qui consacra dans son premier article la possibilité de recourir au « forum shopping », le choix devant se situer avant l'ouverture des négociations. Il prévoit la possibilité de se diriger vers des mécanismes simplifiés pour des questions purement techniques. Si le tribunal ad hoc a peu de résultats quantitatifs, ses résultats qualitatifs sont remarquables et permettent donc de constater les effets directs des mesures de Mercosur. On peut citer une célèbre décision de 2002 qui a enjoint aux pays membres de ne pas édicter de règles de droit contraires aux règles communautaires et qui a fixé les délais d'exécution des décisions (le délai raisonnable étant supplétif du délai fixé par la décision elle-même). Les grands principes de Mercosur sont donc l'acceptation de l'arbitrage et l'accomplissement de la décision par celui qui s'y soumet.

Le Mercosur reflète les pays qui le composent avec leurs limites et leurs capacités, mais il est nécessaire au développement de leur potentiel.

Un questionnaire de la CEPEJ

Puis M. Albers, a évoqué l'action de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ). M. Albers rappelle l'importance de l'exécution du jugement dans un délai « raisonnable ». Il salue l'action de l'UIHJ qui participe activement aux travaux de la Commission en remerciant MM. Menut et Netten.

Il insiste sur les problèmes soulevés par l'inexécution des décisions de justice dans les Etats membres. Pour tenter de résoudre ces difficultés, la Commission a adressé un questionnaire aux Etats membres pour déterminer quel était leur système d'exécution et le statut des agents d'exécution avec des questions plus précises sur la durée de l'exécution, l'exécution elle-même, le statut des agents d'exécution, la représentation organisationnelle et les coûts de l'exécution. Les résultats de ce questionnaire seront connus en septembre 2006, a conclu le conseiller spécial auprès de la CEPEJ.





Jeroen Nijenhuis, huissier de justice (Pays-bas), responsable du deuxième atelier – Judicial officer (the Netherlands), chairman of the second workshop



Filifing Dembelé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali – President of the National Chamber of judicial officers of Mali



André Mathieu, secrétaire permanent de l'UIHJ (Québec) - Permanent Secretary of UIHJ (Quebec)

Trois faillites par minute aux USA

Mark Neal traite de l'exécution des jugements dans le système américain de la faillite. Aux USA, il y a trois faillites par minute. C'est pourquoi, le Congrès américain tente d'adopter des normes communes avec l'objectif de trouver un équilibre en ce qui concerne la protection des débiteurs et des créanciers. La législation prévoit 4 systèmes de faillite :

- Liquidation des entreprises
- Redressement réservé aux grosses entreprises
- Faillite des particuliers
- Faillite transfrontalière

Dans chacun de ces systèmes, il existe le principe de la suspension des poursuites ainsi que celui de l'égalité des créanciers. Un état du patrimoine (actif/passif) est dressé par un syndic, professionnel privé qui procède à la vente des actifs.

Les dettes garanties ne peuvent être effacées. En pratique, force est de constater que le taux de recouvrement reste très faible, a admis M. Neal.

Stephen L. Bluestone, a poursuivi en parlant de l'exécution des jugements

Le deuxième atelier – The second workshop



étrangers aux Etats-Unis. Pour être exécutoire aux Etats-Unis, un jugement étranger doit :

- être définitif
- être exécutoire dans le pays d'origine
- avoir été signifié

Se pose un problème important, celui des jugements par défaut qui ne peuvent être reconnus dans la majorité des Etats américains. Il faut alors faire un nouveau procès sur place, mais cette solution n'est pas satisfaisante car elle décourage souvent les demandeurs.

La nouvelle convention de la Conférence de La Haye

Enfin, pour terminer cette conférence internationale, Christophe Bernasconi, qui était déjà intervenu lors du précédent congrès international de Tunis en mai 2003, a présenté la contribution de la Conférence de La Haye de droit international privé en matière de coopération judiciaire internationale, en particulier la récente convention sur les clauses d'élection du for. Le traité international par essence ne peut pas être contraignant et ne donne donc pas lieu à harmonisation. La Conférence de la Haye ne traite pas directement de l'exécution mais elle y participe par le biais de toutes les conventions et notamment celle concernant les notifications et les significations. Un projet de convention sur les clauses d'élection du for, convention au demeurant fort complexe et qui s'inscrit en marge du concept traditionnel de l'exécution, est actuellement à l'étude, a indiqué le premier secrétaire de la Conférence de La Haye.

L'exécution en cinq parties

Après une discussion et avoir entendu les contributions des congressistes, les travaux du 3e atelier ont immédiatement suivi. Dirigé par notre confrère Marc Schmitz (Belgique), membre du Comité de l'UIHJ, le thème de l'exécution a été décliné en 5 parties. Marc Schmitz s'est entouré de collègues plusieurs continents : Ornyjay Phoolthanang (Thaïlande), département de l'exécution forcée auprès du ministère de la Justice, E. Gogla Batamak, huissier de justice à Yaoundé (Cameroun), Elin Vilippus, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie, et Hans Eckhard Gallo, président des Gerichtsvollzieher (Allemagne).



Le nouveau bureau de l'UIHJ — The new board of UIHJ

« Le meilleur jugement rendu par le meilleur juge, n'a aucune valeur s'il n'est pas exécuté de façon efficace » a affirmé Marc Schmitz. Dans le cheminement du processus d'exécution, de nombreux écueils surviennent. Le rapporteur du troisième atelier a choisi d'en sélectionner cinq qui furent abordées par les intervenants. Sur l'exécution limitée dans le temps, il a été posé la question : Etes-vous autorisé à recevoir le paiement échelonné, avez-vous un délai pour clôturer les dossiers ? En Thaïlande, après la décision du juge, il existe une limite de dix ans pour lancer les mesures d'exécution. En Allemagne, le paiement échelonné est limité à 6 mois. La date peut-être reportée à 12 mois avec l'accord du créancier. En Estonie, le code ne fixe pas de délais dans le temps. Au Cameroun, aucune disposition n'est prévue. L'huissier de justice accorde des moratoires.

Sur la protection du débiteur et la proportionnalité des frais, les intervenants ont été amenés à apporter leur témoignage ainsi qu'à répondre à la question de savoir si la saisie est considérée comme un moyen de pression ou de réalisation, dans leur pays respectifs. Au Cameroun, les frais sont avancés par le créancier. La saisie est un moyen de pression et de réalisation sous la responsabilité de l'huissier de justice. En Thaïlande, l'objectif est de vendre mais la saisie reste plutôt un moyen de pression. En Estonie, on ne peut pas vendre les biens saisis s'il n'y a pas de proportionnalité, donc la saisie est un moyen de pression.

Sur la relation des huissiers de justice et des forces de l'ordre, le concours est-il rapide notamment dans le cadre de l'ouverture des portes ? En Estonie, l'huissier de justice peut ouvrir les portes, avec l'autorisation du tribunal et le concours de la force publique. En Allemagne, l'huissier de justice est seul responsable de l'exécution. En Thaïlande, l'huissier de justice est responsable de la saisie et demande directement le concours de la force publique. Au Cameroun, l'huissier de justice demande, en cas de besoin, l'assistance de la force publique, laquelle est trop souvent longue à obtenir.

Sur l'accès à une base de données concernant le patrimoine du débiteur ou son adresse, en Allemagne, les débiteurs doivent faire des déclarations obligatoires sous serment. En Estonie, l'huissier de justice a accès au registre de la population et surtout celui du fisc, le tribunal peut obliger le débiteur à déclarer sous serment. En Thaïlande, le créancier donne les renseignements sur le débiteur à l'huissier de justice. Au Cameroun, il n'y a pas d'obligation qui pèse sur le débiteur, le créancier fait des recherches.

Enfin, sur le rôle de l'huissier dans le cadre de la distribution du produit de la vente ou des fonds saisis et le concours des créanciers, au Cameroun, il faut tenir compte de la situation du débiteur et du concours entre créanciers. En

Thaïlande, la répartition est reçue par priorité pour les créanciers hypothécaires. En Estonie, il n'existe pas de concours de saisie, une réforme est en cours. En Allemagne, les frais de l'huissier de justice sont prioritaires, le produit de la vente est réparti suivant l'ordre des créanciers. Pour terminer, la parole a été donnée à l'assistance.

Jazz et détente aux USA

C'est sur un agréable fond de musique de jazz — Etats-Unis oblige — que s'est ensuite déroulé le dîner de gala qui a permis à chacun de se détendre et d'approfondir les amitiés naissantes qui se sont nouées pendant les jours précédents. C'était aussi l'occasion pour chacun de discuter de façon informelle ou de prendre connaissance de la « Gazette du congrès », publication rédigée par une équipe de l'UIHJ pendant les travaux.

Le nouveau bureau de l'UIHJ

Pour finir les travaux du congrès, les élections du nouveau bureau se sont déroulées le vendredi 28 avril, à partir de 9 h 15. Voici la composition du nouveau bureau :

- Jacques Isnard (France), président
- Leo Netten (Pays-Bas), premier vice-président
- Roger Dujardin (Belgique) et Yacine Sene (Sénégal) : vice-présidents
- Bernard Menut (France), secrétaire
- Jean Christin (Suisse), trésorier
- André Mathieu (Québec), secrétaire adjoint
- Adrian Stoica (Roumanie), trésorier adjoint
- Mourad Skander (Tunisie) et David Walker : membres
- Roland Demeerleer et Francis Guépin (France), assesseurs en surnombre
- Gyula Kovacs (Hongrie) et Emmanuel Minoungou (Burkina Faso), commissaires aux comptes

Des vœux pour l'avenir

Notre confrère Bernard Menut a présenté les vœux du congrès, lesquels ont été aussitôt votés. En voici le texte :

Considérant que le Code mondial de l'exécution est une nécessité juridique, économique et sociale,

Considérant l'apport essentiel des huissiers de justice et des officiers judiciaires aux processus d'information, de protection et de garantie des justiciables, ainsi qu'à l'exécution,

Le congrès des huissiers de justice et officiers judiciaires réuni à Washington



Soirée Cowboy — Cow boy evening

D.C. les 26, 27 et 28 avril 2006 a émis et adopté les vœux suivants :

Vœu 1

A l'occasion de la réception d'un document judiciaire ou extrajudiciaire, chaque justiciable doit recevoir une information objective, compréhensible et sécurisée afin de faire valoir ses droits

Vœu 2

L'huissier de justice ou l'officier judiciaire doit pouvoir initier et mettre en œuvre toutes les mesures provisoires appropriées pour protéger les intérêts du demandeur dans le respect des droits du défendeur.

Vœu 3

L'huissier de justice ou l'officier judiciaire chargé de l'exécution d'un titre exécutoire doit disposer d'un accès total aux informations relatives au patrimoine du demandeur

Vœu 4

Le congrès invite tous les partenaires du monde judiciaire et économique à venir construire avec les huissiers de justice et les officiers judiciaires le Code mondial de l'exécution.



L'équipe de la Gazette du congrès, de G. à D.- The Congress Gazette team, from left to right: Dominique Aribaut-Abadie, Rose Bruno, Mathieu Chardon, Françoise Andrieux, Stéphane Gensollen (rédacteur en chef — Editor in Chief), Anne Kérisit + Carmen Bruno (traduction - Translation)

Dans son discours de clôture, le président Isnard n'a pas manqué de remercier l'ensemble des délégations pour la confiance renouvelée à l'occasion de son cinquième mandat. Il a également remercié l'ensemble des congressistes pour leur participation et leur soutien à l'UIHJ et souhaitant à chacun une bonne fin de séjour en terre américaine et un bon retour dans leurs pays respectifs. Le président de l'UIHJ a à nouveau souligné l'importance des actions entreprises par l'UIHJ en indiquant quels seraient les axes pour les trois prochaines années, avec la poursuite du développement des relations avec les Etats-Unis, l'Amérique et l'Asie et les travaux sur le Code mondial de l'exécution, sans oublier les aspects économiques de la profession ni les séminaires régionaux. De très nombreuses actions en perspective qui nous feront patienter jusqu'au prochain congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille (France), en 2009 ! Rendez-vous est déjà pris . . .

Vue de Washington — View from Washington D.C.





45 delegations attended the 19th international congress of the UIHJ in Washington D.C., from the 26 to April 28, 2006

For its first international congress on the territory of the United States of America, the UIHJ beat all the records of participation.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of UIHJ

The international congress is the supreme body of the UIHJ. It is held every three years and consists of all the judicial officers depending on the national chamber or associations on those. It is on this occasion that the members of the board and the president of the UIHJ are elected, and where the orientations for the future years are decided. Its resolutions are obligatory. This international congress also makes it possible to link and join together during a few days the whole of the judicial officers and members of the legal profession of the world who have as a concern of serving justice, fighting against corruption and to make progress the State of law world-wide, in friendship and brotherhood. Because of the number of topics approached, the congress of Washington D.C. proceeded over three days, from the 26 to April 28, 2006, in the premises of the Double Tree hotel, in Arlington.

A large professional organisation at the service of all the judicial officers

Jacques Isnard, president of the UIHJ, presented the traditional moral report over the three preceding working years of the UIHJ. Our president stressed that the activity of the UIHJ did not cease progressing in the last few years. This activity was primarily marked by an increased deployment of our presence in Asia, in certain parts of Europe, and obviously in Africa.

Thus, between 1 January 2004 and the 1st quarter of 2006, UIHJ has implemented 93 missions throughout the world, from China to South Africa, through Russia and Mexico.

"The Union is the cog that drives a continuous chain, so it will be no surprise that its calendar of activities is already almost full until the end of 2006!" Jacques Isnard noted. The president of the UIHJ stressed that our UIHJ has on 9 occasions sent its experts to major international organisations, which are the Council of Europe, the European Union and the Hague Conference on private international law, as well as to project managers of European programmes (e.g. Azerbaijan). He then presented the policy direction of the UIHJ, underlin-

ing the irresistible rise, in the whole world, of the liberal statute of the judicial officer, while recalling that the activities of the judicial officers are different from a country to another. Except for a certain number of African States (the Maghreb, central and Western Africa, Madagascar), the service of documents is marginal. The collection of debts is sometimes even prohibited while statements of facts are almost unknown. The UIHJ was thus given for objective, after the promotion of the liberal judicial officer, to homogenise the field of their activity by privileging, in addition to the enforcement of court decisions, the service of documents and the recovery of debts.

The UIHJ has also continually shown itself to have a concern for the economic situation of judicial officers by investing in the promotion of new centres of activity. One should remember the extent to which our organisation was involved over these past 3 years in the conquest of market share for debt recovery in organising the competition against debt recovery companies.

It is therefore necessary to guide the profession towards a new objective: that of a multi-disciplinary approach, which entails taking into account new givens, such as the imminent configuration of geopolitics over the next 10 years with the increasing power of China and India. This must be seen in context, without obscuring the fact that internal legislation is placed under constant guardianship arising from powerful and influential federative organisations, such as the Council of Europe, the EU, Ohada, etc.

The profession does however have an advantage, which is particularly valuable, and which may have bearing on its future, which is its potential in activities that have not yet been exploited. To this end it would be appropriate, in the first instance to draw up an inventory of the existing scope at the same time as considering possibilities for new openings and future perspectives available to the profession of judicial officers. This aspect could be the focus of a future UIHJ programme.

With this in mind, the initiatives of the UIHJ should be relayed to the respective national chambers. It will be noted the extent to which the experience of debt recovery has unearthed a considerable receptiveness on the part of national chambers, equally in Europe, Africa and America.

It is undeniable that in each case, successes are due to the dynamic contributed by private practice judicial officers, who are naturally more interested in this aspect than their office-holding colleagues.

Then, president Isnard evoked the representation of the UIHJ in the world and its decentralised organisation, with in particular "UIHJ Euromed", gathering 7 Member States of the UIHJ coming from countries located around the Mediterranean. The Scandinavian seminars join together, twice yearly, with the help of the permanent secretary of the UIHJ for Scandinavia, Denmark, Finland, Sweden and more recently Norway. The exchanges relate to topics of comparative law in Scandinavia.

Concerning the communication, the creation of the membership cards of the "UIHJ Club" was a great success with 715 cards issued in 2005. The president did not fail to thank the members of the Club by indicating that their action



Bernard Menut, rapporteur général du congrès
General reporter of the congress



Jacques Isnard, pendant sa présentation
During his presentation



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ
First Vice President of UIHJ

contributed to improve the budget of the UIHJ. Lastly, Jacques Isnard named the four new members having joined the UIHJ since the international congress of Tunis in 2003: Cyprus, Swaziland, Thailand and Zimbabwe. After having greeted the work achieved by Luisa Lozano, secretary of the UIHJ and the whole of voluntary "Union aficionados", the president finished his report by greeting, in the name of all the board, each of the presidents of delegations and told them how great his esteem was as regards their involvement. Without them, their implication and often their sacrifices, he concluded, the Union would not be what it is: a large professional organisation at the service of all the judicial officers.

To come into contact

After this brilliant introduction came the official ceremony of the opening of the congress.

Sue Collins, former president of the National Association of Professional Process Servers (Napps), president of the congress, wished the welcome to the 450 present congressmen who came from the Europe, Africa and America. Sue Collins indicated that she wished that each one be able to benefit from his stay in the United States and to familiarise with the city of Washington D.C. Quoting president Isnard, our colleague pointed out that a congress is a privileged place for professional exchanges. It is a place where you can network with colleagues from your own country and other countries from around the globe. It is a forum for the sharing of ideas, skills, methods and talents. The dialogue that takes place here can help every member to find solutions to professional challenges, giving every participant the chance to share new ideas.

The theme of the congress: "Towards a world code of the execution", "effectiveness of the procedures: the evidence, the provisional measures and the execution" and "the harmonization of the procedures of execution in a space of justice without border" are the mark of the extraordinary results achieved by the UIHJ, indicated Sue Collins. The president of the congress then indicated that our industry is truly becoming "global". With the growth of the Internet, that vastly improved communication, the time difference between us has virtually disappeared. Citizens feel less constrained to remain one place, leaving their birth-countries and moving across the globe. Families have come together from different ends of the earth. Companies are hiring employees

from other countries, selling and manufacturing products and goods in one country for export to another. Businesses can now effectively service clients from many different places all over the globe. More industries are expanding beyond the borders of a single nation to serve even larger markets in many nations. Lawsuits originate in one country and assets are found in another. All of these situations are growing trends that will substantially increase the need for greater international civil cooperation. Our industry, represented by this Union, said Sue Collins, will need to grow, develop relationships, and foster unifying accords not only in our own countries, but also throughout the world.

Sue Collins did not forget to invite the whole of the participants, in the name of Napps, to take part in the "Country & Western" evening to taste with the American welcome. Our host finally described the various rejoicings which were going to await the congressmen and their close relations in parallel of the activities of the congress: the official gala dinner, visits of Washington and post-congress in Washington or New York. The discoveries in Washington are numerous and varied: a multitude of museums and prestigious sites among which the The White House, the Capitol, the Washington Monument, the Air and Space Museum, the Gallery National of Art, the Pentagon, Lincoln's Monument, etc.

Then the president of the court of the District of Columbia, Rufus G. King, welcomed the whole of the participants, by pointing out the importance of the mission of the agents in charge of the enforcement of court decisions. Mr. King also invited the congressmen to benefit from their stay in Washington and to visit and discover the cultural richness of the capital of the United States.

Nine pillars of the world code of enforcement

Leo Netten, first vice-president of the UIHJ then presented the program of the three days of congress and yielded the word to Bernard Menut, rapporteur of the congress who launched out, successfully, in the exercise of the presentation of work of the congress. The secretary of the board of the UIHJ, in a brilliant speech, gave us the genesis of the World code of enforcement. Justice is reached like many other fields by globalization.

Thus today it is up to the judicial officers to found the basis of a harmonization of the rules of enforcement for the construction of a world code of enforcement. This code will have to answer requirements of legibility because the legal provi-



Christophe Bernasconi, premier secrétaire de la Conférence de La Haye de droit international privé— First secretary of The Hague Conference on private international law



Pim Albers, conseiller spécial de la CEPEJ, Conseil de l'Europe — Special adviser of the CEPEJ, Council of Europe



Mark Neal, Assistant United States Trustee, Department of Justice — USA

sions must be simple, to be understood by all, and effective. The enforcement of court decisions aims at restoring the economic balance and thus contributes to making confidence reign between the actors of the economic world whatever various is the constitution of their inheritance.

Of course enforcement alone is not aimed and the code will also stick to the provisional measures by envisaging for one as for the other a limitation in time around a reasonable time.

To create a whole of common rules will reinforce ethics between the professionals charged to apply them. However if the enforcement of justice is in connection with the economic world it is also connected with sociology and the world code will have to show flexibility to be able to be adapted in all the countries. The world code will define the role of anybody taking part in legal operation.

the judge (who must be independent):

The enforcement agent: a civil servant or an independent agent?

Parties: their rights and their duties

Third parties: identification and participation

The titles melting the committed measurements will consist in the decisions of the judges and the tax titles.

The enforcement agent will be in charge of the information of the parties, this information which will preliminary be concomitant or posterior with the enforcement will have to be comprehensible, fast and exhaustive. The abandonment

of the principle of enforcement on the person to the profit of the enforcement by equivalence on the goods of the debtor implies a patrimonial transparency assured by the sanctioned participation of the debtor and the access to information for the enforcement agent. In theory, enforcement relates to the totality of the inheritance of the debtor. Any principle has its exceptions, the first being the proportionality of measurements. During the course of operation the presence of the applicant is prohibited and that of the defendant optional. The world code will be able to pose the principle of the unavailability of the goods seized by leaving the option to each country to freeze or remove them. To close the enforcement, the legal officer will implement the sale of the goods, except for the credits let them be of money or the values defined on a market for which attribution to the creditor will be the principle.

Finally the code will envisage the possibilities of dispute of the measurements engaged by ensuring the promotion of the creation of a judge of enforcement for whom it will determine the jurisdiction *ratione loci* as well as the material competence.

The construction of the world code of enforcement rests on nine pillars:

- Speed of engagement of measures
- Effectiveness
- Transparency
- Access to patrimonial information

Sue Collins, Christophe Bernasconi, Jacques Isnard



Les participants — The participants



Marc Schmitz, Mathieu Chardon, Jeroen Nijenhuis, responsables des ateliers – chairmen of the workshops

- Proportionality of measures
- Simplification of the rules of procedures
- Liability of the agent
- Ethics
- and reasonable cost of measures

Towards world standards as regards the service of documents

The first workshop devoted to the proof was animated by our fellow-member Mathieu Chardon (France), member of the Committee of the UIHJ. He was assisted by Guy Aidans, president of the National Chamber of the judicial officers of Quebec, Alphonse Kibakala, president of the national chamber of the judicial officers of Congo, Adrian Stoica, judicial officer in Costanza (Romania) and Fred Blum (Napps, the USA).

"It is time to introduce a protean judicial officer, but for better harmonising of the world rules of the service of documents", Mathieu Chardon indicated. Basing his presentation on the practises of the service of documents in the world and on the experiment of the fellow-members installed at his sides, our colleague started a reflexion on the world standards as regards service of documents. Thus, to offer the best guaranteed rights to the citizens, the service of documents must be carried out personally to the recipient by the judicial officer or a professional especially competent to this end. Within the exclusive framework of his mission, the judicial officer or the agent in charge of the service must be entitled to obtain information concerning the place where remains the recipient of the document, or that where he can be usually met, such his place of work, exclusive of any other information. The questioned organisations cannot oppose the professional secrecy to the judicial officer or the agent in charge of the service who will have made the request by means of a standardised form. The document must make it possible to determine with precision the identity of the applicant, that of the judicial officer or the professional in charge of the service and to fully engage their liability in the achievement of their mission.

The service can also be carried out by electronic means, but only under the following cumulative conditions:

- a convention exists between the applicant and the recipient of the act authorising the electronic way like mean of communication likely to generate legal effects, according to a proposed template



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, Vice-President of UIHJ

- the service is carried out directly by the judicial officer or the agent in charge of the service, by means of a protected protocol
- the recipient of the document acknowledges its reception to the judicial officer or the agent in charge of the service by means of a safe protocol within eight day

Lastly, the conditions of the handing-over of the act must be reported with precision in a document which has an official value and engages the liability of his author.

The intervention of the judicial officer in the field of interim measures

The second workshop was directed by our fellow-member Jeroen Nijenhuis (Netherlands), who come to replace Jos Uitdehaag. Mr Nijenhuis was assisted by our colleague Nicola Hesslén (Sweden), Ismail Sabeir, president of the national chamber of the sheriffs of South Africa, and Filifing Dembélé, president of the national chamber of the judicial officers of Mali. This workshop treated interim and interlocutory measures.

Mr Nijenhuis specified that in Holland the judge authorizes measures on the request of the creditor without needing any proof. All the responsibility lies then on the applicant.

He added that the judges of the courts of first instance in his country did not have any technical training on enforcement. On the other hand, the Dutch judicial officers are themselves excellent technicians in the field of procedure. They are experts and specialists. Mr Nijenhuis also wondered whether one could not make the economy of the judge...

On this point he wanted to collect the opinion of his colleagues around the table:

- in South Africa, the judicial officer receives the orders of the court, then the sheriff carries out
- in Sweden, the separation of powers is effective, however it would be necessary to reconsider the system, for perhaps adopting the Dutch one
- in West Africa, in the texts of the Ohada, the judge authorizes interlocutory measures, except for certain debts.

Mr Nijenhuis insisted then on the human aspect of the profession of the judicial officer who, beyond the expertise, must have a human behavior in the respect of the rights of the debtor and the interests of the creditor. Taking again the



*Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo
— President of the National chamber of judicial officers of Congo*



Fred Blum, NAPPS



*Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ (Côte d'Ivoire)
— Permanent secretary of UIHJ (Ivory Coast)*

remarks of Mr Menut about ethics, Mr Nijenhuis insisted on their importance. Every party has the right to be heard: the creditor is entitled to a system of effective enforcement and the debtor needs to be protected, in the respect of the European convention on Human Rights.

"The effectiveness and the speed are the keys of the action of the judicial officer but he shouldn't sacrifice everything to that" indicated Mr Nijenhuis. He wondered whether transborder enforcement was possible: *"Can a Dutch judicial officer carry out a measure in Sweden, for example?"* was the question he asked to the participants.

- in South Africa, the judicial officer belongs to a district as that of Pretoria, thus the transborder enforcement is impossible.
- in Sweden it is a very important question. There is Interpol and Europol with regards to the police force of the world; it would be necessary to have something similar for the judicial officers.
- in the framework of the concerned countries, regarding the texts of the Ohada, competence comes from the judicial. The problem of the effectiveness of enforcement in Africa is a problem of material and human means.

In conclusion, Mr Nijenhuis wished that the intervention of the judicial officer, as regards interlocutory measures, be made without the authorization of the judge, if the proof of the credit seems to him irrefutable provided that the debtor preserves an immediate possibility of legal dispute.

Les participants — The participants

An evening with the Cow-boys of the Wild Wild West

After this intense morning and a buffet where each one could take again forces, go was given for the "Country & Western" evening offered by Napps. Indeed, around 8 p.m., the hall of the hotel suddenly filled with individuals wearing traditional Cow-boys outfits, including hats, bandanas and shirts. Did the West come to invade the East? Do not worry, they were only a few hundreds of judicial officers coming to pay respect — in their own way — to the conquest of the West, and quite simply to pass a marvellous evening in pleasant company! For the boldest, the evening was completed on the last floor of the hotel in the panoramic rotating saloon with unspoilable view on the Pentagon and Washington D.C.

Steven Spielberg and international conference

The following day, Thursday April 27, everyone was ready for the now traditional audio-visual session prepared by our fellow-member René Duperray, called by the specialists "the Steven Spielberg of the profession", so much are impressive his control of the camera and the suspense unceasingly spared in his films. Be your own judge. The mysterious and worrying theme retained for this session was: "From traditional justice to network". "And now, what will happen next?" one wondered by looking at the images which transported us to meet our fellow-members of the four corners of the world, from Burkina





Hans Eckhart Gallo, président de la chambre nationale des huissiers de justice d'Allemagne — President of the National chamber of judicial officers of Germany



Elin Vilipus, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie — President of the National chamber of judicial officers of Estonia



Antonio Gomes Da Cunha, président de la Chambre nationale des Solicitadores (Portugal), President of the National Chamber of Solicitadores (Portugal)

Faso (where we met “Mogho Naba, emperor of Mosse”), to Thailand, through Algeria and the Netherlands.

This incredible journey was a good preparation to the much awaited international conference which proceeded on the topic of “the harmonization of the procedures of enforcement in a space without border”.

Our fellow-member Roger Dujardin (Belgium), vice-president of the UIHJ was the chairman of the session. Around him were Honoré Aggrey (Ivory Coast), permanent secretary of the UIHJ, Kraisorn Barameeauyachay (Thailand), vice-secretary of State to Justice, Alda Kemelmajer de Carlucci (Argentina), judge at the supreme Court of Mendoza, member of the American Law Institute, Pim Albers (Netherlands), special advisor at the CEPEJ, the Council of Europe, Mark Neal (the USA), assistant United States Trustee, Department of justice, Stephen L. Bluestone (the USA), Attorney, director of the Bluestone international law firm, and Christophe Bernasconi, first secretary of the Hague Conference on private international law.

Where the judicial officers do not exist, there is no legal security

The president of the UIHJ reconsidered the will of the States, at the term of the Second World War, to gather around three concepts: economy, peace and protection of human rights, but forgetting for too long period the legal consequences.

“Globalization is an iconoclast concept sacralized by the financial world”, he exclaimed, although some tracks of reflection were carried out in the direction of harmonization.

President Isnard carried on: “Enforcement is no longer a myth, but can one really talk about the right of enforcement or the right to enforcement?”

The European Court of Human rights sanctioned this right in a case in March 19, 1997, leaving however open the question of the autonomy of a European right of enforcement, which question was asked at the time of a conference of the UIHJ, in 2002 in Paris.

In this respect, the Ohada treaty is a success: 16 countries of West Africa, adopted a unicity of currency, legal right, and legal system. This is unique in the world.

“Is it necessary to make a report of deficiency” enquired the president?

No. The law professionals and initially the UIHJ took initiatives and international conferences organized by the profession have shown since a long time that there cannot be favorable grounds for businesses, without legal security. He raised the implication of the Council of Europe with the creation of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ), the regulation of the European Court of Justice, the driving role of Unidroit and the American Law Institute, in particular with the work on the creation of a transnational booklet of civil procedure. Without forgetting the essential role carried out by the professionals in the process of harmonization of the enforcement procedures: a very active role in the Ohada zone with training seminars proposed by the French National School of Procedure denouncing “the protean judicial officer”.

The statement remains: “where the judicial officer does not exist, there is no legal safety” he added, “whereas is established a private justice, factor of insecurity”.

In order to achieve harmonization, international agreements or treaties, the introduction of an international code recommended by Unidroit, the reform of the exequatur in Europe or the European legal code, are as many positive steps.

In conclusion, Mr. Isnard stated that a right of the enforcement, requested and effective, requires an economic will, and an action from the lawyers and the professionals: the sum of the wills...

Ten years of application of the treaty of Ohada

Honore Aggrey then established a ten years assessment of application of the treaty of the Organisation for the harmonization in Africa of the right of the businesses (Ohada). With the adoption of the Ohada treaty on 18/09/1995, one can reasonably think that Africa can add its contribution to the harmonization. After ten years of application of the ten uniform acts, one can say that they contributed to the safety of the legal environment of the companies in Africa. The uniform act on enforcement applied in a progressive way, by reinforcing the role of the judicial officers. The creation of new forms of seizures like those of intangible goods with the seizure of the rights of associates, the transferable securities and bank accounts or the seizures of personal property such as the



Deux consoeurs congressistes – Two colleagues during the congress

terrestrial seizure of motor vehicles are as many effective tools for execution. We think that the judicial officers of the Ohada zone will be the first professionals of the legal area to propose reforms at the Council of Ministers of Ohada, concluded our colleague.

Three categories of judicial officers in Thailand

In our country we use the same code of civil procedure since 1945, indicated Kraisor Barameeauy chay.

According to the latter, he carried on, after judgment it is up to the judge to give the judicial officer the order to carry out, the latter being a civil servant in Thailand.

There are three categories of judicial officers:

- those who are in charge of auctions of personal property and real estate
- those who are in charge of collective procedures and bankruptcy,
- those who are in charge of enforcement

Finally if enforcement is not possible on goods it is deferred on the person of the debtor. In 1997, the economic growth accelerated in Thailand and with it the number of conflicts.

We then decided to open the profession of judicial officers to private people. Obviously we ran up against the reluctance of many persons but I am persuaded that it is the best solution for the effectiveness of enforcement.

Les participants – The participants



Les débats continuent même entre deux sessions

Debates carry on even between two sessions

“We are curious to understand what is occurring in other countries, and that is what we are waiting from this congress”, concluded Mr Barameeauy chay.

Towards the creation of an area of justice in Mercosur?

Mrs de Carlucci then speak to wonder whether one could consider the creation of an area of justice in the Mercado Comun del Sur region (Mercosur - Common Market of the Southern Cone)?

The founding countries of the Mercosur area are Brazil, Argentina, Paraguay and Uruguay. The other South American countries are only associated.

The Founder Treaty was signed in 1991 and simply assigned the obligation to adopt a common solution to the conflicts before 31/12/1994.

On 17/12/1991, the Protocol of Brasilia created the Court of the ad hoc conflicts; then in 1995, the Protocol of Ouro Preto modified the institutional structure of Mercosur and regulated the provisional measures.

Finally the last step was crossed in 2002 with the protocol of Olivos which consecrated in its first article the possibility of resorting to the “forum shopping”, the choice having to be made before the opening of the negotiations.

It envisages the possibility of moving towards simplified mechanisms for purely technical questions.

If the ad hoc court has few quantitative results, its qualitative results are remarkable and thus make it possible to note the direct effects of measurements of Mercosur.

One can quote a famous decision of 2002 which has enjoined the Member States not to enact contrary to legal provisions to the Community rules and which fixed the completion periods of the decisions (the reasonable time being a back-up troop of the time allowed by the decision itself).

The great principles of Mercosur are thus the acceptance of the arbitration and the achievement of the decision by that which is subjected to it.

Mercosur reflects the countries which compose it with their limits and their capacities and it is necessary to the development of their potential.

A questionnaire of the CEPEJ

Then Mr. Albers, evoked the action of the European Commission for the effectiveness of justice (CEPEJ). Mr Albers points out the importance of the execution of the judgment within a “reasonable” time.



*Nicola Hessel, secrétaire permanente de l'UIHJ (Suède)
— Permanent secretary of UIHJ (Sweden)*



*Johan Fourie, secrétaire permanent de l'UIHJ (Afrique du Sud)
— Permanent secretary of UIHJ (South Africa)*



Sabeir Ismail, président de l'association des huissiers de justice d'Afrique du Sud — President of the Association of judicial officers of South Africa

He greets the action of the UIHJ which takes an active part in the work of the Commission that he chairs by thanking Mr. Menut and Mr. Netten. He insists on the problems raised by the unenforcement of court decisions of in the Member States.

To try to solve these problems, the Commission addressed a questionnaire to the Member States to determine which was their system of enforcement and the status of the enforcement agents, with more precise questions about enforcement time, enforcement itself, the status of enforcement agents, the organisational representation and costs of the execution.

The results of this questionnaire will be published in September 2006.

Three bankruptcies per minute in the USA

Mark Neal treated execution of the judgements in the American system of the bankruptcy. In the USA, there are three bankruptcies per minute. This is why the Congress tries to adopt common standards with the objective to strike a balance with regard to the protection of the debtors and the creditors.

The legislation envisages four systems of bankruptcy:

- Liquidation of the companies
- Procedures reserved for large companies
- Bankruptcy of the private individuals
- Transborder Bankruptcy

In each one of these systems, there is a principle of the suspension of enforcement procedures like the principle of equality between the creditors; A report on the patrimony (active / passive) is drawn up by a trustee, who is a private professional in charge of the sale of the assets. The guaranteed debts cannot be erased.

In practice, we realize that the rate of recovery remains very weak.

Steven L. Bluestone carried on with the theme of the enforcement of foreign judgements in the USA. To be enforced in the United States, a foreign judgment must:

- be final
- be enforceable in the country of origin
- have been served to the debtor
- relate to the civil and commercial matters.

At the same time, the rights of defense must be respected.

An important matter arises, that of the judgment by defaults which cannot be recognized in the majority of the American states. A new lawsuit should then be made on the spot but this solution is not satisfactory because it often discourages the applicants.

The new convention of the Hague Conference

Lastly, to finish this international conference, Christophe Bernasconi, who had already intervened at the time of the preceding international congress of Tunis in May 2003, presented the contribution of the Conference of The Hague of private international law as regards international legal co-operation, in particular recent convention on the clauses of election of the for.

By essence, the international treaty cannot be restricting and thus does not give place to harmonization. The Hague Conference does not treat execution directly but it takes part in it by the means of all conventions and in particular those concerning the service of documents.

A draft convention on choice of Court Agreements, an extremely complex convention which is registered in margin of the traditional concept of enforcement, is currently being studied.

The international treaty essentially cannot be constraining and thus does not give space to harmonization. The Hague Conference does not treat execution directly but takes part in it by the means of all conventions and in particular that concerning the notifications and the significances. A draft convention on the clauses of election of the for, extremely complex convention moreover and which is registered in margin of the traditional concept of the execution, is currently being studied, indicated the first secretary of the Conference of The Hague.

Enforcement in five parts

After a discussion and havin heard the contributions of the congressmen, the works of the 3rd workshop immediately followed. Chaired by our fellow-member Marc Schmitz (Belgium), member of the Committee of the UIHJ, the topic of the enforcement were declined in 5 parts. Marc Schmitz was surrounded by colleagues from three continents: Ornyjay Phoolthanang (Thailand), depart-



ment of enforcement at the ministry for Justice, E. Gogla Batamak, judicial officer in Yaounde (Cameroun), Elin Vilippus, president of the national Chamber of the judicial officers of Estonia, and Hans Eckhard Gallo, president of the Gerichtsvollzieher (Germany).

"The best judgement given by the best judge does not have any value if it is not carried out in an effective way" stated Marc Schmitz. In the advance of the process of execution, many shelves occur.

On the way to the enforcement process, many obstacles occur. The chairman decided to select five of them which were approached by the colleagues.

About the time limit for enforcement limited, a question was asked: are you authorized to receive the payment by instalments, have you got a delay to enclose the files?

In Thailand, after the judge's decision, there is a ten years limit to launch enforcement measures. In Germany, the payment by instalments is limited to 6 months. The date may be deferred to 12 months with the creditor's agreement. In Estonia, the code does not fix any limits in time. In Cameroon, no provision is envisaged; the judicial officer grants them instalments.

On the protection of the debtor and the proportionality of expenses, our colleagues were brought to bear witness as to answer the question of knowing if the seizure is regarded as a means of pressure or fulfilment in their respective country.

In Cameroon, expenses are advanced by the creditor; seizure is a means of pressure and fulfilment under the responsibility of the judicial officer. In Thailand, the objective is to sell but seizures are rather a means of pressure. In Estonia, one cannot sell the seized goods if there is no proportionality; therefore seizure is a means of pressure.

As regards the relations between the police force and the judicial officers, is their assistance fast in particular within the framework of doors opening?

In Estonia, the judicial officer can open the doors, with the authorization of the

court and the assistance of the police force. In Germany, the judicial officer is the only person responsible for enforcement. In Thailand, the judicial officer is responsible for the seizure and directly requests the assistance of the police force. In Cameroon it is an obligation for the judicial officer to request the assistance of the police force which often takes a long time to obtain.

About the access to a data base concerning the inheritance of the debtor or his address, in Germany, the debtors must make obligatory statements under oath. In Estonia, the judicial officer has access to the register of the population and especially to the tax register, the court can oblige the debtor to declare under oath. In Thailand, the creditor gives the information on the debtor to the judicial officer. In Cameroon, no obligation weighs on the debtor. The creditor has to make the searches.

About the role of the judicial officer in the framework of the distribution of the sale product or the seized funds and the creditors' assistance?

In Cameroon, it is necessary to take account of the debtor's situation and of the assistance between creditors.

In Thailand, the distribution is first received by the secured creditors.

In Estonia, there is no seizure assistance, a reform is in progress.

In Germany, the judicial officer's expenses come first; the product of the sale is distributed according to the order of creditors.

The floor was then given to the room.

Jazz and relaxation in the USA

It is while listening to jazz music - the United States obliges - that was held the official dinner which allowed everyone each one to relax and look further into the new friendships which were tied during the previous days. It was also the occasion to discuss in an abstract way or to get acquainted with the "Washington Congress Gazette", publication written by a team of the UIHJ during the working sessions.

Soirée Baseball – Baseball evening





The new board of the UIHJ

To finish work of the congress, the elections of the new office proceeded on Friday April 28, from 9 a.m. 15. Here the composition of the new board:

- Jacques Isnard (France), president
- Leo Netten (Netherlands), first vice-president
- Roger Dujardin (Belgium) and Yacine Sene (Senegal), vice-presidents
- Bernard Menut (France), secretary
- Jean Christin (Swiss), treasurer
- Andre Mathieu (Quebec), assistant secretary
- Adrian Stoica (Romania), assistant treasurer
- Mourad Skander (Tunisia) and David Walker (Scotland), assessors
- Roland Demeerleer (Belgium) and Francis Guépin (France), supplementary assessors
- Gyula Kovacs (Hungary) and Emmanuel Minoungou (Burkina Faso), Account commissioners

Wishes for the future

Our fellow-member Bernard Menut presented the wishes of the congress, which were voted at once. Here is the text.

Considering that the World Code of enforcement appears to be a legal, economic and social necessity,

Considering the essential contribution of the judicial officers as regards the processes of information, protection and guarantee of the citizens, as well as regards enforcement,

The congress of the Judicial Officers convened in Washington D.C. on 26, April 27, and 28 2006 issued and ratified the following wishes:

Wish 1

When receiving a judicial or an extrajudicial document, every citizen must receive an objective, comprehensible and secured information in order to protect his rights,

Wish 2

The Judicial Officer must be able to initiate and implement all the interim enforcement measures adapted to protect the interests of both the applicant and the defendant,

Wish 3

The Judicial Officer responsible for the enforcement of an executory title must have a total access to information relating to the assets of the debtor,

Wish 4

The congress invites all stake holders of the legal, judicial and economic world to participate with the Judicial Officers in the creation of the World Code of Enforcement.

In his closing speech, president Isnard did not fail to thank all the delegations for their renewed trust at the time of his fifth mandate. He also thanked the congressmen for their participation and their support to the UIHJ. He wished to everyone a good end of stay on American ground and a good return in their respective countries. The president of the UIHJ again stressed the importance of the actions undertaken by the UIHJ while indicating which would be the axes for the three next years, with the continuation of the development of the relationships with the United States, America and Asia and work on the world Code of enforcement, without forgetting the economic aspects of the profession nor the regional seminars. These many actions in prospect will surely make us help to wait until the next international congress of the UIHJ which will be held in Marseilles (France), in 2009! Appointment is already taken...

Le Capitole – The Capitol





L'UIHJ à la 59e conférence annuelle DPI/ONG des Nations unies (ONU) à New York

En cette période troublée, tant pour l'Organisation des Nations unies que pour la communauté internationale et étant aussi à quelques jours de la commémoration du cinquième anniversaire de la tragédie du 11 septembre 2001, pas moins de 2 500 représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres partenaires de la société civile de plus de 90 pays se sont réunis au siège de l'Organisation des Nations unies (ONU), à New York, du 6 au 8 septembre 2006.

Les buts de cette rencontre étaient notamment d'examiner les moyens de renforcer la collaboration entre les communautés locales et les institutions mondiales à l'occasion de la 59e Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales et qui cette année avait pour thème : « Une tâche inachevée : constituer des partenariats efficaces pour la sécurité humaine et le développement durable ». Cette réunion de trois jours fut organisée par le Département de l'information en coopération avec le Comité exécutif des organisations non gouvernementales travaillant avec le Département de l'information et avec la participation des organisations non gouvernementales associées au Département et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social comme l'est également celui de l'UIHJ.

La Conférence souhaite de poursuivre ce qui a déjà été réalisé grâce à la participation accrue des organisations non gouvernementales et de la société civile à un grand nombre des débats qui se déroulent à l'ONU, notamment les auditions informelles interactives organisées par le président de l'Assemblée générale avec des représentants d'organisations non gouvernementales, de la société civile et du secteur privé. Il a été demandé aux participants qui se sont exprimés lors de la Conférence de donner des exemples de leurs travaux sur le terrain en présentant des exemples concrets de partenariats efficaces aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

La Conférence, qui se tient chaque année à la veille de l'ouverture de la session de l'Assemblée générale, est devenue une enceinte dont l'utilité est reconnue pour la constitution de réseaux et le partage de vues, d'opinions, de connaissances spécialisées et de pratiques de référence sur les questions abordées. Dernièrement, la Conférence s'est également orientée vers la constitution de partenariats stratégiques en invitant les représentants d'États membres à dialoguer avec les participants. Cette année, elle servit de cadre à l'élaboration de politiques pour la collaboration entre les organisations non gouvernementales et l'ONU.



En plus de cinq séances plénières et de six tables rondes, 30 ateliers destinés aux organisations non gouvernementales, auxquels participaient des représentants de la société civile, de l'ONU, des gouvernements et du secteur privé, se sont organisés en milieu de journée sur ces trois jours.

Les multiples sujets sur les principaux ateliers, conférences et tables rondes étaient les suivants :

- Promouvoir le développement (responsabilisation, transparence, politiques commerciales équitables) ;
- Viabilité financière et préservation de l'environnement ;
- Les sciences et les technologies au service de l'éducation ;
- Les nouvelles approches en matière de santé ;
- La sécurité humaine en lien avec la Commission de consolidation de la paix et la responsabilité de protéger ;
- La société civile et les partenariats mondiaux pour le développement ;
- L'engagement dans la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim ;
- La promotion du respect de la diversité culturelle dans la résolution des conflits ;
- Et finalement le rôle des médias et des technologies des communications dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement durable.

S'il fallait résumer l'idée qui présidait l'ensemble de ces divers sujets, je crois qu'il suffirait de citer cette phrase du secrétaire général, Kofi A. Annan, dans son message qu'il nous adressait :

« Les liens entre l'ONU et la société civile ne sauraient cependant se mesurer au nombre d'ONG représentées aux conférences mondiales ou aux réunions qui se tiennent au Siège de l'ONU. Ce qui compte plus encore, c'est ce qui se passe dans le monde et sur le terrain ».

N'est-ce pas là ce que fait concrètement votre Union dans sa sphère spécifique du droit processuel et du droit de l'exécution dans chacun des pays membres de l'UIHJ et en partenariat avec ces derniers ?!

André Mathieu
Secrétaire adjoint du bureau de l'UIHJ



The UIHJ at the 59th Annual DPI/NGO United Nations (UN) headquarter conference in New York

In these unsettled times, both for the United Nations and for our international system and in regards with the international community being also at a few days of the commemoration of the fifth birthday of the tragedy of September 11th, 2001 not less than 2 500 representatives of nongovernmental organizations and other partners of the civil society representing more than 90 countries met at the headquarter of the United Nations (UN), in New York for three days (September 6-8, 2006).

The aims of this meeting being in particular to examine the means of reinforcing collaboration between the local communities and the world institutions inside the within 59th annual Conference of the Department of the information for the nongovernmental organizations and which this year had for subject: "an unfinished business: Effective partnerships for Human Security and Sustainable Development". These three days meeting were organized by the Department of information in co-operation with the executive Committee of the nongovernmental organizations working with the Department of information and the participation of the nongovernmental organizations associated with the Department and of the nongovernmental organizations having an advisory statute with the Economic and Social Council alike the one of the UIHJ.

The Conference wishes to continue what was already carried out due to the increased participation of the nongovernmental organizations and of the civil society to a great number of debates which proceed at the UN, in particular interactive informal hearings organized by the President of the General assembly with representatives of nongovernmental organizations, civil society and the private sector. It was requested from the participants who expressed themselves at the time of the Conference to give examples of their field of work by presenting concrete examples of effective partnerships on the grounds for the achievement of the objectives of the Millennium for the development.

The Conference, which is taken place each year few days before the opening of the session of the General Assembly, became an enclosure whose utility is recognized for the constitution of networks and the division of sights, opinions, specialized knowledge and practices of reference on the tackled questions. Lately, the Conference was also directed towards the constitution of strategic

partnerships by inviting the representatives of Member States to dialogue with the participants.

In the middle of each of those days, in between the five plenary meetings and the six round tables, was organized thirty (30) workshops intended for the nongovernmental organizations, in which took part some representatives of the civil society, the UN, several Governments and of the private sector.

The multiple subjects on these principal workshops, conferences and round tables were as follows:

- Moving Development Forward: (Accountability, Transparency, Equitable Trade Policies);
- Achieving Financial and Ecological Sustainability;
- Sciences and technology for Education;
- Emerging Approaches to healthcare, including Gender-based HIV and AIDS;
- Human security: Responsibility and Protect and Peace building Commission;
- Civil Society and Global Partnerships for Development;
- Commitment to Reducing Extreme Poverty and Hunger;
- Promoting Respect for Cultural Diversity in Conflict Resolution;
- And finally, the Role of the Media and Communications Technology in Achieving the MDG's (Millennium for the durable development).

In conclusion, if it is necessary to retain an ideology on these various subjects, I believe that it is sufficient to mention and reproduce few words of the secretary-General Kofi A. Annan in his message that was addressed to us: "*Yet the relationship between the United Nations and the civil society must never be measured merely by the number of the NGO's attending global conferences, or participating in the meetings at the UN Headquarters. What matters even more is what happens out in the world and on the ground*".

Let's say that this is in fact what the UIHJ is doing concretely within the limits of its specific sphere of competence namely the evolution of the democracy through its involvement in the processual law and execution proceeding on the ground of each Member State of the UIHJ in partnership with all its members and also of their collectivities?

André Mathieu, Vice-Secretary of the board of UIHJ





Une délégation de l'UIH participe aux séminaires de Rayong et de Bangkok des 13 et 14 février 2006

La Thaïlande a entrepris un vaste chantier de réformes en matière judiciaire qui se sont traduites par une loi du 28 juillet 2005 qui ouvre la perspective de création d'un corps d'huissiers de justice à statut libéral.

Une réforme en préparation depuis 1992

En Thaïlande, il convient de le rappeler, les huissiers de justice qui sont tous fonctionnaires exercent leur activité sous trois formes différentes : agents d'exécution, officiers vendeurs et curateurs aux faillites.

Depuis le rapprochement entre l'UIH et la direction des services de l'exécution du ministère de la Justice de Thaïlande, ce dernier pays a d'abord envisagé de s'intéresser au statut des huissiers de justice en vigueur en France avant d'adhérer à l'UIH aux termes d'une convention passée en décembre 2004.

Il n'est pas inutile de rappeler que la Thaïlande prépare cette réforme depuis 1992.

On doit à la clairvoyance et à la pugnacité de l'actuel directeur du service de l'exécution (LED) du ministère de la justice, M. Kaisorn Barameeauychai, cette ouverture conduisant la profession vers le système libéral.

Afin d'insuffler sous une forme progressive aux actuels agents d'exécution thaïlandais la réforme qui se profile, le ministère de la Justice multiplie les séminaires internationaux avec l'UIH ou les chambres nationales d'Europe comportant des huissiers de justice à statut non fonctionnaire.

Deux séminaires remarquables

Dans cette optique, se sont tenus à Rayong et à Bangkok les 13 et 14 février dernier deux séminaires d'information. Ces rencontres, qui ont respectivement réuni 60 collègues (à Rayong) et plus de 150 à Bangkok, ont connu un vif succès.

Animés par deux confrères anglophones, M. Ornyajai Phoolthanang et Kanok Jullamon et l'incontournable autant que talentueuse juge francophone Mme Pimonrat Vattanahathai, ces deux journées ont été riches d'enseignements sur l'exercice libéral de la profession.

Me Jean Christin (Suisse) s'est longuement appesanti sur les ventes volontaires et les colossales organisations qu'elles concentrent spécialement à Genève, tandis que Me Roger Dujardin (Belgique) présentait un large aperçu sur l'exercice de la profession en Belgique et en France, en insistant toutefois sur la portée de certaines fonctions, telles celles conduisant à effectuer des constats ou être désigné en qualité de séquestre.



La délégation de l'UIH et ses hôtes thaïlandais — The UIH delegation and its Thai hosts

Dans un registre très rapproché, les présidents Miklos Krejniker, pour la Hongrie, et Efthimios Pretekes, pour la Grèce, ont apporté avec beaucoup d'attention l'éclairage spécial de chacun de leurs statuts (libéral).

Une étape irréversible vers la profession d'huissier de justice à caractère libéral

M. Kaisorn Barameeauychai s'est livré pour sa part à un long commentaire sur les objectifs poursuivis par la réforme qui vise à introduire l'huissier de justice à statut libéral en Thaïlande (agents d'exécution privés).

L'intervenant a souligné combien cette future étape — irréversible — était importante pour adapter le système judiciaire thaïlandais au modernisme qu'imposent l'évolution et la mondialisation. Toutefois, devait préciser M. Kaisorn Barameeauychai, cette réforme devra s'accompagner d'un support pédagogique auprès du public. Enfin, il s'agit pour les huissiers de justice d'une mutation fondamentale qui nécessitera de leur part une étroite coopération.

Il est à noter que, pour conforter les mesures de coopération créées entre l'UIH et le ministère de la justice de Thaïlande, tout une série de stages en France de collègues venant de Thaïlande a été programmée.

Ainsi, chaque année, dix agents d'exécution viennent en France effectuer un stage de 10 jours. Cette initiative sera renouvelée pour les années 2006/2007.

Les participants — The participants





A delegation of the UIHJ takes part in the seminars of Rayong and Bangkok of February the 13, and 14 2006

Thailand undertook a vast program of judicial reforms which resulted in a law of July 28 2005 which opens the prospect for creation of a body of Judicial Officers with a liberal statute.

A reform in preparation since 1992

In Thailand, it must be reminded that the Judicial Officers who all are civil servants carry on their activity in three different forms: enforcement agents, salesmen Officers, and curators with bankruptcies.

Since the bringing together between the UIHJ and the Directorate of the Service of Enforcement at the ministry of Justice of Thailand, this country initially planned to get acquainted with the statute of liberal Judicial Officers in force in France before joining the UIHJ under the terms of a convention passed in December 2004.

It is not useless to recall that Thailand prepares this reform since 1992.

This opening leading the profession towards the liberal system is largely due to the perspicacity and the pugnacity of the current director of the Enforcement Service (LED) at the ministry for justice, Mr. Kaisorn Barameeauychai, In order to insufflate in a progressive way the coming reform to the current enforcement agents of Thailand, the ministry for Justice multiplies the international seminars with the UIHJ or the national chamber of Judicial Officers in Europe, comprising the countries with non civil servants statutes for their Judicial Officers.

Two remarkable seminars

Accordingly, two seminars of information were held in Rayong and Bangkok on 13 and 14 February. These meetings, which respectively brought together 60 colleagues in Rayong and more than 150 in Bangkok, were a great success. Directed by two anglophone fellow-members, Mr. Ornyajai Phoolthanang and Kanok Jullamon and the irreplaceable and talented French-speaking judge Mrs Pimonrat Vattanahathai, these two days were rich in knowledge on the liberal exercise of the profession.

Mr Jean Christin, Judicial Officer (Switzerland) dealt in details with the voluntary sales and the colossal organizations that specially concentrate in Geneva, while Mr Roger Dujardin, Judicial Officer in Antwerp (Belgium) presented a broad outline on the exercise of the profession in Belgium and France, while insisting however on the range of certain functions, such as those leading to carry out statements of facts or to be appointed in the capacity of sequestration.



De gauche à droite — From left to right:

Roger Dujardin, Jean Christin, Jacques Isnard, Pimonrat Wattanahatai

In a very close register, presidents Miklos Krejniker, for Hungary, and Efthimios Pretekes, for Greece, brought with much attention the special lighting of each one of their liberal statutes.

An irreversible step towards the liberal profession of Judicial Officers

Mr. Kaisorn Barameeauychai devoted himself for his part to a long comment on the aims in view by the reform which leads to introduce the Judicial Officers to liberal statute in Thailand (private enforcement agents).

The speaker underlined how much this future - irreversible - step was important to adapt the Thai legal system to the modernism which the evolution and globalization impose. However, Mr. Kaisorn Barameeauychai was to specify that this reform will have to be accompanied by a teaching support near the public. Lastly, it means, for a fundamental change for the Judicial Officers that will require on their part a close cooperation.

It should be noted that, to consolidate the measurements of co-operation created between the UIHJ and the ministry of justice of Thailand, a whole series of training courses was programmed in France for colleagues coming from Thailand.

Thus, each year, ten Judicial Officers come to France to carry out a ten days training course. This initiative will be renewed for years 2006/2007.

*Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie
— President of the National Chamber of Judicial Officers of Hungary*





Une Europe unie. Une monnaie unique. Un groupe d'huissiers de justice.

Certains voient plus d'opportunités dans l'union européenne que d'autres. Mais le fait est que la collaboration sur le plan économique est un succès et que de plus en plus d'affaires se traitent au-delà des frontières. Ceci entraîne naturellement une augmentation des flux monétaires internationaux avec, pour conséquence, une augmentation des problèmes de paiement. Une administration européenne du recouvrement devient donc indispensable aux entreprises. Le réseau paneuropéen d'huissiers de justice leur apporte la solution : une gestion de recouvrement amiable et judiciaire à l'échelon international. Aux Pays-Bas, le groupement des huissiers de justice GGN a fait les preuves du succès de cette approche. GGN, une organisation adaptée aux besoins du marché, regroupe 18 études d'huissiers de justice. Le recouvrement s'effectue plus rapidement et avec de meilleurs résultats. Un avantage dont chaque entreprise européenne devrait pouvoir profiter.



Spécialistes du recouvrement et Huissiers de Justice

Davantage de rendement



Retrouvez l'essentiel de l'information et plus encore sur le site de l'UIHJ :
www.uihj.com



Find the essence of information and still more on the site of the UIHJ:
www.uihj.com

